

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

RÜHLE VON LILIENSTERN
ET SON
APOLOGIE DE LA GUERRE

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

PRÉSENTÉE PAR

Louis SAUZIN

AGRÉGÉ D'ALLEMAND

PARIS
LES PRESSES MODERNES
96 Galerie Beaujolais Palais Royal

1937

RÜHLE VON LILIENSTERN
ET SON
APOLOGIE DE LA GUERRE

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

RÜHLE VON LILIENSTERN
ET SON
APOLOGIE DE LA GUERRE

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

PRÉSENTÉE PAR

Louis SAUZIN

AGRÉGÉ D'ALLEMAND

PARIS
LES PRESSES MODERNES
96 Galerie Beaujolais Palais Royal

1936



A LA MÉMOIRE
DE MONSIEUR LE DOYEN AUGUSTE EHRHARD

En hommage de piété et de reconnaissance.

AVANT-PROPOS

Il ne nous a pas semblé vain d'évoquer le personnage de Rühle von Lilienstern et de réimprimer l'un de ses essais.

Non point qu'il s'agisse d'opérer un sauvetage et de restituer à une pensée méconnue ou trop tôt oubliée la place dont un injuste sort la priva. Rühle ne se présente ni comme un génie ignoré ni comme une curiosité littéraire.

La chance, d'ailleurs, ne lui fut point ingrate. Il est assuré de conserver un rang fort honorable dans les bas-côtés de l'histoire littéraire, comme le plus sûr confident de Kleist, comme l'intime ami d'Adam Müller, comme le conseiller et le bailleur de fonds d'une de leurs plus brillantes entreprises communes. Aucun historien de la littérature n'évoque le groupe romantique de Dresde sans accorder à Rühle les honneurs d'une mention, sans signaler la loyauté de son caractère et la solidité de son amitié.

Sa carrière ne le distingue point de tant d'autres officiers prussiens, ses collègues. Fort capricieuse après le désastre d'Iéna, elle l'amène lui aussi à chercher fortune hors de Prusse. Il y revient en 1813 et connaît alors une ascension rapide qui le mène aux plus hautes fonctions de l'armée.

Comme tant d'autres officiers de sa génération, il s'en voudrait de n'être qu'un automate militaire. Il

aime à réfléchir, sans toutefois se laisser entraîner à des excès de pensée ; il manie fort habilement la plume et se plaît à publier. Précepteur d'un prince, rédacteur de récits de campagnes, artisan du soulèvement national, théoricien de la guerre, il parcourt une carrière qui, sur plus d'un point, ressemble étrangement à celle d'un de ses vieux camarades, en compagnie de qui il entendit, à l'*Akademie für Offiziere*, les leçons de Scharnhorst, d'un camarade qui devait le précéder à la direction de l'Ecole de Guerre et s'acquérir par son enseignement et ses écrits un solide renom : Karl von Clausewitz.

Toutefois la carrière de Rühle ne saurait se calquer sur celle de Clausewitz. Les relations de campagne qui valent à Rühle sa première notoriété paraissent avant 1811, alors que Clausewitz attirera surtout l'attention par ses historiques des campagnes de 1813 et de 1815. De plus, Rühle publie ses écrits théoriques entre 1812 et 1817, alors que Clausewitz, qui meurt en 1831, ne s'est pas encore décidé, quand il disparaît, à faire imprimer son œuvre, bien qu'il ait devant lui la matière de dix volumes.

Si, à nos yeux, Rühle conserve un réel intérêt, c'est moins pour avoir suivi les mêmes voies que Clausewitz ou pour avoir avant lui déblayé les accès de certains problèmes, que parce qu'il possède, avant tout, valeur de témoin.

*
**

Les esprits les plus vigoureux et les plus originaux n'agissent pas toujours d'une manière directe. Bien souvent, des exégètes s'emparent de leur pensée et, pour la vulgariser, la réfractent et l'accommodent. Ils lui as-

surent la survie, mais sous une forme qui n'est pas exactement celle que l'auteur lui avait donnée. Il arrive même que le souvenir de l'auteur véritable s'efface et s'évanouisse, et qu'on ne voie plus dans la pensée ainsi transmise qu'une tradition anonyme, un fonds commun, une de ces forces profondes mais sans nom qui s'accroissent dans l'ombre avant de faire éclater leur puissance. En consultant le témoignage d'un écrivain mineur, on peut parfois renouer des fils qui semblaient rompus et restituer à l'auteur véritable la paternité d'une idée dont on ne pouvait plus fixer l'origine.

Il arrive aussi dans le monde de la pensée ce qui se passe au théâtre lorsqu'un acteur en renom laisse sa place à sa doublure. Le remplaçant accuse des effets auxquels son patron tenait, certes, et qu'il entendait faire ressortir, mais qu'il arrivait à fondre et presque à dissimuler dans un jeu plein de mesure. Les moindres intentions se trouvent alors mises à nu dans une lumière crue.

Il nous a semblé bon de rechercher l'origine d'idées que Rühle contribue grandement à répandre comme de rechercher aussi si, en les exprimant, il ne se livrait pas à une imitation.

*
**

Le témoignage que nous allons reproduire, n'aura même pas le mérite d'être inédit. C'est même parmi les essais de Rühle celui que son auteur s'est plu à rééditer. En six ans, il l'a, par trois fois, confié à la presse. Mais cet opusculé est loin d'avoir été reproduit à de gros chiffres d'exemplaires. Sans être descendue aux tirages quasi-confidentiels des *Gedankenspäne*, qui ne furent livrés au commerce qu'au nombre de cent,

l'Apologie de la guerre, en dépit de ses trois rééditions, n'apparaît point comme un ouvrage d'une banalité courante et d'un accès facile. Le *Deutsches Museum*, où *l'Apologie* fut d'abord insérée, ne se trouve pas, tant s'en faut, dans toutes les bibliothèques publiques, même en Allemagne, et nous savons, par expérience, que le commerce des livres le considère comme une pièce rare, dont on peut des années et des années guetter sans succès l'apparition sur le marché. L'opuscule *Vom Kriege* se présente comme une brochure de propagande. Il bénéficia vraisemblablement d'un tirage assez ample : le chiffre exact nous reste inconnu, mais, en ce temps là, il était rare qu'on se hasardât au delà de cinq cents. Fragile dans son format, dans son papier, voué de ce fait à une détérioration exceptionnellement rapide, *Vom Kriege* a cependant réussi à subsister. De grandes collections ne le possèdent plus (1), mais on peut le découvrir encore dans quelques bibliothèques locales. En France, nous ne disposons, sauf erreur, que de l'unique exemplaire de la Bibliothèque de Strasbourg (2). Quant aux *Aufsätze* de 1818, qui donnent, si l'on peut dire, la version définitive, ils constituèrent pour Rühle une mauvaise opération de librairie : deux volumes étaient annoncés ; si le second ne parut point, c'est évidemment que le premier n'avait guère remporté les suffrages du public et encombrait les rayons de l'éditeur.

Ce qui nous décide cependant à réimprimer le texte de *l'Apologie*, c'est beaucoup moins sa rareté relative, ou la difficulté qu'éprouve un lecteur français à se le procurer, que sa valeur intrinsèque.

(1) La *Staatsbibliothek* de Berlin le porte manquant depuis le récolement de 1922.

(2) Il y figure sous le n° G. 128.350.

Rühle assista à l'une des plus profondes révolutions qui aient jamais bouleversé le monde de la pensée. Le romantisme ne naquit point de la fantaisie de quelques jeunes gens, doués sans doute de talents respectables, mais surtout avides de nouveauté. Dans les pages alertes qui ouvrent son livre sur le romantisme berlinois, M. Joseph Nadler a définitivement ruiné la théorie, déjà sérieusement ébranlée à vrai dire, selon laquelle on découvrirait dans le mouvement des esprits entre 1795 et 1830 comme l'effet d'un virus répandu par les Schlegel, et principalement par Frédéric, — virus dont les effets nocifs s'atténuaient à la longue sans laisser de traces trop marquées. Certes le mouvement eut ses coryphées, ses entraîneurs : il ne convient pas de diminuer leur rôle. Mais ce mouvement apparaît comme le résultat d'un travail lent et profond. Il éclata en des lieux divers, presque en même temps et avec des symptômes étrangement analogues. Il est troublant de constater que des gens qui n'avaient pas rencontré les Schlegel, ou les avaient peu lus, abordèrent dans les mêmes termes les mêmes problèmes et inclinèrent vers des solutions parentes ou nettement identiques. Sans doute la Révolution française et sa politique allemande, sans doute les entreprises napoléoniennes, en écartant des esprits toute préoccupation adventice, obligent-elles presque fatalement la pensée à s'engager dans les mêmes voies, suscitent-elles un peu partout les mêmes réflexes de défense. Mais un fait est là : à la multiplicité des foyers romantiques répond une union dans un même élan. Le groupe de Dresde, par exemple, sans être spécialement nourri de la pensée de Frédéric Schlegel, à qui cependant Adam Müller rend des hommages considérables, s'engage dans une direction que Schlegel avait

indiquée, sans toutefois pousser à fond, et développe amplement des conclusions que Schlegel laissait entrevoir, mais auxquelles il n'avait pas donné l'achèvement et la publicité que leur assurèrent les conférences de Müller et certaines pages de la *Pallas*. Dès qu'il s'agit des groupes romantiques, la recherche des sources, la poursuite des filiations se montrent particulièrement décevantes et à cet égard il est loisible de parler d'une sorte d'unanimité romantique.

Rühle, sans doute, se tient en retrait du mouvement littéraire ou philosophique. Mais il n'accepte pas le rôle restreint d'observateur et de spectateur passif. Il ne se borne pas à écouter Kleist, ou, en confident qui comprend son rôle, à l'aider à voir clair en lui-même, tout en lui permettant de vaincre la misère matérielle. Rühle a aussi fréquenté, et très assidûment, des vedettes du romantisme saxon, Gotthilf-Heinrich Schubert, Adam Müller, Caspar-David Friedrich. Dans ce cercle d'amis où l'on discute beaucoup et où l'on échafaude de grands projets, il ne se borne pas à promettre aux futures éditions du *Phoenix* le concours de ses talents de cartographe. Il a déjà publié, encourage ses camarades à produire, fonde de son côté et dirige une revue qui dure presque trois ans. La conférence publique est le péché mignon de ses amis, comme de presque tous les beaux esprits de Dresde : il sacrifie à la mode, projette et rédige un cycle de conférences. Tout en affirmant quelque indépendance d'allure, il se tient néanmoins très près du groupe. Il n'est pas vain de rechercher si, dans son œuvre, il n'a pas exprimé des idées provenant d'un des membres du groupe, ou réfléchissant comme la pensée commune de ce groupe.

Enfin l'*Apologie de la guerre* nous semble constituer

un repère non dénué d'intérêt dans ce retournement troublant qui se produit à propos du problème de la paix après 1806. Un cosmopolitisme pacifique se mue en un nationalisme belliqueux — encore que le terme de nationalisme rende mal toutes les notions que Fichte arrive à faire tenir sous les mots de *Volk* ou de *Reich*, et exprime très imparfaitement les exigences totalitaires qu'enclôt, pour un Adam Müller, l'idée d'Etat vivant ou d'Etat organique. Le dix-huitième siècle, épris de raison, mû par une foi, d'ailleurs très noble, en l'incessant progrès et en l'infinie perfectibilité du genre humain, abandonnait fort volontiers à d'inamendables garnements ou à de charmants vauriens la gloire périlleuse de vider à leurs risques, mais sans trop de dégâts, les querelles des princes, tout en souhaitant que ceux-ci finissent par renoncer à la guerre, et à voir en elle une *ultima ratio* indigne d'un esprit éclairé. On ne pense certes pas que le miracle va s'opérer tout de suite : à propos du projet de l'abbé de St-Pierre, Leibniz, désabusé, constate que les hommes ne sont pas encore pénétrés de désirs pacifiques et le cardinal Fleury soupire : « Il faudrait envoyer des missionnaires et toucher le cœur des princes ». Du moins l'idée de paix perpétuelle n'est-elle pas rejetée comme attentatoire aux règles de la raison. L'Evangile promet aux pacifiques la récompense ineffable, celle devant qui plus rien ne peut entrer en ligne de compte : voir Dieu. De même le rationalisme du dix-huitième siècle observe comme un principe essentiel, comme la maxime suprême l'obligation de travailler à la paix. Ni la politique agressive de la Convention, ni les guerres du Directoire ne détournèrent complètement les Allemands de la mission suprême : en 1795, Kant publie son traité sur la *Paix Perpétuelle* ; en 1798

Görres fait paraître son opuscule : « *La paix universelle, un idéal* ». La guerre reste incompatible avec les exigences de la morale (3).

Moins de dix ans après, en 1807, dans l'*Idée du Beau*, puis en 1808 dans les *Eléments de Politique*, Adam Müller, tout en rêvant d'une unité européenne qui, sans contrainte ni hégémonie, reconstituerait le *corpus christianum*, tâchait de lever la condamnation infamante qui pesait sur le recours à la force : la guerre, même dans une Europe chrétienne où la charité évangélique et le don de soi constituaient les maximes suprêmes de la politique, n'apparaissait plus comme une brutalité hors la loi et reprenait droit de cité. Adam Müller contribue à remettre à la mode le terme de *wahrer Krieg*, dont on va faire large emploi et qui réapparaîtra jusque dans l'appel du roi de Prusse à son peuple.

Le revirement est amorcé. Fichte, dans ses conférences de mai 1813 s'efforcera d'accorder à la loi morale et aux exigences de notre liberté cette guerre que Müller justifiait à l'aide d'arguments esthétiques, ou chevauchant sur la logique et la métaphysique : puisque le monde se résout en une série d'antinomies qu'il convient de maintenir en équilibre vivant, il est illégitime que la paix prime la guerre et la refoule hors du domaine où toutes les antinomies viennent s'intégrer, l'Etat.

Pour Fichte, la guerre — *der wahrhafte Krieg* — durement menée, prend un peu l'allure d'une croisade. Hegel émoussera cette pointe de haine, refusera l'appel

(3) Le mouvement de réaction s'amorce en Grande-Bretagne plus tôt qu'en Allemagne. TAYLOR, en 1796, déclare que de telles doctrines « ne sont guère propres à valoir à Kant de nombreux prosélytes dans le Royaume-Uni ». Cf. H. TRONCHON : « William Taylor de Norwich et Herder, le « Platon du monde chrétien », dans *Revue Germanique*, 1936, n° 1, p. 3.

à la vengeance. Mais pour lui la guerre, non seulement reconquiert toute sa légitimité, mais encore apparaît comme l'unique moyen de régler les conflits internationaux ; elle est la loi même du développement naturel ; bien mieux : elle exprime les jugements de la Raison souveraine qui mène le monde et cherche à se révéler dans les épanouissements des empires et dans leur succession. Le *wirkliches Wehren*, qui, de très bonne heure, avant même que Müller ait publié ses œuvres les plus marquantes, constitue aux yeux de Hegel un des caractères essentiels de l'Etat, n'a pas un sens exclusivement défensif. Si bien qu'en morcelant sa théorie, en la déformant par des emprunts partiels et partiiaux, on en arrivera, sous le couvert de son autorité, à ces axiomes où un Moltke non seulement aperçoit en la guerre, comme faisait Clausewitz, l'unique moyen légitime de plier la volonté d'un Etat qui refuse de se laisser persuader par une discussion pacifique, autrement dit l'argument suprême, l'*ultima ratio* de la politique, mais encore l'exalte comme un bienfait de Dieu, comme l'unique semence de progrès spirituel, comme le seul remède qui puisse sauver le monde de l'ensevelissement définitif dans le matérialisme et l'immoralité. Ces axiomes apportent un précieux renfort à certaines exigences du pangermanisme. Leur note dangereuse, tantôt amortie et enveloppée, tantôt avec des stridences menaçantes, ne cesse point de vibrer, même après l'achèvement de l'unité et de l'empire bismarckien.

Tandis que les démocraties occidentales, d'inspiration calviniste, tolèrent difficilement qu'on affranchisse l'Etat des lois morales qui régissent les citoyens, et inclinent en même temps que Kant à considérer la guerre comme une survivance barbare, déplorable, mais condamnée

par la raison et, en tous cas, déshonorante pour qui veut résolument l'employer comme argument politique, le romantisme allemand, dont les échos sont loin d'être, même aujourd'hui, complètement étouffés, déclare la guerre légitime, mieux encore : juste, belle et féconde.

Dans ce grave débat qui n'a cessé de peser de sa masse écrasante sur la vie de nos Etats et d'inquiéter notre vie de citoyens, Rühle osa l'un des premiers prendre la parole. Avec une audace qui vaut d'être soulignée, il s'est directement tourné vers Kant, et osa, à la condamnation morale, incluse dans le traité de la *Paix Perpétuelle*, opposer une apologie. Ne serait-ce qu'à ce titre, son témoignage mérite d'être entendu et examiné.

I

LA VIE DE RÜHLE

La mémoire de Rühle souffre de ce qu'il possède, si l'on peut dire, deux titres de célébrité trop fortement divergents. Les biographes de Kleist, même Rahmer qui pourtant lui consacra quelques pages, ne s'occupent de lui que jusqu'aux environs de 1810. Rühle disparaît de la scène dès que Kleist est rentré à Berlin. On cite bien ses œuvres, mais on ne les examine guère : tout au plus en donne-t-on un fugitif aperçu. La *Pallas* elle-même ne bénéficie que d'une brève mention (4). Quant aux rédacteurs des notices de l'*Allgemeine deutsche Biographie* ou du *Militär-Wochenblatt*, malgré leur souci de souligner la multiplicité des talents de Rühle, ils montrent en lui surtout l'officier au détriment de l'écrivain. Il est bien vrai que, dans son premier livre, Rühle se défend d'être homme de plume et revendique la qualité d'officier de troupe, d'exécutant, comme on dit dans les états-majors. Pour rien au monde il ne voudrait qu'on le prît pour un historiographe de quartier général. Pourtant, chez lui, les deux aspects se complètent : l'officier et l'écrivain vont de pair. Blücher, nous conte-t-on (5), fai-

(4) RAHMER, *H. von Kleist als Mensch und Dichter*, Berlin, 1909, pp. 26-29.

(5) TREITSCHKE, *Deutsche Geschichte im XIXten Jhdt*, (Leipzig, éd. de 1927), I, 466.

sait deux parts des officiers qui l'entouraient : d'un côté les sabreurs ; de l'autre les *docteurs de la loi*, comme il aimait appeler Carl von Raumer ou Steffens. Rühle tient des deux catégories à la fois. Il devait être tout aussi à l'aise quand il rédigeait d'un style précis et ferme une demande de renseignements sur l'ennemi — les papiers de Varnhagen conservent encore un de ces ordres — ou quand il discutait mathématiques ou métaphysique. Sa pensée ne lui imposera certes pas de tyranniques exigences ; il ignorera ces conflits qui, chez Kleist ou chez Vigny, dresseront l'écrivain contre le soldat. Rühle nous montre une figure bien équilibrée d'officier pour qui le métier des armes s'accorde tout naturellement et sans heurts avec une vie spirituelle et une réflexion extrêmement actives.

*
**

Le père de Rühle était originaire de Francfort-sur-le-Mein. Il avait pris du service dans l'armée prussienne, mais n'avait pas dépassé le grade de lieutenant. Il s'était de bonne heure retiré sur sa terre de Neu-Königsberg, dans la Priegnitz. C'est en 1780, le 16 avril, que lui naquit ce fils qui devait donner quelque lustre au nom familial, mais dont nous ne saurions dire à coup sûr les prénoms ou le lieu de naissance.

Invoquant l'autorité de papiers conservés à Weimar, Starklof l'appelle Ludwig ; Poten tient « d'une tradition de famille digne de foi » qu'il se prénommaît Auguste (6) ; le supplément du 12 août 1847 à l'*Allgemeine*

(6) STARKLOF, *Das Leben des Herzogs Bernhard von Sachsen-Weimar-Eisenach*, Gotha, 1865-66, 2 vol., I, 46 ; POTEN, *Allg. deutsche Biogr.*, XXIX, pp. 611-614.

Zeitung le présente sous les noms de Jakob-Otto-August ; le major Gerwien, dans le *Militär-Wochenblatt* (Supplément pour le 4^e trimestre de 1847), suivi en cela par le catalogue de la Preussische Staats-Bibliothek lui attribue pour prénoms ceux de Johann-Jakob-Otto (7).

L'acte de baptême avait dû disparaître des archives militaires. Poten fait naître Rühle à Berlin, le major Gerwien reste muet. Herzog voudrait qu'il fût né dans la Priegnitz (8). En l'absence de documents positifs, un passage du *Prince de Hombourg* nous ferait volontiers incliner du côté de Herzog. Kleist était très capable de glisser dans ses pièces des allusions discrètes, mais non dépourvues d'ironie, à des gens de son entourage. Or Kottwitz déclare au Prince Electeur :

Willst du das Heer, das glühend an dir hängt,
Zu einem Werkzeug machen, gleich dem Schwerte,
Das tot in deinem goldnen Gürtel ruht ?
Der ärmste Geist, der, in den Sternen fremd,
Zuerst solch eine Lehre gab : Die schlechte
Kurzsicht'ge Staatskunst.... (9).

Il ne fait là qu'exprimer une idée chère à Rühle, lui emprunte même la formule favorite de « politique à courtes vues ». L'allusion au monde des astres rappellerait même que Rühle fondait sa théorie sur la révélation, par Newton, du couple antinomique attraction-répulsion. Et justement, quelques vers plus haut, comme

(7) Une note de la main de Varnhagen désigne le major Gerwien comme auteur de l'article. (Cf. Preuss. Staats-Bibl. Berlin, *Nachlass Varnhagen*, liasse Rühle).

(8) HERZOG, *H. von Kleist, sein Leben und sein Werk*. Munich, 1911, p. 642.

(9) Acte V, Scène V, vers 1579 et suivants.

pour mieux spécifier que Rühle pouvait revendiquer des droits d'auteur sur la tirade de Kottwitz, le Prince Electeur n'omettait pas de nous signaler de quelle province le colonel Kottwitz était originaire : *der Hans Kottwitz aus der Priegnitz* (10). L'intention malicieuse de Kleist semble contenir plus de données précises que les notices « objectives » des biographes.

Sur l'enfance de Rühle les renseignements restent flous et divergents. Les uns veulent qu'il ait traîné une jeunesse maladive, que jusqu'à treize ans on l'ait entouré de soins minutieux et même soumis à un régime sévère ; c'est dans cette enfance pénible que sa sensibilité se serait aiguisée. Et à cause de cette débilité, il serait entré au service beaucoup plus tard que ses camarades. Telle est la thèse que soutient l'auteur anonyme de la notice nécrologique de l'*Allgemeine Zeitung* (11). Comparons avec les dates des états de service. Rühle, du 1^{er} mars 1794 au 6 décembre 1795, est « pensionnaire », puis sous-officier au corps des Cadets, à Berlin. Le 6 décembre 1795, il est nommé aspirant *Portépée-fähnrich* aux Gardes de Potsdam. Il a quinze ans et demi. Kleist, quand il est incorporé au bataillon des Gardes, a quinze ans. La différence n'est pas si grande. En tout cas, la complexion délicate de Rühle dut fort bien s'accommoder du régime militaire. Seule la campagne d'automne 1813 lui vaut une laryngite qui l'oblige à servir dans des postes de l'arrière.

Ses débuts à l'armée furent franchement malheureux. Rüchel, qui commandait le bataillon des Gardes, mena assez rudement le jeune aspirant. Le major Gerwien raconte même que Rüchel prit plaisir « à le tourmen-

(10) Acte V, Scène II, vers 1417.

(11) *Allgemeine Zeitung*, 12 août 1847, n° 224.

ter, à le persécuter ». Pourtant l'avancement de Rühle ne marque pas de lenteur suspecte. Il est enseigne le 4 février 1798, lieutenant en second le 9 septembre 1800. Kleist aussi avait été promu lieutenant à vingt ans.

C'est de ce moment que date l'amitié de Rühle et de Kleist. Celui-ci souffrait du service, et, devant Rühle, se sentait aussi mal à l'aise que Rühle. Et Rühle ne manquait pas de dire en quelle piètre estime il tenait les officiers-artistes. Or Rühle cumulait les talents : il est poète, musicien, dessinateur. De ses essais poétiques, des sonnets qu'il composa, d'une traduction de *Phèdre* qu'il eut sur le chantier — c'était alors une mode que de transposer Racine en vers allemands — d'un *Roméo et Juliette* dont le livret fut, plus tard, repris et, un temps du moins, destiné à Meyerbeer — il ne nous reste rien, qu'un essai, écrit avant 1806, sur l'architecture gothique — qu'il appelle d'ailleurs *germanische Baukunst* —, une *Transfiguration* où il baigne dans un enthousiasme lyrique qui semble provenir en droite ligne des épanchements chers à Wackenroder (12).

Les tracasseries de Rühle l'incitèrent quelque temps à quitter le service. Il aurait incliné, nous dit-on, à faire carrière musicale. Il jouait du basson, assez proprement pour figurer comme soliste dans des concerts publics. Il est piquant de constater que Rühle, qui défendra la théorie de l'unité dans l'antinomie, maniait si bien l'instrument qui allie les contrastes les plus marqués, la solennité royale d'une pédale d'orgue et la bouffonnerie la plus sarcastique. Dans le grave *Militär-Wochenblatt*, le major Gerwien rappelle l'anecdote du quatuor Schlotheim-Gleissenberg-Kleist-Rühle, quatuor où Kleist

(12) Donnée en supplément par Gerwien à son article du *Militär-Wochenblatt*.

tenait la clarinette et qui, profitant de quelques jours de congé, déambula de village en village, vivant des concerts donnés sur les places publiques.

Ce fut le dessin qui sauva Rühle des brimades de Rühchel. Le général von Geusau l'envoya travailler à la *Kgl. Plankammer*, embryon du service géographique que, plus tard, Rühle contribua grandement à développer (13).

Ses talents de dessinateur le firent remarquer et lui permirent d'entrer, en 1801, à l'*Académie pour Officiers*, où, pendant deux ans, il travailla sous la direction du colonel Scharnhorst. Parmi les camarades de Rühle, se trouvait Clausewitz.

On ne peut dire qu'à l'Académie les études de Rühle aient été particulièrement brillantes. Quand il sort, en novembre 1803, il est tout juste avant-dernier du classement (14). C'est à ce moment qu'il fait connaissance de Varnhagen qui, élève à la Pépinière, se destine sans enthousiasme à la carrière de médecin-major. Les notes de Scharnhorst n'auraient pas valu à Rühle une affectation de choix. Mais le colonel Massenbach s'attacha à lui découvrir des qualités que Scharnhorst n'avait pas aperçues et c'est grâce à lui que, le 30 mars 1804, Rühle était nommé à l'Etat-Major général comme adjoint de première classe.

C'est en cette qualité qu'il prend part à la campagne de 1806 et assiste à la bataille d'Iéna. Gerwien voudrait que Rühle ait aperçu et signalé à Tautzien, la veille de la bataille, l'importance décisive du Landgrafenberg

(13) *Bericht eines Augenzeugen* (préface, VI) déplore l'absence, à l'Etat-Major prussien, d'un Bureau Topographique.

(14) Gerwien fait erreur quand dans le *Milit. Wochenblatt* (128, col. 2), il veut que Rühle ait été reçu bien avant tous ses camarades de promotion.

et des hauteurs de Kloswitz ; il est possible que Gerwien, par fidélité envers un ancien chef, embellisse un on-dit sans importance. En tout cas, Rühle suit l'état-major de Hohenlohe, auprès de qui se trouve un tout jeune prince de quatorze ans à peine, Bernhard de Saxe Weimar, le fils cadet de Charles-Auguste. Avec Hohenlohe, Rühle participe à la retraite jusqu'à la capitulation de Prenzlau, qui le met en état d'inactivité forcée.

Réfugié en terre neutre, à Dresde, il aurait reçu, selon Gerwien, de nombreux encouragements à rédiger une relation de la campagne. Cotta lui promettait de l'éditer, et Böttiger l'incitait à écrire. Vraisemblablement est-ce Frédéric Gentz, que Rühle connaît depuis ses années d'Académie, qui l'avait mis en relation avec Böttiger (15). Ses garants à Dresde lui permettent d'obtenir du général Thiard et du ministre de France Bourgoing l'autorisation de circuler librement sur le terrain de la dernière campagne : mais il ne voyagera qu'à pied, sous le nom de M. Otto, « peintre de batailles ». De ce voyage, Rühle tira une œuvre double : d'abord, une carte de Saxe, mise à jour, qu'il adressa à Scharnhorst ; puis son premier livre, *Bericht eines Augenzeugen* (16).

Paru chez Cotta, pour Pâques 1807, sous un demi-anonymat, ce livre fit quelque bruit. Rühle a beau se défendre de faire œuvre d'écrivain, on ne peut que le féliciter de la sûreté de son tour de main. Le style est alerte, sans jamais tomber dans la lourdeur du détail,

(15) SCHLESIER au tome I de sa Correspondance de Gentz donne toute une série de lettres entre Rühle et Gentz.

(16) *Bericht eines Augenzeugen von dem Feldzuge der während den Monaten September und Oktober 1806 unter dem Kommando des Fürsten zu Hohenlohe-Ingelfingen gestandenen königl. preussischen und Kurfürstl. sächsischen Truppen*, von R. v. L., nebst 4 Planen und Beilagen, Tübingen, 1807, 8°. La préface est datée de décembre 1806.

défaut habituel de ce genre d'ouvrages. Il s'excuse d'écrire en invoquant ses loisirs forcés et les encouragements d'esprits « compétents » qui le pressèrent de mettre en ordre des notes hâtivement jetées sur le papier. Mais, d'un bout à l'autre de l'ouvrage, on sent l'unité du propos, la même fermeté de trait, et il reste difficile d'admettre que le dessein d'écrire se soit éveillé en lui si brusquement et comme par contrainte.

Faisant bon marché de toutes les histoires de trahison qui voulaient expliquer la défaite, il mène très durement le procès du commandement prussien, tout en réclamant pour lui-même le mérite d'agir en sincère patriote. De cinglantes critiques s'abattent sur le duc de Brunswick à propos de son plan de campagne, *ein Afterkrieg*, de sa stratégie — « stratégie de vieille femme », déclarera-t-il plus tard à York, selon la formule où il aime à concentrer tout son mépris — sur le colonel Guionneau et l'incapacité de l'intendance prussienne, enfin sur l'Etat-Major de Berlin qui dégarnissait le corps de Hohenlohe en l'assurant bien poliment qu'un général de sa trempe était toujours certain de battre l'ennemi, même sans troupes (17). Un des traits les plus curieux est que Rühle, dès l'abord, se défend de vouloir donner de cette campagne un récit vrai et définitif. Et son relativisme s'affirme dans la formule : « Il n'existe pas de récit véridique et définitif d'une campagne. Accueillons donc tous les récits qui se présentent ».

L'épigraphe déclarait : *Mens agitat molem*. De fait l'ouvrage causa quelque émotion. L'anonymat de l'auteur restait bien facile à percer. Aussi l'Etat-Major de Berlin ne fit-il aucun effort pour retenir Rühle quand celui-ci demanda d'être mis en congé.

(17) *Bericht*, 22-42.

Pendant quelque temps Rühle s'interroge. Peut-être va-t-il aller tenter fortune aux Indes Orientales. Gentz, qui deux ans plus tôt se trouvait à Londres, le met en relations avec Mackintosh, directeur de la cour de justice de Bombay. Rühle se met à dévorer tous les livres qu'il peut trouver et où il est question des Indes et de l'Orient. Quand il signe la préface de *Bericht eines Augenzeugen*, il a la tête tellement farcie de ces lectures qu'il ne peut s'empêcher de citer une légende hindoue. Mais les projets de voyage s'évanouissent assez vite. D'abord, au cours d'un séjour à Toeplitz, Rühle rencontre Mme de Schwedthof qu'il ne tardera pas à épouser. Puis, la *Gazette d'Iéna* ayant donné de son livre un compte rendu fort laudatif, Gentz étant peut-être intervenu en même temps que Müffling, ex-capitaine prussien, maintenant vice-président de Saxe-Weimar, Rühle, mis en congé définitif en septembre 1807, se trouve, à cette même date, nommé major de l'armée weimarienne et gouverneur du prince Bernard, qui doit prendre du service au Régiment des grenadiers de la Garde, à Dresde. Un contrat offrait à Rühle, pour dix ans, la place de gouverneur et le titre de chambellan. Il préféra prendre ses fonctions nouvelles, à l'essai, pendant un an.

La date de 1807 marque un moment capital dans la formation des idées de Rühle. Tout de suite, à Dresde, il s'est lié, sans doute au nom d'amis communs, Gentz ou Varnhagen, avec Adam-Heinrich Müller, qui dès 1805 s'était conquis une appréciable notoriété. Deux cycles de conférences sur la *Science et la Littérature allemandes*, puis sur l'*Art Dramatique* ont éveillé parmi le public de Dresde de l'intérêt, et même des jalousies. Garlieb Merkel a souligné la valeur de ces œuvres; Mül-

ler a eu de piquants démêlés avec Böttiger ; mais l'amitié de Gentz lui a ouvert les salons et le monde de la diplomatie, et il connaît tout ce que Dresde compte d'artistes et de beaux esprits. Les biographes de Kleist ont abondamment raconté comment, autour de Rühle et de Müller, que bientôt rejoint Kleist, gravite un groupe d'amis que Rühle aide à se caser autour du prince Bernard, groupe où l'échange des idées se montre extrêmement actif et où l'on ne se borne pas à des projets en l'air.

Déjà Müller a fait publier l'*Amphitryon* de Kleist, dont Rühle détenait copie. Puis tous deux songent à se faire éditeurs de leurs propres œuvres. Rühle jalouse les gains que *Bericht* valut à Cotta, et rêve d'une librairie du *Phénix* où il dirigerait la section de cartographie. Mais le projet s'effondre, et Rühle aide alors Müller et Kleist à fonder leur *Phœbus*.

Il écrit lui aussi. Selon G.-H. Schubert, il aurait alors traduit « en mathématicien inspiré » les *Harmonies des Mondes* de Képler (18). Mais, de cette œuvre, il ne nous reste rien. Toutefois, en juillet 1808, Rühle signait la préface des *Hiéroglyphes*, livre surprenant tant par l'irréprochable qualité de sa typographie que par le pêle-mêle des idées qui préoccupent l'auteur (19).

Un peu comme par défi au lecteur, le livre s'ouvre par une figure étrangement compliquée — *ein krauser Schnörkel*, dit Rühle lui-même — et cette figure, rapprochée de la table des matières, faisait dire à Gentz : « Mais c'est de la folie furieuse ! » Dans une conférence, orientée selon ses diamètres perpendiculaires,

(18) G.-H. SCHUBERT, *Ahndungen*, II, 146.

(19) *Hieroglyphen oder Blicke aus dem Gebiete der Wissenschaft in die Geschichte des Tages*, von R. v. L., Dresde-Leipzig, 1809, in-4°, VI, 184 pp. + une carte du monde connu.

Rühle trace les cercles qui passent par le centre et ont pour rayon la moitié, le quart et le huitième du rayon primitif. Puis il trace un cercle concentrique au premier, mais dont le rayon n'est plus qu'un seizième du rayon primitif. Il y ajoute un jeu de hachures variées, et de cette fantaisie graphique résulte une espèce de fleur où ressort une grande croix de Saint André aux branches fuselées. Le tout se complique d'une orientation algébrique des abscisses et des ordonnées — bien qu'il ne faille pas, dit Rühle, apercevoir là une figure mathématique. Car l'ouvrage, l'auteur l'affirme, sert principalement des desseins politiques et se présente comme l'avant-coureur « d'œuvres plus relevées et plus fortement pensées ».

Rühle, qui se fait fort de ne pas suivre « le même plan que tout le monde », commence par des considérations cartographiques. L'ancien attaché à la *Plankammer* se trouve fort à l'aise quand il parle de projections, de hachures et d'hypsométrie; mais il lui arrive de lancer des idées assez cocasses : il voudrait, par exemple, que les cartes ne fussent pas orientées vers le nord géographique, mais, pour plus de commodité, « vers le lieu où l'on se dirige ». De la cartographie on passe à la confusion « babylonienne » des vocabulaires philosophiques, à l'antinomie de la philosophie et des mathématiques, de l'histoire et des mathématiques, de la science et de l'action. L'infailibilité des mathématiques se trouve proclamée, philosophie et géométrie n'étant que le double aspect d'une même pensée. Après une dissertation sur la valeur relative ou absolue des axiomes et des définitions, on revient à la géographie, aux continents et à leurs frontières naturelles, et à la route des Indes. Rühle se pose la question : l'Europe conservera-t-elle toujours

son hégémonie ? et blâme la politique anglaise à l'égard du reste de l'Europe.

Dans ce désordre voulu et agressif surgissent par instants des idées curieuses. Comme Kleist se l'était demandé, Rühle se demande à son tour si les mathématiques sont capables d'embrasser le réel ; comme Müller dans ses *Prolégomènes*, il oppose la définition historique ou dynamique à la définition statique ou mathématique. Il évoque aussi l'antithèse de la guerre et de la paix, celle de la vie et de la mort, et, en même temps qu'il célèbre la précellence des mathématiques, professe un relativisme organiciste où s'aplanissent les antinomies les plus rudes et où transparaît l'annonce d'un monde nouveau.

Les *Hiéroglyphes* provoquèrent un mouvement de surprise, et de surprise déçue. Rühle se racheta rapidement et montra, avec sa *Pallas*, qu'il était capable de gérer une entreprise plus sérieuse et plus solidement conçue. Le *Phœbus* n'avait inscrit que l'art au nombre de ses préoccupations. Rühle, comme Müller d'ailleurs, ne veut pas séparer l'art et la politique, la cité pacifique et travailleuse de la forteresse en armes. *Pallas* figure pour lui à la fois Athênê, la pensive déesse aux yeux bleus, gardienne des arts, et *Promachos* qui brandit terriblement la lance et se vêt de l'égide. Sa revue voulait « répandre de vraies lumières sur des objets accessibles à tous et d'un intérêt général, appartenant au domaine des arts de la guerre et de la paix, à la politique, à la statistique, à l'économie nationale, à l'étude des rapports sociaux, à l'histoire civile et militaire des temps présents » (20).

(20) *Pallas*, 1810, n° I, page III (introduction du rédacteur en chef).

Il sut, du premier coup, s'assurer des collaborateurs de marque. Si Müller ne trempa dans la rédaction de l'Avant-propos, il faut admettre que Rühle imitait à s'y méprendre le ton et le style de son ami. En tout cas, Müller disposa dans la *Pallas* de la tribune qui lui manquait, et il amena, comme co-rédacteur, Sismondi. Rühle, de son côté, avait attiré Buchholz, obtenu le concours de Jomini, qui pensait grand bien de *Bericht*. Il accordait aussi la plus large place aux considérations de Carnot. Et, à en croire Gerwien, ce serait Müffling qui aurait signé du chiffre C. v. W. un bon nombre d'articles.

Selon le général von Hüser (21), Rühle ne se serait pas seulement occupé de politique théorique. En même temps que Kleist, Pfuel et même Adam Müller, il se serait affilié à une société secrète que dirigeait le lieutenant Henri von Lützow, et qui projetait d'ouvrir une révolte générale de l'Allemagne contre Napoléon en prenant Magdebourg d'assaut. On aurait même essayé de mettre le prince Bernard à la tête de cette conjuration. Mais à la façon dont Müller reçut Martens, émissaire d'un groupement secret, il semble bien que Rühle et ses amis ne se montraient pas très enthousiastes quand on leur exposait d'aussi hasardeuses entreprises (22).

Quand la guerre éclate entre l'Autriche et la France, Rühle se trouve engagé dans un cas de conscience assez rude. Tous ses amis luttent contre Napoléon. Varnhagen, qui sera blessé à Wagram, est officier autrichien. Kleist et Dahlmann arrivent trop tard à Vienne pour pouvoir y prendre du service. Müller, pour avoir trop bien dé-

(21) Cf. RAHMER, *Kleist*, 35.

(22) C.-V. MARTENS, *Denkwürdigkeiten aus dem kriegesischen und politischen Leben eines alten Offiziers*, Dresde-Leipzig, 1848 ; cité par RAHMER, *Kleist*, 38.

fendu de sa plume la cause de l'Autriche, est exilé de Dresde et n'échappe qu'à grand' peine à la prison. Rühle — à son corps défendant, prétend-il — lié par ses fonctions et son engagement, obéit à l'alliance qui lie Charles-Auguste et Napoléon, et sert du côté français. Affecté au quartier général de Bernadotte, il joue un rôle assez inoffensif, il est vrai : il rédige le journal de marche des contingents saxons et assiste à la bataille de Wagram où son pupille, le prince Bernard, est décoré de la main de Napoléon. Celui-ci daigna même adresser des compliments au précepteur. Personne n'a jamais tenu rigueur à Rühle de s'être trouvé en pareille situation. L'incident semble sans importance aux yeux de ceux qui, quelques années plus tard, dénonceront un traître et un lâche en Adam Müller, qui, séjournant par force en Autriche, combat, contre Napoléon pourtant, sous l'uniforme des chasseurs tyroliens.

Rentré à Dresde, où il ne trouve plus aucun de ses amis, Rühle s'efforce pendant quelques mois de faire durer la *Pallas*. Des études sur la guerre d'Espagne, sur les récentes batailles franco-autrichiennes alternent avec des articles de Müller sur la situation financière et de larges extraits des *Eléments de Politique*. Sismondi compare les théories d'Adam Smith et de Quesnay, réfléchit au papier-monnaie et aux moyens de le supprimer. Malgré l'appoint du traité de Carnot sur la défense des places fortes, la revue semble bientôt à bout de souffle. Elle s'éteint au moment où Müller rédige et adresse à Rühle des *Lettres de Prusse* où il prend vivement à partie les décrets de Hardenberg.

Rühle n'abandonne point pour cela son activité d'écrivain. En 1810 viennent de paraître les trois volumes de

Reise mit der Armee (23), soit près de quatorze cents pages. Sur le récit de la campagne de 1809 viennent se greffer, sous forme de lettres, toute une série de considérations les plus diverses. Nous y trouvons une description fort alerte de la vie à Dresde, un écho très précis des querelles qui mettaient aux prises Ramdohr et le groupe des peintres qui gravitait autour de C. D. Friedrich et de Hartmann, puis toute une classification des arts et une étude de leurs rapports, et même des considérations sur l'architecture gothique (24).

Rühle ne craint pas d'aborder à son tour des problèmes que Müller avait, les années précédentes, abondamment traités, comme les rapports de l'Etat avec la religion et la famille (25). Toutes ces digressions ralentissent terriblement la marche du volume. Rühle sait toutefois les présenter assez habilement pour qu'elles ne lassent point et amènent au contraire un peu de variété dans la sèche monotonie d'un journal de marche. Goethe aussi, au moment où l'artillerie tire ses premiers obus sur Verdun, arrête son récit et nous entretient d'observations d'optique.

L'année 1811 allait valoir à Rühle les désagréments les plus vifs. Il avait assez mollement tenu en bride son pupille princier. Le jeune officier, sans surveillance, avait mené une vie « assez dérégulée », selon l'aveu des biographes les plus favorables à Rühle. Le duc de Weimar en conçut un ressentiment très vif. Le prince aurait dû, comme major de l'armée saxonne, suivre son corps

(23) RÜHLE VON LILIENSTERN, *Reise mit der Armee im Jahre 1809*, Rudolstadt, 1810, 3 vol. in-8°, (451, 558 et 488 pp.). *Allg. Zeitung*, 1847, 12 août, n° 224, donne à tort comme titre *Reise eines Malers mit der Armee*.

(24) *Reise* I, 64 ; I, 273 (peinture de paysages). II, 424.

(25) *Reise*, II, 184-185.

de troupe et partir pour l'expédition de Russie. On l'en dispensa, en raison des alliances de famille entre la Russie et le duché de Weimar, et on projeta de l'envoyer en tournée dans diverses cours d'Europe pour lui donner une « formation plus fine et plus noble ». Le voyage devait le mener à Paris, par Rome. Mais Rühle n'eut plus l'honneur de diriger le prince. Elevé au grade de colonel weimarien, il fut brusquement mis en congé à la fin de 1811, sans bénéficier de la pension qui lui était promise en cas de rupture de contrat (26).

Rühle éprouva un ressentiment très amer (27). Mais Gentz lui avait fait savoir que ses articles sur les batailles du Marchfeld avaient éveillé à Vienne un intérêt des plus vifs (28). Or Müller se trouvait précisément à Vienne, en même temps que Pfuel, chargé de recherches auprès du ministère de la Guerre. Rühle alla les y rejoindre, sans donner au public de Dresde les conférences sur la guerre et l'art de la guerre qu'il projetait pour l'hiver de 1811-1812. A Vienne, il renoue avec Frédéric Schlegel, qu'il connaît depuis 1808 ; par Müller, il fait connaissance de Humboldt, de Baader, d'Eichendorff. C'est à Vienne que lui parvient, par Müller, l'accablante nouvelle de la mort de Kleist.

Par Gentz on espère pousser Rühle à la direction de l'Ecole des Cadets. N'a-t-il pas, dans la *Pallas*, publié des articles fort élogieux pour l'armée autrichienne et pour l'archiduc Jean ? N'a-t-il pas accordé son approbation aux plans de campagne autrichiens en 1809 et

(26) Cf. FRANZ RÜHL, *Briefe und Aktenstücke aus dem Nachlass Stägemanns*, II, 61.

(27) Cf. *Aufsätze*, préface I : « Als der Vf. dieser *Aufsätze* durch die grossmütige Laune seines fürstlichen Gebieters unerwartet aus seinen bisherigen Verhältnissen herausgeschleudert ward... »

(28) SCHLESIER, I, 339, Prague, 9 avril 1810.

tracé un *Projet d'Ecole Militaire* qui pourrait appuyer ses désirs et justifier ses prétentions ? La mort subite de Stutternheim, son appui le plus sûr, vint ruiner ce beau projet. Rühle rentra donc à Dresde dans les premiers mois de 1812. Il possédait un petit domaine dans la banlieue immédiate, à Laubegast. Il ne lui restait plus qu'à se faire agriculteur. Kleist avait ressenti des velléités de labourer la terre ; Müller, en Pologne, s'était mêlé d'agronomie, plus théorique que pratique, et donnait justement, dans le *Deutsches Museum* de Frédéric Schlegel, des *Lettres Agronomiques* dont il faisait lui-même grand cas. Rühle alla plus loin que ses amis sur le chemin des réalisations pratiques. Pendant près d'un an, il tâcha de faire valoir son bien. Mais il mangea à Laubegast, dans des essais infructueux, la plus belle part de sa fortune et de la dot de sa femme.

Sur l'insistance de Müller, qui regrette l'abandon des conférences projetées, Rühle rédige et, par Pfuel, envoie à Frédéric Schlegel un fragment de l'ouvrage en sommeil (29). C'est l'*Apologie de la Guerre* qui paraît dans le *Deutsches Museum* au début de 1813. Le nom de l'auteur y était défiguré en von Rühl.

Au début de 1813, las de ses tentatives agricoles, Rühle se déclare prêt à reprendre du service, fût-ce comme simple volontaire. En secret, il se rend à Berlin, où Stägemann lui confie la mission de renseigner le gouvernement sur les forces respectives que les Français et les Russes opposent en Prusse Orientale. A Königsberg, Rühle lie connaissance avec Stein, se convainc que le moment du grand sursaut est venu et publie son *Kriegskatechismus für die Landwehr*, modèle de simplicité et

(29) Cf. J. KÖRNER, *die Brüder Schlegel*, Berlin, 1926, 8°, p. 175.

de concision militaires (30). Vers la fin de février, Scharnhorst le fait réintégrer dans les cadres comme chef de bataillon. La patente est signée le 30 juillet. Affecté au quartier général de Blücher, Rühle se distingue tout de suite. A Lützen, il reçoit la croix de fer. Il se bat de nouveau à Bautzen. On devrait à son initiative le combat de cavalerie de Haynau. Souffrant de laryngite, il quitte bientôt le front, et rentre au quartier général, à Lauban, où il essaie de convaincre les monarques alliés de la nécessité de porter la campagne au delà de l'Elbe. Officier de liaison, il travaille à la tâche peu facile de concilier Bubna, Bülow, Tauentzien et Blücher, qui n'aiment guère abandonner leurs idées pour adopter celles d'autrui. Rühle réussit assez bien dans ce travail diplomatique pour qu'un jour, à Tœplitz, Alexandre I^{er} lui adresse ses félicitations devant le roi Frédéric-Guillaume. On nous assure — un peu après coup — qu'il eut sa part dans la rédaction des plans qui aboutirent à Leipzig. Le 8 décembre, il était promu lieutenant-colonel et, le 24, nommé « au nom de Sa Majesté et des deux cours impériales » commissaire général pour l'armement de la population allemande. Installé à Francfort-sur-le-Mein, il fait si bien — il nous retrace son activité dans une brochure qu'il édita lui-même — que, le 3 mars 1814, il avait en campagne près de 112.000 hommes avec 90 pièces de canon, sans compter plus d'un demi-million d'hommes de Landsturm. C'est à ce moment qu'il publie *Vom Kriege* (31). Délégué à Vienne en novembre 1814, pour l'organisation de l'armée fédérale allemande, il prend part, sous la di-

(30) Paru à Breslau, en mars 1813, in-16 de 130 pp.

(31) *Vom Kriege, ein Fragment aus einer Reihe von Vorlesungen über die Theorie der Kriegskunst*, von R. v. L., Francfort s/ le Mein, 1814, 8°, 132 pp.

rection du prince héritier de Wurtemberg, aux travaux du Comité Militaire. Il espère faire imposer à toute l'Allemagne le principe de la conscription obligatoire, quand Napoléon rentre de l'île d'Elbe. Rühle est alors donné comme chef d'Etat-Major à Dobschütz qui commande l'armée du Rhin-Inférieur, avec quartier général à Aix-la-Chapelle. Rühle rêve alors d'une grande masse de cavalerie tombant sur la France par le Nord et débordant largement les armées françaises orientées face à l'Est. Blücher et Gneisenau le réclament au grand quartier général. Mais Dobschütz refuse de le leur céder. Colonel le 24 juillet, Rühle n'a pas, comme Pfuel et Müller, la joie d'entrer à Paris. Il trompe l'attente en rédigeant un *Projet de Constitution pour les Pays allemands* (32).

En octobre 1815 il cesse de servir dans la troupe : sa carrière prend une allure à la fois administrative et pédagogique. Attaché au 2^e Département du Ministère de la Guerre, puis, comme major général, chef de cette section en 1820, il sera en 1821 chef d'Etat-Major Général, en 1826 directeur des études à l'Ecole de Guerre, en 1835 lieutenant général, puis général inspecteur.

Cette carrière ne l'empêche pas de publier. En 1816, il collabore aux *Staats-Anzeigen* de son ami Müller, et y rend abondamment compte de la *Correspondance politique* et des idées de Fiévée (33). Au *Manuel de l'Officier* (34) succèdent, sous le titre d'*Aufsätze*, une rédac-

(32) Publié par FRANZ RÜHL, *Briefe und Aktenstücke*, II, 62-67.

(33) Cf. *Deutsche Staats-Anzeigen*, 1816, n° I, pp. 40-50, n° II, pp. 116-143.

(34) *Handbuch für den Offizier zur Belehrung im Frieden und zum Gebrauch im Felde*, Berlin, 1817-1818, 8°, 2 vol.

tion des conférences jadis projetées à Dresde (35), puis des considérations volumineuses sur la liberté de la presse (36). Il donne des articles à de nombreuses revues (37); il s'occupe de numismatique, de botanique, de fossiles. Les autographes l'intéressent peu. Une de ses lettres, conservées à la Staats-Bibliothek de Berlin, nous le montre même sous un jour curieux : il fait volontiers cadeau des autographes qu'il possède, mais en réclame copie, pour en conserver la teneur. De son chiffre transparent R.v.L., il signe une quantité d'ouvrages scolaires, atlas, graphiques historiques, études sur les problèmes orientaux (38). La métaphysique le retient un moment (39). L'année après la publication des *Gedankenspäne* (40), en juillet 1847, il meurt à Salzbourg d'une crise d'œdème pulmonaire, en rentrant de Gastein où il avait coutume d'aller prendre les eaux.

(35) *Aufsätze über Gegenstände und Ereignisse aus dem Gebiete des Kriegswesens*, hrsg. v. R.v.L., Berlin, 1818, 8°, 1^{er} vol., VI-400 pp. (Le 2^e vol. n'est pas paru).

(36) *Studien zur Orientierung über die Angelegenheiten der Presse* hrsg. v. R.v.L., Berlin, 1820, 8°, 2 vol., VI + 248 et IV + 404 pp.

(37) Gerwien en donne la liste dans le *Militär-Wochenblatt*.

(38) *Graphische Darstellungen zur ältesten Geschichte und Geographie von Aethiopien und Aegypten*. Texte et Atlas, Berlin, 1827.

Zur Geschichte der Pelasger und Etrusker sowie der altgriechischen und altasiatischen Völkerstämme überhaupt. Berlin, 1831.

Mythologische Forschungen, 1^{er} vol. : *Ueber das homerische Ithaka*, Berlin, Posen et Bromberg, 1832. (La suite ne parut point.)

Historiogramm des preussischen Staates von 1280 bis 1830 im synchron. Verhältnis zu der Nachbarstaaten, Berlin, Posen, Bromberg, 1832.

Zur Geschichte der Araber vor Mohamed, Berlin, 1836.

Historiographische Skizze des preuss. Staates im synchron. Verhältnis zu seinen Nachbarstaaten innerhalb des Zeitraums von 1280/1830. Berlin, Posen, Bromberg, 1838.

Rudimente der Hydrognosie, Berlin, 1839.

Vaterländische Geschichte von der früheren Zeit bis um das Ende des XIII. Jhdts. Vol. I, Berlin, 1840. (La suite ne parut point.)

(39) *Ueber Sein, Werden und Nichts, Eine Exkursion über Paragraphe aus Hegels Enzyklopädie*. Berlin, 1833.

(40) *Gedankenspäne*. Berlin, 1846, 8°, 244 pp.

II

L'APOLOGIE DE LA GUERRE

Dès 1810, Rühle avait formé le projet de donner aux *Elemente der Staatskunst* de son ami Müller un complément qu'il estimait indispensable. La *Pallas* entendait démontrer que les sciences économiques et les sciences de la guerre formaient un tout, comme les deux volets d'un diptyque. Dans un cycle de conférences, Rühle se proposait de traiter de la légitimité de la guerre et des grands problèmes que pose la conduite d'une campagne.

Projetées pour l'hiver de 1811-1812, ces conférences n'eurent pas lieu. Rühle, qui a perdu sa place de gouverneur du prince Bernard, voyage, puis s'essaie à l'agriculture. Mais la partie centrale des conférences devait être déjà rédigée. Dès que Müller lui demande de traiter le problème dans le *Deutsches Museum*, Rühle accepte et Schlegel peut faire paraître l'*Apologie* dans les deux premiers numéros de 1813.

Dans cette première version, l'*Apologie* porte en sous-titre : « principalement contre Kant ». C'est en effet contre lui qu'elle se tourne, tout en supposant les lecteurs du *Deutsches Museum* assez familiers avec le traité de la *Paix perpétuelle*, pour qu'un résumé de la thèse de Kant, ou de longs extraits, paraissent hors de propos.

En 1814, *Vom Kriege* fait disparaître titre et sous-titre. L'adversaire principal reste bien Kant. Mais la version primitive de l'*Apologie* s'augmente d'une quantité de pages qui double à peu près son volume. D'abord, Rühle juge expédient de réexposer l'argumentation de Kant. On peut admettre, sans pouvoir rien affirmer, que ces pages existaient dès 1812, mais que Schlegel, pour ne pas encombrer sa revue, les avait purement et simplement retranchées. Ensuite, Rühle augmente son *Apologie* de plus de vingt pages où il veut fonder la légitimité de la guerre en face de la religion. Il joint également à son texte des notes fort amples, et fait suivre l'*Apologie*, qui dans la série des conférences portait le numéro IV, d'une bonne partie des conférences V et VI. Pour mieux étayer son argumentation religieuse, il publie en appendice (pages 107 à 132) toute une petite dissertation qui n'est point de sa main. Il a tenu à consulter un ami mieux informé que lui des textes sacrés et des canons des conciles. Il ne semble pas, d'après le style, que cet ami soit Adam Müller. Mais il n'est pas impossible que cette consultation religieuse ait été donnée à Rühle par quelque converti du groupe de Vienne, qu'il fréquente à la fin de 1811. A l'appui de la thèse de Rühle, l'auteur de cet appendice s'efforce de démontrer que les Pères et les conciles accordaient que la guerre fût non seulement légitime, mais encore nécessaire.

En publiant la totalité des Conférences, les *Aufsätze* rendirent à l'*Apologie* son titre, mais non son sous-titre, élaguèrent fortement la note qui, presque au début de *Vom Kriege*, développait un canon du concile de Nicée, mais gardèrent les adjonctions que Rühle, en 1814, avait faites au texte primitif.

Nous reproduisons le texte de 1817, que nous désignons par *A*. Dans la pagination, notée en marge, comme dans les variantes, *DM* renvoie au *Deutsches Museum*, *VK* à *Vom Kriege*. En italiques nous indiquons les passages qui ne figurent point dans *DM*, entre crochets ceux qui ne figurent que dans *DM*.

Les variantes sont d'ailleurs peu considérables, plus particulièrement de *VK* à *A*. Ponctuation et orthographe ne nous ont pas retenu. *VK* et *A* usent de la virgule avec plus de parcimonie que *DM*, attentif à séparer bien correctement les propositions. De ces divergences de ponctuation, seuls quelques guillemets ont, comme nous le verrons, leur importance.

L'orthographe de *A* est volontiers archaïsante dans sa complication. Rühle imprime *Schwerdter*, *Aerndte*. *A*, à la suite de *VK*, nous montre à quel effort de germanisation Rühle, en 1814, avait soumis son texte primitif. C'était œuvre pie que de poursuivre le français dans tous les domaines. Sans y mettre la frénésie d'un Karl Müller cherchant à acclimater en place de *Quartier général* ou *aide de camp général* un *Hildamt* et un *Hauptwernold* qui devaient laisser perplexe plus d'un excellent allemand, Rühle donne une chasse sévère aux vocables français qui ont pu se glisser sous sa plume. Il fallait que les guerres de libération portassent tous leurs fruits.

DM, 1813, vol. III
p. 158

A. 101
VK. 1.

APOLOGIE DES KRIEGES

[besonders
gegen KANT.
Vom
Obersten von Rühl.]

*Lieben haben
Streit und Friede
Jegliches hat seine Zeit.
Pred. Salomonis (46).*

Wollen wir zu einem Urtheile gelangen über den Krieg, so ist es vor allem nöthig, dass wir uns zur Idee einer Kunst des Krieges erheben ; und ist dies geschehen, und wir wollen inne werden, wie sich diese Kunst nun verhalte zu andern verwandten Künsten, und zur Staatskunst Insonderheit, als der erhabenen Mutter oder Fürstin aller übrigen praktischen Künste (47), so ist es unvermeidlich, dass wir nicht auf die Frage zurückkämen : Was ist der Krieg ?

A. 102

Wie aber immer diese Frage direkt beantwortet werden mag ; nämlich : Krieg ist die Art und Weise durch das Glück und den Gebrauch der Waffen die Zwiste

(46) DM ne porte pas d'épigraphe de l'*Ecclésiaste* ; VK imprime cette citation au revers du feuillet de garde.

(47) DM et A ajoutent en note : Ist Staatskunst in weitester Bedeutung : Kunst die Idee des Staates zu realisiren, und ist der Staat nichts anders, als die unendlich erweiterte Familie, so sind auch alle Arten der Lebenskunst nichts anders, als untergeordnete Elemente, oder verschiedene Pole der Staatskunst selbst.

VK, pp. 81 à 91, rejette cette note parmi les Appendices et la fait suivre de considérations sur la valeur du terme de *Kunst*.

M. 159 der Völker zu schlichten ; oder : er ist das gewaltsame Bestreben der Staaten nach dem Frieden oder nach rechtlicher Uebereinkunft ; oder er ist die Unterbrechung des Friedens ; der Krebs, der am Heil und an der Wohlfahrt der Staaten und der Menschheit nagt ; oder wie Sie sonst immer wollen (48), so ist zum vollständigen Verständnisse jeglicher Antwort durchaus eine nähere Erörterung nöthig ; wie verhalten sich Krieg und Frieden zum Staate ? wie untereinander ? in welcher Beziehung stehen sie zum sittlichen, und zum religiösen, oder gottseeligen Bestreben der Menschheit ? —

K. 2 Dass Krieg und Frieden entgegengesetzte (49) Zustände im Leben und im Verkehr der Staaten untereinander sein müssen, leuchtet von selber ein. Dass der Friede grossen Seegen (50) bringe und viel Unheil der Krieg, predigt jedes alte Weib hinter dem Zaune und selbst viele grossen (51) Denker unserer und früherer Zeit haben kein anderes Urtheil ausgesprochen. Höchstens weichen sie darin voneinander ab, in wie fern sie den Krieg für einen unnatürlichen Zustand überhaupt, oder blos für unsittlich und vernunftwidrig achten. Krieg ist das grösste Uebel, meinen Einige, das einem Staate widerfahren mag ; er ist ein Schandfleck unserer durch christliche Lehre und vielfache Aufklärung erleuchteten Zeit ; das barbarische Erbtheil eines wilden Nomadenlebens, eines gesetzlosen Naturzustandes, dessen sich nur Hunnen und Irokesen rühmen mögen, aber vor dem die gebildete Vernunft erröthet und die Religion zurückschaudert. An die Stelle des mit kurzen Unterbrechungen stetig fortdauernden Krieges, der das

(48) *DM* : oder wie man sonst immer wolle.

(49) *DM* et *A* impriment ce terme en Sperrdruck.

(50) *DM* : Segen.

(51) *DM*, *VK* : grosse.

- DM. 160** grosse Hauptthema der bisherigen Weltgeschichte aus-
 make, das paradiesische Zeitalter eines ewigen Frie-
 dens zu setzen, und die Weissagung des Jesaias (Cap. 2
 v. 4, oder Micha 4, v. 3, 4.) (52) wenn sie sagen : « Es
A. 103 werden die Völker ihre Schwerdter zu Pflugschaaren
 und die Spiesse zu Sicheln machen, denn es wird
 kein Volk gegen das andere ein Schwerdt aufheben,
 und werden sie fortan nicht mehr kriegen lernen, son-
 dern ein jeglicher unter seinem Weinstock und Fei-
 genbaum wohnen ohne Scheu », in Erfüllung zu brin-
 gen, dies sei einzig der Wille Gottes, und ein der
 wahren Menschenwürde angemessenes erreichbares
 Ziel. Andre dagegen (53) gestehen mismüthig ein :
VK. 3 der Krieg sei die grosse Zuchtruthe der Völker, ein
 verhasstes, aber nothwendiges Uebel, eine mit der
 ewigen Einrichtung der menschlichen Natur und Ge-
 sellschaft engverbundene pestarliche Krankheit, die gänz-
 lich auszurotten zwar vergebliches Bemühen bleibe,
 deren heftiges Wüthen man aber durch eine Art
 politischer Schutzblattern oder Gewitterableiter, zu
 welchem Ende sie bald permanente Völkerkongresse
 und Gleichwägungstribunale, bald stehende Heere
 und mit Festungsgürteln gepanzerte Gränzen in Vor-
 schlag bringen — allmählig besänftigen könne. Sei dem-
 nach zwar die Idee des ewigen Friedens im buchstä-
 blichen Sinne eine Seifenblase gutmüthiger Schwärmer,
 so dürfe man doch nicht verzweifeln auf dem Wege
 höchst verfeinerter Bildung und Industrie, dereinst die
 Kriege seltener zu machen als weisse Raben, oder we-
 nigstens die grössere Masse der Menschheit dadurch
 gegen die allgemeine Heimsuchung zu schützen, dass

(52) *DM* : die Weissagung der Propheten, wenn sie sagen...

(53) *DM* : andere gestehen...

M. 161 man eine unbedeutende Portion des Pöbels unter der
Anführung einiger ruhmdürstiger Thoren, von Zeit zu
Zeit dem Kriegsteufel opfere.

Gäbe es in der That keine andre würdigere Ansicht
des Krieges, so wäre freilich für den rechtlichen Mann
kein anderer Ausweg, als sich lieber an die Galeeren-
bank schmieden zu lassen, denn in den Krieg zu ziehen,
und fals er durch Noth oder Unverstand verleitet wor-
den wäre, sich mit so entehrender Handtierung abzuge-
ben, müsste er sein Haupt mit Asche bestreuen und nach
dem Ausspruch des Nicäanischen Conciliums in zehn-
jähriger Busse verharren (54). Glücklicherweise aber
für den Kriegsstand und somit für die Menschheit, giebt
es in der menschlichen Brust noch eine heldenmüthige
Ader, deren lebendiges Klopfen laut und vernehmlich
widerspricht, wenn feiges Verlangen oder schlaffe Sehn-
sucht des Menschen Herz beschleichen will. Auch der
Krieg hat unter denen, die mit reinem Gemüthe nach
der Tugend streben, seine Verfechter gefunden, und es
mag uns erlaubt sein, uns ihrer Worte zu bedienen, oder
aus eigem Bewusstsein zu reden, um an die Stelle des
unglücklichen Wahnes, « dass der immerwährende todte
Friedenszustand als der einzig natürliche Zustand ge-

L. 104

VK. 4

(54) Le passage en italique n'existe pas dans DM. A ajoute une
note que VK rejette p. 91 : Der 12te Canon des Nicäanischen Syno-
dus lautet folgendergestalt : Alle diejenigen, so durch die Gnade
Gottes berufen sind, erstlich zwar ihren Glauben und Eifer bewiesen,
und die Kriegsdienste verlassen, hernach aber wie die Hunde, das
Gespeite wieder fressen, umgekehrt, also dass etliche nicht sowohl
mit Geld sich wiederum im Kriegsdienste eingekauft, als durch ge-
suchte der Gönner Rekommodation sich dazu befördern und wiede-
rum gebrauchen lassen. Diese sollen zehn Jahr lang (vor der Kirch-
thüre) liegen, nachdem sie drei Jahr unter den Zuhörenden (den Ka-
techismusschülern an der Kirchthüre) zugebracht haben. (S. hierüber
den Anhang zu diesem Aufsätze).

Cet Appendice commente longuement les décisions des conciles
sur la compatibilité de la milice et de la foi chrétienne.

bildeter Völker, Heere und Waffen (55) demnach nur als ein unumgänglicher unsichtlicher Nothbehelf zur Abwehrung einer fortwährenden Kriegsbarbarei zu betrachten sei (56), an die Stelle dieses allgefährlichsten politischen Irrthums, dieser verderblichen Ausgeburt der allerentartetsten Privatlebens, das sich nie über den eignen Küchenschrank, die eigne Scheune und die Sicherheit der eignen Haut zu etwas Höherem und Göttlicherem erhoben, die ewige Wahrheit von der Unentbehrlichkeit des Krieges, und seiner inneren sittlichen Erhabenheit und Würde zu verkündigen (57).

DM. 162

A. 105

Allerdings ist nicht zu läugnen, dass die Idee eines fortwährenden rechtlichen Zustandes unter den Menschen und unter den Völkern, durch die ehrwürdige Aussenseite sehr viel Verführerisches hat. Allein hätte man sich das Recht nur selbst als eine ewig lebendige Idee gedacht, die immer wachsen und fort und fort mit neuauflühender freier Selbständigkeit erobert und wiedergeboren werden muss (gleich wie die Flamme verlischt, wenn ihr nicht fortwährend neuer Brennstoff (58) zu verstärktem Auflodern hinzugereicht (59) wird) so würden nicht so viele, selbst muthige Seelen zu jener Scheu vor dem Kriege, als etwas durchaus Unnatürlichem und Unrechtmässigem (60), als einer mit Hun-

VK. 5

(55) DM : natürliche Zustand civilisirter Nationen — Armeen und Waffen.

(56) DM : seyen » — an die Stelle...

(57) A ajoute en note : *Wie vortrefflich hat später Fichte der in so vielem Betracht zu früh von dannen Gegangene durch seine im Jahre 1813 gehaltenen drei Reden über den Begriff des wahrhaften Kriegs dieses ehemals so allgemein verbreitete Vorurtheil, in seiner nackten Erbärmlichkeit zur Schau gestellt !*

(58) DM : neues Brennmaterial.

(59) VK : hinzugethan.

(60) DM : als etwas absolut unnatürlichem — VK : Unrechtmässigem.

ger und Pest in gleicher Linie stehenden Volksplage (61) gekommen sein. Man würde empfunden haben, dass die ungeheure Bewegung welche wir Krieg nennen, dem Gedeihen und der schönsten Blüthe des wahren Rechtes ebenso zuträglich sei, wie alle jene künstlichen Friedensinstitute, welche wir Rechtsanstalten nennen, dass weder der Kriegszustand an und für sich so abscheulich noch (63) der Friedenszustand an und für sich so liebenswürdig genannt zu werden verdiene, als einseitiger Misverstand zu behaupten gewohnt ist, und dass jene Afterlehre vom Heil des ewigen Friedens den Untergang aller politischen Würde und alles bürgerlichen Glücks herbeiführen müsste, wenn nicht ohnehin das verkehrte ohnmächtige Streben nach diesem vermeintlichen höchsten Gute an dem erhabenen Gange des über die Entwicklung unseres Geschlechtes waltenden Verhängnisses zu nichte würde. Aber es ist oft so schwer die allereinfachsten und bekanntesten Wahrheiten in dem einzelnen Falle wiederzuerkennen, oder anzuwenden. Wer wüsste nicht dass über je welche (64) Sache an und für sich, überhaupt kein allgemeines (65) Verdammungsurtheil ausgesprochen werden kann, sondern stets nur ein beziehliches ; dass die Bestimmung, ob wie (66) und was eine Kraft wirken oder nicht wirken soll, nicht von dieser Kraft selbst, sondern von der ihr mitgetheilten Richtung (67) und von dem Widerstande oder die Gegenkraft abhänge, die ihr von irgend einem Dinge

(61) *DM* : Nationalkalamität.

(63) *DM* : abscheulich, als.

(64) *DM* : jewelche.

(65) *DM* : absolutes.

(66) *DM* : ein relatives, in Beziehung auf irgend ein anderes Ding, dass die Bestimmung ob, wie.

(67) *DM* : Direktion.

DM. 163

A. 106

VK. 6

entgegengestellt wird ; dass es stets auf die Dosis eines Stoffes und auf die pathologische oder physiologische Beschaffenheit des Wesens, dem der Stoff eingeflösst wird, ankomme, um dass es sich als Gift oder als Arznei äussern könne (68) ; und dass es bei der Bestimmung des sittlichen Werths oder Unwerths einer Handlung nie das Was allein entscheiden dürfe, sondern erst durch das Wie und durch den Geist in dem das Was vollbracht geworden (69), die Befugniss gegeben werde, sich so oder anders darüber zu erklären ; wer wüsste dies alles nicht, und dennoch will es niemand beifallen, dass im Urtheil über Krieg und Frieden eine gleiche Gerechtigkeit beobachtet werden müsse ? Wenn derjenige, so beginnt der Graf Türpin (70) seine Versuche über die Kriegskunst, « welcher zuerst die Kunst seine Mitgeschöpfe zu zernichten in Regeln gebracht, keinen andern Zweck gehabt hätte, als den Leidenschaften grosser Herren zu schmeicheln : so wäre er ein Ungeheuer gewesen, welches verdient hätte, gleich bei seiner Geburt von der Erde getilgt zu werden. Wenn er aber dabei die Absicht gehabt, der gekränkten Tugend aufzuhelfen, das siegende Laster zu strafen, der Ehrsucht Gränzen zu setzen, oder die ungerechten Forderungen (71) eines Stärkern abzulehnen ; so ist die Menschheit verpflichtet, ihm Ehrensäulen zu errichten. »

DM. 164

Unter denen, welche die Zulässigkeit des Krieges aus

(68) DM : als Arznei äussern solle.

(69) DM : worden.

(70) Il s'agit ici du Comte Lancelot Turpin de Crissé, né en 1716 et mort émigré en Allemagne, vers 1795. Brigadier de cavalerie, en 1748, il s'enferma un moment à la Trappe, puis épousa la fille de Lowendahl, et fit campagne en Allemagne de 1757 à 1763. Il était lieutenant-général en 1780. Son *Essai sur l'Art de la guerre*, paru en 1754, avait joui d'une grande notoriété. On l'avait traduit en plusieurs langues.

(71) DM : Forderungen.

A. 107

Gründen der Vernunft bestritten haben, ist Kant als derjenige zu betrachten der die Sache des ewigen Friedens, als einer sittlichen Aufgabe, mit dem meisten Glück und Ansehn verfochten hat, und gegen ihn werden wir uns demnach zu wenden haben (72), *um für die gründliche Widerlegung dieser Ansicht einen hinlänglich gewachsenen Gegner zu finden.*

VK. 7

« Der Krieg, sagt Kant, ist die Anwendung, die der Staat von seiner Gewalt macht, um sein Recht zu verfolgen. Ein Staat kann nämlich als eine moralische Person betrachtet werden, und als solche befindet er sich gegen einen anderen Staat im Zustande der natürlichen Freiheit, folglich eben wie die im Naturzustande lebende (73) Menschen, in einem Zustande des beständigen Krieges. Denn Menschen und Staaten, die nicht unter äussern und öffentlichen Gesetzen stehen, müssen doch auch der Rechte (ihres Erwerbs und ihrer Erhaltung nach) fähig sein. Jedes Recht aber ist eben dadurch, dass es ein Recht ist, mit der Befugniss verbunden, andre zu zwingen, dieses Recht zu respektiren, und folglich müssen die Menschen und Staaten, so lange sie sich im Naturzustande befinden, selbst Richter sein über das, was ihnen gegen Andre Recht ist, und sich durch eigne Gewalt gegen die Verletzung dieser Rechte sichern, d.h. im Kriegszustande sein. » Kant erkennt demnach zwar die ursprüngliche Befugniss der Menschen, ihr Recht mit Gewalt durchzusetzen, auch für die Staaten an ; « Allein, (fährt er zu schliessen fort) obgleich der Krieg dergestalt auf die menschliche Natur gepropft zu sein scheint, dass er nicht selten etwas Edles, wozu der

(72) DM : zu wenden haben. Tout le passage en italiques n'existe pas dans DM.

(73) Sic.

VK. 8

A. 108

Mensch durch den Ehrtrieb, ohne eigennützige Triebfedern beseelt wird, und Kriegsmuth (bei den amerikanischen Wilden sowohl, als bei den europäischen in der Ritterzeit) als etwas gegolten hat, das von unmittelbarem grossen Werthe sei, so ist er dennoch nur das traurige Nothmittel im Naturzustande (als wo kein Gerichtshof vorhanden ist, der rechtskräftig urtheilen könnte). So lange die Völker noch ihr Recht gegen einander durch den Krieg ausmachen, leben sie in eben dem gesetzwidrigen Zustande, in welchem die einzelnen Menschen ohne Obrigkeit leben würden; und gleichwie bei den Menschen, so verdammt auch die Vernunft vom Throne der höchsten moralisch gesetzgebenden Gewalt, herab, unter den als moralische Personen zu betrachtenden Staaten, schlechterdings den Krieg als Rechtsgang, und macht dagegen den Friedenszustand zur unumgänglichen Pflicht. Denn in wie fern der Kriegszustand ein solcher ist, in welchem der Stärkere über das Recht entscheidet, (wodurch zwar keinem derer welche in diesem Zustand leben, unrecht geschieht, weil sie es nicht besser haben wollen) so ist dieser Zustand an sich selbst im höchsten Grade unrecht, und aneinander gränzende Staaten sind daher verbunden, aus diesem Zustande je eher je lieber herauszugehen. Dieser Zustand ist eine ununterbrochene Verletzung der Rechte aller andern, weil derjenige, welcher sich in diesem Zustande befindet, sich anmasst in seiner eignen Sache Richter zu sein, und andern Menschen oder Staaten keine Sicherheit wegen des Ihrigen zu lassen, als blos seine eigne Willkühr. Daher sollen die Staaten, wie gesagt auf ihr ihnen im Naturzustande ursprünglich zukommendes Recht zum Kriege, freiwillig Verzicht leisten, und sichs angelegen sein lassen, so weit es den Umständen nach möglich ist,

einem (73 a) dem rechtlichen sich nähernden Zustand zu stiften. Kant dringt aber ausdrücklich nur auf diese Annäherung, weil es keineswegs seiner Ansicht gemäss ist, dass die gesetzliche Verbindung, die er den Staaten anempfiehlt, eine solche von obenher zwingende Gewalt enthalten solle, wie in einer bürgerlichen Verfassung zu herrschen pflegt. Er beabsichtigt blos einen Föderalismus der Staaten, einen Völkerbund (Staatenverein, permanenten Staatenkongress) der aber kein Völkerstaat sein müsste, weil ein jeder Staat das Verhältnis eines Obern (Gesetzgebenden) zu einem Untern (Gehorchenden, nämlich dem Volke) enthält, folglich alle diese Völker sonst nur Ein Volk ausmachen würden. « Denn die Natur, sagt er, will unwiderstehlich, wie sie dies durch die Verschiedenheit der Sprachen und Religionen andeutet, dass sich die Völker nicht miteinander vermischen sollen, weil sonst die Gesetze ihren Nachdruck einbüßen würden, und durch eine daraus hervorgehende Universalmonarchie ein seelenloser Despotismus entstehen musste. Aber die Natur will ebenso unwiderstehlich, dass das Recht zuletzt die Obergewalt erhalte (74); indem sie es so eingerichtet hat, dass jedes Volk ein anderes dasselbe drängende Volk zum Nachbar vorfindet, gegen das es sich innerlich zu einem Staate bilden muss, um als Macht gegen dasselbe gerüstet zu sein, wenn es sonst auch nicht durch innere Missethätigkeit genöthigt würde, sich unter den Zwang allgemeiner Gesetze zu begeben. Und indem sie dafür ge-

(73 a) Sic.

(74) A ajoute en note : Was man hier verabsäumt zu thun, das macht sich zuletzt von selbst, obzwar mit viel Ungemächlichkeit. » Kant. z. ew. Frieden. A cette note, VK ajoute encore : 61. Krieg ist dieser Natur, die wir unsere Natur nennen, Element eben so sehr als Frieden ; weil ohne Krieg alle Zeugung der Geister und der Leiber aufhört. Nur Verwüstung und Grausamkeit im Kriege ist ein Gräuel, nicht der Tod, welcher nur ein Lebenswechsel ist.

VK. 9

A. 109

sorgt hat, dass die Menschen in allen Erdgegenden leben können, dass sie durch den Krieg, allerwärts hin, selbst in die unwirthbarsten Gegenden getrieben werden, um sie zu bevölkern, dass sie endlich, eben durch den Krieg genöthigt werden, unter einander in mehr oder weniger gesetzliche Verhältnisse zu treten, hat sie eben so viel provisorische Veranstaltungen zur Gewährleistung des Friedenszustandes getroffen. » — « Der Friedenszustand aber unter Menschen, die nebeneinander leben, ist kein Naturzustand, sondern er muss eigens gestiftet werden, indem zwei Völker die sich bisher immerfort angegriffen und wirklich bekämpft haben, dieser Hostilität oder immerwährenden Befehdung solchergestalt ein Ende machen, dass sie dieselbe beiderseitig nicht mehr zu fürchten haben, sondern vor einander in sicherer Ruhe leben können. »

VK. 10

« Der ewige Friede (obschon das Beiwort ewig ein verächtlicher Pleonasmus ist, denn der Friede bedeutet ja nicht blossen Waffenstillstand, Aufschub der Feindseligkeiten, sondern das Ende aller Hostilitäten) ist die Idee von einem solchen Zustande der Völker untereinander, in welchem zwischen ihnen das Recht eben so herrschend wäre, wie zwischen den einzelnen Menschen im Staate. Diese Idee aber führt unmittelbar auf die Vorstellung eines allgemeinen Staatenvereins, oder eines Völkerstaates. Da nun ein solcher Völkerstaat bei fortdauerndem Anwachs endlich zu gross werden, und daher wieder mehrere solcher Völkerstaaten, und so wiederum ein neuer Kriegszustand entstehen würden, so ist der ewige Friede (dieses letzte Ziel des Völkerrechts) freilich eine unausführbare Idee. Die politischen Grundsätze aber, die darauf abzielen, nämlich dass es Pflicht der Staaten ist, solche Verbindungen einzugehen,

A. 110

VK. 11

um sich dem ewigen Frieden (als einer Idee) kontinuierlich zu nähern, sind nicht unausführlich, sondern eine Aufgabe, die sich auf dem Recht der Staaten und der Menschen in denselben gründet. Der politische Praktiker (sagt Kant ferner) giebt vor, er sehe aus der Natur des Menschen vorher, dieser werde dasjenige nie wollen, was erfordert wird, um den auf den ewigen Frieden hinführenden Zweck zu Stande zu bringen; und es ist auch in der That in der Ausführung jener Idee in der Praxis auf keinen andern Anfang des rechtlichen Zustandes zu rechnen, als auf den durch Gewalt. Der ewige Friede muss aber nicht als das Problem des politischen Moralisten betrachtet werden, sonst wäre er eine blosse Kunstaufgabe, (obschon selbst das Problem der Staatseinrichtung für ein Volk von Teufeln (75) (wenn sie nur Verstand haben) nicht unausführlich (76) sein kann) sondern als das Problem des moralischen Politikers, welchem er eine sittliche Aufgabe ist; d. h. wir müssen den ewigen Frieden nicht blos als ein physisches Gut wünschen, sondern ihn als einen aus Pflichtanerkennung hervorgehenden Zustand herbeizuführen suchen. Die moralische praktische Vernunft sagt: es soll kein Krieg sein; also ist nicht mehr die Frage, ob der ewige Friede ein Ding oder ein Unding sei, und ob wir uns nicht in unserm theoretischen Urtheile betrügen, wenn wir das erstere annehmen; sondern wir müssen so handeln, als ob das Ding sei, was vielleicht nicht ist;

A. 111

(75) A ajoute en note (que VK rejette p. 91): Nämlich eine Menge von vernünftigen Wesen, die insgesamt allgemeine Gesetze für ihre Erhaltung verlangen, deren jede aber ins Geheim sich davon auszunehmen geneigt ist, so zu ordnen und ihre Verfassung einzurichten, dass, obgleich sie in ihren Privatgesinnungen einander entgegenstreben, diese einander doch so aufhalten, dass in ihrem öffentlichen Verhalten der Erfolg derselbe ist, als ob sie keine solche bösen Gesinnungen hätten.

(76) VK: unauflöslich.

VK. 12

wir müssen auf die Begründung desselben und auf diejenige Konstitution, die uns dazu die tauglichste scheint, (vielleicht den Republikanismus aller Staaten sammt und sonders) hinwirken, um ihn herbeizuführen, und dem heillosen Kriegführen, worauf bisher alle Staaten ohne Ausnahme, als sei es ihr Hauptzweck, ihre inneren Anstalten gerichtet haben, ein Ende zu machen. Und wenn das Letztere, was die Vollendung dieser Absicht betrifft, auch immer ein frommer Wunsch bliebe, so betrügen wir uns doch gewiss nicht mit der Annahme der Maxime, unablässig dahin zu wirken; denn diese ist Pflicht. Wenn es nun also Pflicht ist, wenn zugleich begründete Hofnung da ist, den Zustand eines öffentlichen Rechts, obgleich nur in einer ins Unendliche fortschreitenden Annäherung wirklich zu machen, so ist der ewige Friede, der auf die bisher fälschlich sogenannten Friedensschlüsse (eigentlich Waffenstillstände) folgt, keine leere Idee, sondern eine Aufgabe, die nach und nach aufgelöst, ihrem Ziele (weil die Zeiten, in denen gleiche Fortschritte geschehen, hoffentlich immer kürzer werden) beständig näher kommt. »

A. 112

Die Definitivartikel, welche Kant in Vorschlag bringt, um diese Annäherung an den ewigen Frieden zu bewerkstelligen, bestehen ausser der Anforderung an die allgemeine Anerkenntniss der Gültigkeit des Satzes : « alle Menschen, und so auch alle Staaten, müssen zu irgend einer bürgerlichen Verfassung gehören, wenn sie einen wechselseitigen Einfluss auf einander äussern wollen » in folgenden beiden Bedingungen : 1) die bürgerliche Verfassung in jedem Staate soll republikanisch sein. (Unter einer republikanischen Verfassung will er aber weder eine Nichtmonarchische oder eine Demokratische verstanden wissen, sondern blos eine solche, in

welcher der Unterthan wirklicher Staatsbürger ist, und folglich seine Stimme zum Kriege geben muss, und er dringt wahrscheinlich hierauf in der Hoffnung, dass die Furcht vor dem Kriege in den einzelnen Gemüthern zu gross sein solle, um eine Mehrzahl von Kriegverlangenden Stimmen besorgen zu dürfen.) und 2.) « Das Völkerrecht soll auf einen Föderalismus freier Staaten gegründet sein. » (Dass er keinen Völkerstaat, sondern einen Völkerbund verlangt, haben wir schon oben erfahren. Sein Raisonement aber nimmt folgenden Gang : Völker als Staaten, können wie einzelne Menschen beurtheilt werden, die sich in ihrem Naturzustande (die (77) in der Unabhängigkeit von äussern Gesetzen) schon durch ihr blosses Nebeneinandersein verletzen, und deren jeder, um seiner Sicherheit willen, von dem andern fodern kann und soll, mit ihm in eine der bürgerlichen ähnliche Verfassung zu treten, wo jedem sein Recht gesichert werden kann. Für Staaten, im Verhältnisse unter einander, kann es daher, nach der Vernunft keine andere Art geben, aus dem gesetzlosen Zustande der lauter Krieg enthält, herauszukommen, als dass sie, ebenso wie einzelne Menschen, ihre wilde gesetzlose Freiheit aufgeben, sich zu öffentlichen Zwangsgesetzen bequemen, und so einen (freilich immer wachsenden) Völkerstaat, der zuletzt alle Völker befassen würde, bilden. Da die Völker aber aus eben angeführten Gründen und nach ihrer Idee vom Völkerrecht dies durchaus nicht wollen, so kann an die Stelle der positiven Idee einer Weltrepublik, (wenn nicht alles verlohren gehen soll) nur das negative Surrogat eines sich immer mehr ausbreitenden, den Krieg abwehrenden, obwohl nicht

(77) VK : d. i.

VK. 13

A. 113

ganz unmöglich machenden Völkerbundes kommen. (78)
Die Ausführbarkeit dieser Idee der Föderalität, die sich allmählig über alle Staaten erstrecken soll, und so zum ewigen Frieden hinführt, lässt sich darstellen. Denn wenn es das Glück so fügt : dass ein mächtiges und aufgeklärtes sich zu einer Republik (die ihrer Natur nach zum ewigen Frieden geneigt sein muss) (!!) bilden kann, so giebt diese einen Mittelpunkt der föderativen Vereinigung für andre Staaten ab, um sich an sie anzuschliessen, und so den Freiheitszustand der Staaten, gemäss der Idee des Völkerrechts, zu sichern, und sich durch mehrere Verbindungen dieser Art nach und nach immer weiter auszubreiten. Man kann einen solchen Verein einiger Staaten den permanenten Völkerkongress nennen, zu welchem sich zu gesellen jedem benachbarten Staate unbenommen bleibt. Unter einem Kongresse wird hier aber nur eine willkührliche, zu aller Zeit auflösliche Zusammentretung verschiedener Staaten verstanden. Man muss ihn daher nicht mit einer unauflöslichen Verbindung (wie die der amerikanischen Staaten ist) verwechseln. Durch jenen permanenten Staatenkongress kann allein die Idee eines zu errichtenden öffentlichen Rechts der Völker, ihre Streitigkeiten

VK. 14

A. 114

(78) A ajoute en note (rejetée par VK, pp. 91-92) : « Dass ein Volk sagt : « Es soll unter uns kein Krieg sein, denn wir wollen uns zu einem Staat vereinigen, d. i. uns selbst eine oberste, gesetzgebende, « regierende und richtende Gewalt setzen, die unsere Streitigkeiten « friedlich ausgleicht » das lässt sich verstehen. Wenn aber dieser Staat sagt : « es soll kein Krieg zwischen mir und anderen Staaten « sein, obgleich ich keine oberste Gewalt erkenne die mir mein und « der ich ihr Recht sichere », so ist es gar nicht zu verstehen, worauf ich denn das Vertrauen zu meinem Rechte gründen wolle, wenn es nicht das Surrogat des bürgerlichen Gesellschaftsbundes, nämlich der freie Föderalismus ist, den die Vernunft mit dem Begriffe des Völkerrechts nothwendig verbinden muss, wenn überall etwas dabei zu denken übrig bleiben soll. »

auf civile Art, gleichsam durch einen Prozess zu entscheiden, realisirt werden. »

Schon bei einer einzelnen aufmerksamen Durchlesung dieser Kantischen Herleitung der Idee des ewigen Friedens (79) kann es nicht unbemerkbar bleiben, dass es ihr durchaus an innerm Zusammenhange und anschaulicher Konsequenz gebricht, wenn man auch gleich wegen der Verwicklung *und unmathematischen Anordnung der einzelnen Gegenstände, (obschon wir bei unserer Zusammenstellung möglichst bemüht gewesen sind, diesem Uebelstande abzuhelfen)* (80) sich nicht augenblicklich sollte Rechenschaft geben können, wo der Schlüssel zu den einzelnen Trugschlüssen liegen möge. Durch eine schrittweise (81) Zergliederung der aufgestellten (82) Behauptungen hoffen wir indessen *im Verfolg unserer Untersuchung* nicht nur diese betrüglichen Konsequenzen die zum Theil von ganz unhaltbaren Voraussetzungen entnommen sind, vollständig aufzudecken, sondern zu gleicher Zeit auch Resultate herbeizuführen, die ebenso übereinstimmend mit den Ansprüchen und Postulaten einer gesunden Vernunft, als verträglich mit den naturgemässen Bestrebungen der Staaten und der Menschheit sind.

Die erste Illusion die wir bemerkbar machen müssen, ist der überall vorherrschende Wahn von einem Naturzustande und mit demselben im Gegensatz stehenden Gesellschaftszustande der Menschen. Ein solches vermeintliches Existiren der Menschen ausserhalb dem

(79) *DM* : Bey einer aufmerksamen Betrachtung der berühmten Kantischen Deduktion der Idee des ewigen Friedens (die wir hier als hinreichend bekannt voraussetzen) kann es nicht...

(80) *Le passage en italiques n'existe que dans A.*

(81) *DM* : successive.

(82) *DM* : Kantischen.

Staat hat entweder niemals stattgefunden (83), oder aber es dauert bis auf die heutige Stunde und bis in die spätesten Jahrhunderte fort. Wenn von der Idee des Staates und ihrem Dasein auf der Welt die Rede ist, so kann weder die Menge der in den geselligen Verein zusammengetretenen Individuen, noch der Grad der respektiven Ausbildung dieses Vereins dabei in Erwähnung (85) kommen. Wir mögten sonst auch jetzt noch kein Recht haben von Staaten als bestehenden Dingen zu reden : (86) denn gleichwie alle der Menschheit wesentlich angehörigen Beziehungen, so ist auch die Idee des Staates in nie beendigter stets fortschreitender Entwicklung begriffen. (87) Wann einzelne Institutionen zu öffentlicher Wirksamkeit und förmlicher Anerkennung gelangt sind, das lässt sich historisch nachweisen ; der Anfang des göttlichen Instituts aber, das wir Staat nennen, fällt mit dem Anfang des menschlichen Geschlechts genau in eine Zeit ; und wie Adam aus dem Schöpfungsschlaf erwachend, seine verlorene Ribbe als Eva vor sich stehen sah, da war auch der gesellige Zustand gestiftet, und in der ersten stillschweigenden Uebereinkunft des ersten Menschenpaares nach dem ersten unter ihnen vorgefallenen Streit liegt der unscheinbare Keim aller nachfolgenden Rechtsverhältnisse der Menschen und Staaten verborgen. (88) Jeder

A. 114 a
(84)

DM. 166

VK. 16

(83) *DM* : Statt gefunden.

(84) Une erreur de pagination répète deux fois 114.

(85) *DM* : Erwägung.

(86) *DM* ponctue : reden, denn.

(87) *DM* insère dans son texte le passage suivant que *A* donne en note : Kein einzelner Moment der Weltgeschichte vermag die vollendete Wirklichkeit (*DM* : Realisation), (*VK* : Verwirklichung) der Idee des Staates und des Rechtes darzustellen. Denn eben die Welthistorie ist ja nichts anders als die Erzählung des (*DM* : ewig) erweiterten, nie ganz beendigten Strebens diese Idee zu verwirklichen.

(88) *DM*, *VK* et *A* ajoutent en note : So mögte (*DM* : möchte) man daher auch anzunehmen berechtigt sein, die endliche Verwirklichung

vergangene Zustand des menschlichen Geschlechts ist, in Hinsicht auf den bürgerlichen Verein, von jedem dereinst zukünftigen nicht der Art, sondern einzig dem Grade nach unterschieden. Seltsam genug ist die Behauptung der philosophischen Schule, dass das ursprünglich natürliche Verhalten der Menschen zu einander ein durchaus feindseeliges (89) sein solle, da man doch selbst bei allen rohen Naturkräften nicht blos ein sich abstossendes, sondern unter entgegengesetzten Verhältnissen und Verknüpfungsarten auch ein gegenseitig sich anziehendes Prinzip bemerkt, und da alle Grundverhältnisse der Familie das Gegentheil ganz augenscheinlich bezeugen. Die Menschen wurden freilich nicht wie die Bienen und Ameisen als instinktmässig vereinigte Kolonien in die Welt gesetzt, aber auch nicht wie die Spinnen und Schlangen zu einsiedlerischem Leben verdammt, noch ward es bei ihnen wie bei den Pflanzen dem Zufall überlassen, ob sie vereinzelt oder in Haufen beisammen stehen sollten. Indem die Natur zwei Geschlechter, zu gleicher Zeit Ein schwaches und Ein starkes schuf, indem sie jedes Individuum zum vollständigen Kreislaufe aus dem Zustande der ursprünglichen Ohnmacht in den der allmäligen Erstarkung und endlichen Rückkehr (90) in abermalige Hilfslosigkeit verdamnte, und um die Glieder der Familie das Band der Liebe und der Blutsverwandschaft schlang, und indem sie dem Menschen mit seinem ersten Lebenshauche auch zugleich die Vernunft einblies, um ihn (91)

A. 115

DM. 167

VK. 17

(DM : Realisation) der Ideen des Staates und Rechtes und aller Ideen überhaupt müsse mit dem Ende des menschlichen Geschlechtes wiederum zusammenfallen.

(89) VK : feindseeliches.

(90) DM : Und endlich zur Rückkehr.

(91) DM, VK : ihm.

eine Einsicht in die Möglichkeit und Nützlichkeit gegenseitiger Unterstützung zu geben, so konnte ihre Absicht keine andere sein, als das natürliche gegenseitige Verlangen des Menschen nach dem Menschen zu einem doppelt und dreifach heftigen Bedürfniss zu erhöhen. Es ist keinem Zweifel unterworfen, ob der Geselligkeitstrieb dem Menschen ursprünglich in die Brust gepflanzt sei ; viele Thiere, selbst reissende Bestien, haben ihn auch, und er ist also an und für sich weder unnatürlich, noch unverträglich mit thierischer (92) Natur. Vor allen andern Thieren aber musste er sich bei dem Menschen vorzugsweise in erhöhtem Grade finden, weil der Mensch ungleich reichlicher als die übrige Thierwelt mit der Fähigkeit sich gegenseitig zu unterstützen begabt und ausgerüstet worden war. (93)

Statt also einen ursprünglich feindseeligen Zustand der Menschen unter einander anzunehmen, mögte man sich vielmehr verwundern, wie ein so augenscheinlich zum Frieden und zu freundlicher Eintracht berufenes Geschlecht vermogte in Zwietracht zu gerathen. (94)

A. 116
DM. 168 Man ist genöthigt sich nach irgend einem (95) anderweitigen Urverhältnisse der Menschheit umzusehen, in welchem diese Erscheinung gegründet sein möge, und da findet es sich denn freilich, dass zu beiden Richtungen, zum Frieden wie zum Kriege, zur Eintracht wie zum Zwiste, die Veranlassung mit dem Menschen zugleich geschaffen worden, und dass es die ausdrückliche Absicht der Natur gewesen zu sein scheint, die menschliche Gesellschaft in zwiefacher Schule auszubilden. So wie allen Thieren, so floss sie auch dem Menschen

(92) *DM* : animalischer.

(93) *DM* : pas d'alinéa.

(94) *DM* : vermochte. *VK* : in Zwietracht zu gerathen vermochte.

(95) *DM* : nach einem.

VK. 18 den Durst nach Befriedigung der Lust ein, und gewährte ihm in der Befriedigung dieser Lust den Genuss seines physischen Glückes auf doppelte Weise, indem sie ihn zu gleicher Zeit, mit dem Streben nach Freiheit, oder nach thätiger ungehinderter Kraftäusserung einerseits, und mit dem Streben nach ungestörtem ruhigen Besitze andernseits, (96) zu beschenken für gut fand.

Mit diesem unersättlichen Verlangen nach befriedigter Lust und ihrer unablässigen Erweiterung, welche noch jetzt zum grössern Theile die Haupttriebfeder alles menschlichen Thuns ist, mit einer Menge von Kräften ausgestattet, die ihm instinktmässig für die Erreichung seiner Wünsche die Hände boten, stellte die Natur den Menschen mitten in eine reichversehene (97) Welt, die ihm eine unendliche Befriedigung seines Verlangens versprach, in wie fern er Kraft, Lust und Verstand bezeige, sie sich gehörig anzueignen. Diese Aneignung war aber nur möglich durch einen Kampf mit den Kräften der Natur, durch eine Besiegung des Widerstandes, den jede todte Sache äussert wenn wir uns ihrer bemächtigen wollen, und wodurch sie gewissermassen eine Art von Persönlichkeit gegen uns geltend macht. *Selbst die dem Baume entfallene Frucht musste aufgelangt und angebissen werden, und kurz* (98) es bewährte sich als allgemeines Naturgesetz : kein Genuss ohne vorangegangene oder damit verbundene Kraftäusserung ; kein Besitz ohne die Mühe der Erwerbung ; aber auch (99) jede Erwerbung mit doppelter Belohnung verbunden, nämlich mit den (100) Genuss des Erworbenen, und mit

DM. 169

A. 117

(96) *DM* : andererseits.

(97) *DM* : reich versehene.

(98) Le passage en italique n'existe pas dans *DM*.

(99) *DM* : aber es war auch.

(100) *DM, VK* : dem.

VK. 19

dem Gefühl des Befugnisses zu solchem Genusse. Das ganze Leben oder der ganze Verkehr des Menschen mit der Natur zerfällt demnach in Erwerben und in Geniessen. Ursprünglich gar kein Genuss und kein Recht, blos Begier und Dasein der Kraft ; Genuss, Besitz und Befugniß gehn erst aus dem Kampfe der Kraft mit der Gegenkraft hervor.

DM. 170

Vermöge des geselligen Beisammenseins mehrerer mit gleichzeitiger Kraft und gleichartiger Begier ausgerüsteten (101) Wesen musste natürlich bald Streit entstehen um den alleinigen Besitz oder die freie Erwerbung einzelner Gegenstände des Genusses. Jeder fühlte einen gleichen Trieb, ein gleiches Streben nach Kraftäusserung, kurz eine gleiche innere oder subjektive Befugniß. Es kam nur darauf an sie auch äusserlich oder objektiv geltend zu machen. Es maass sich von nun an die Freiheit mit der Gegenfreiheit, und jeder Genuss war erst die Frucht eines doppelten Kampfes : Das Besitzthum (102) musste kraft der eignen Freiheit erworben, und sodann noch die anderweitige Besitzergreifung desselben Gegenstandes streitig gemacht werden ; d.h. es musste der Besitz und die Befugniß zu seiner Erwerbung gegen die Anforderung einer jeden Nebenfreiheit vertheidigt werden, und dies war nur möglich durch die Behauptung des Besitzthums mittelst neuer Kraftäusserung, und so erzeugte sich im Kampfe der Freiheit mit der Gegenfreiheit die zweite Art des Rechtes, oder der zu gleicher Zeit subjektiven und objektiven Befugniß, nämlich das gesellige, bürgerliche Recht, zu dem die gegenseitige Anerkennung zweier freien Wesen wenigstens, vorausgesetzt wird. Es ist nicht schwer, auf diesem Wege so

(101) DM : ausgerüsteter.

(102) DM : das Besitzthum,

VK. 20

A. 118

ausführlich und vollständig als es verlangt wird, nachzuweisen, wie alles Recht dieser Art (nicht etwa blos die Idee oder der erste Anfang seiner Existenz) und jedes einzelne Recht aus diesem erneuerten und erweiterten Streite, einander entgegengesetzter Freiheiten hervorgegangen sei, und dass dieser Streit (103), Kampf oder Krieg irgend einer Art zur Erweckung, Erzeugung und Behauptung des Rechtes (104) unumgängliches Erforderniss ist.

DM. 171

Alles vollständige Leben aber ist zusammengesetzt aus Erwerben und Geniessen. Der Streit allein vermochte dem doppelten Streben nach Lust keine hinlängliche Befriedigung zu gewähren. Erst in der Ruhe nach dem Streite blüht der Genuss, die Früchte des Krieges müssen im Frieden geärndtet werden. Doch im Genusse selbst, eben in der Ruhe des Friedens erzeugt sich die erweiterte Kenntniss des Genusses und neuerwachendes (105) Bedürfniss nach erweitertem Besitze. So wird im Frieden in der ungestörten Ausübung der Freiheit, die Begierde nach erhöhter (nach wiederholter oder vervielfältigter Kraftäusserung) rege, es entsteht ein Verlangen das Vermögen der Freiheit geltend zu machen ; aller Friede gebiert aufs neue den Krieg, dieser wieder im Kampfe neues Recht; neuer Friede (106), neue Begier und so ins unendliche fort der nämliche Kreislauf. Eins nur ist noch zu erwähnen.

Es fand sich bald, dass die Menschen geeignet seien, sowohl im Kriege mit der Natur, als im Kriege unter sich, einander hülfreich beizuspringen, und dass vereinigte Kraft zu leichtem Siege, grösseren und dauerhaf-

(103) DM, VK : dass daher Streit.

(104) DM : des Rechts.

(105) DM : des Genusses neuerwachendes.

(106) DM : neues Recht, neuer Friede.

- ten Resultaten führe. Sonach bildeten sich Gruppen ; mehrere traten aus freiem Antriebe oder in Folge des Zwanges zusammen ; der Schwache schloss sich dem Starken an, der Ueberwundene ward genöthigt dem Sieger zu dienen. Gemeinsamer Erwerb und gemeinsame Bedrängniss schloss die Glieder eines jeden verbündeten Haufens immer enger an einander : das einstweilig und auf kurze Zeit lose geschürzte Band, (107) verwandelte sich allmählig in einen festen und beständigen Bund. Sollte die ganze gemeinsame Kraft nach aussen gerichtet werden können, so musste man sie nicht nach innen zersplittern ; man kam überein, alle blutige Zwietracht zu verbannen, zwischen der Freiheit und der Gegenfreiheit der einzelnen Glieder des Bundes so vielseitig als möglich bestimmte Gränzen festzusetzen, und so oft eine neue Veranlassung zum Streite entstände, ohne wirklichen Kampf unter dem Vorsitze eines Dritten nach (108) vernünftiger Abwägung und Ausmittlung der durch früheren Erwerb oder vorhandene Kraft begründeten gegenseitigen Befugniss, und dadurch nothwendigen respektiven Aufopferung des alleinigen Anspruches, irgend einen gegenseitig erspriesslichen Ausweg zu suchen. Das Resultat dieses idealen Streites war wiederum ein Recht, dass (109) in förmlich und genau verfassten Verträgen ausgesprochen und niedergeschrieben, als Richtschnur künftiger Handlung anerkannt, und bei fortschreitender Verwicklung und Ineinanderschlingung der vervielfältigten Rechtsverhältnisse, in systematische Ordnung und unter gemeinsame Prinzipien gebracht, unter dem Namen der Gesetze, Maassstab für
- VK. 21**
- A. 119**
- DM. 172**

(107) *DM* ne met pas de virgule.

(108) *DM* ponctue : eines Dritten, nach.

(109) *DM*, *VK* : das.

die Gleichwägung bürgerlicher Ansprüche und Verhältnisse innerhalb jedes einzelnen bürgerlichen Vereins oder Staates wurde. Diese dritte Art des Rechtes, welche eine dreifache Anerkennniss der subjektiv-objektiven Befugniss zu irgend einem Besitze oder einer freien Kraftäusserung voraussetzt, das beider Partheien nämlich und das des Richters oder des lebendigen Repräsentanten einer über den obwaltenden Verhältnissen schwebenden Rechtsidee, (110) ward zwar allerdings im Frieden und vermittelt des Friedens hervorgebracht, (wie denn überhaupt bei jeder Verwirklichung (111) der Rechtsidee oder bei jeder einzelnen Erzeugung des Rechtes der letzte Akt jederzeit ein friedfertiger sein muss) nichts destoweniger aber ward auch hier die Veranlassung zuvörderst durch den Krieg gegeben, und ebenso findet auch hier die fortdauernde Nöthigung statt, es gegen die Beeinträchtigung andrer Staaten durch den Krieg in seiner ganzen Fülle (112) geltend zu machen, und sich in der ruhigen Ausübung desselben siegreich zu behaupten. (113)

Gleichwie aber jeder einzelne Streit entweder im Kampfe beseitigt, oder in gemeinsamer Uebereinkunft ohne Kampf ausgeglichen wird, und mithin sich jede einzelne Rechtserwerbung in der Anerkennung und Feststellung des Rechtes endigt, selbst jeder einzelne noch so hartnäckige Krieg über kurz oder lang im endlichen Frieden zu Grabe getragen wird, — ja, da von der andern Seite betrachtet, bei dem langen Beharren im vielseitigen Genusse der Friedens- und Rechtswohlthat,

(110) *DM* rejette en note : das beider Partheien... Rechtsidee.

(111) *DM* : Realisation.

(112) *DM* : in seiner Integrität.

(113) Fin, dans *DM*, du premier Fragment. *DM* ajoute : (Die Fortsetzung folgt). La suite reprend dans la III^e livraison de *DM*, 1813, p. 177.

VK. 23

DM. 178

A. 121

der Mensch leicht für das erweiterte Freiheits-Streben (114) abgestumpft wird, da sich auf dem Wege der Ränke (115) und Rechtsverdrehung für ihn im Friedenszustande manichfaltige (116) neue und bequeme Erwerbszweige zu eröffnen pflegen, da der Einzelne durch die grosse Erweiterung seines Besitzthums am Ende beim Kriege an physischen Gütern mehr zu verlieren als zu gewinnen hat, kurz der Friede ungleich lockender ist, als der Krieg: so ist nichts natürlicher, als dass das Verlangen der Mehrzahl im menschlichen Geschlechte auf die Dauer immer mehr und mehr dem Frieden zugewendet werden, und am Ende der Akzent (117) gänzlich auf die Seite des Friedens hinübereücken muss. Auf diese Weise entsteht eine fast allgemeine Sehnsucht nach der Verwirklichung (118) eines immerwährenden Friedens, und da sich durch eine einfache Schlussfolge darthun lässt, wie sowohl auf dem Wege fortgesetzten und stets erweiterten Freiheitsstrebens, durch die allmähliche gewaltsame Unterwerfung aller Gegenfreiheit unter die übermässig angeschwollene Macht einer einzelnen Parthei, oder aber auf dem entgegengesetzten Wege der freien Unterordnung aller Individuen unter ein gemeinsames Gesetz, also in der Form eines Universalstaates und in der einer kosmopolitischen Verbrüderung, auf ganz natürlichem Wege die Idee eines solchen allgemeinen und immerwährenden Friedenszustandes endlich wirklich zu machen sei (119), da also alle Umstände sich zu Gunsten des ewigen Friedens dergestalt

(114) DM : Freiheitsstreben.

(115) DM : der Intrigue.

(116) DM : mannichfaltige.

(117) DM : der Accent.

(118) DM : Realisation.

(119) DM : realisirbar sey.

vereinigen, dass seine dereinstige wirkliche Existenz fast unvermeidlich scheint, so ist abermals die Verwunderung begreiflich : warum dieser Friede dennoch nicht zu Stande komme ? Der einzig vernünftige (120) aus den bis jetzt in unsrer Untersuchung beachteten Prämissen herzuleitende Grund, warum dies nicht ist und nicht sein kann, liegt in dem ausdrücklichen unabänderlichen Willen der Natur, dass weder Krieg noch Frieden auf der Erde allein vorhanden sein, sondern dass aus dem Wechsel beider gemeinschaftlich ein ewig reges und frisches Leben erzeugt werden solle. Wie die Natur durch mancherlei höchst weise Veranstaltungen und insonderheit durch den Bau und die Beschaffenheit der Erdoberfläche, als dem gemeinsamen Tummelplatze der Menschheit unabänderlich vorgebaut habe, soll weiter unten sogleich entwickelt werden. Hier mag es uns einstweilen vergönnt sei, aus dem soeben Beigebrachten einige Folgerungen zu ziehen.

So weit die Geschichte reicht, finden wir die Menschen in dem dreifachen Rechtsverhältnisse, das wir auseinander gesetzt haben. Jeden einzelnen in der freien Besitzergreifung der ihn umgebenden todten Natur nach Maassgabe der ihm zu Theil gewordenen physischen und geistigen Kraft ; jede einzelne Corporation unter sich einem gemeinsam entworfenen, mehr oder minder ausgebildeten konventionellen Gesetze unterthan ; je zwei oder mehrere Corporationen in längern oder kürzern Pausen wechselseitig beschäftigt mit der lebendigen Gleichwägung gegenseitiger Kraft. Wahrscheinlich datirt sich dieses dreifache Rechtsverhältnis von demselbigen Augenblicke wo die erste Menschenfamilie

(120) *DM*, *VK* : Der einzige vernünftige.

zahlreich genug geworden war, um eine Spaltung in mehrere Gruppen zuzulassen. Alle drei sind das Resultat geselligen Verkehrs, das Produkt aus der gegenseitigen Indifferenzirung feindseelig wirkender Kräfte; (121) alle drei sind auf Naturverhältnisse gegründet, und
A. 122 schliessen die Mitwirkung der Vernunft nicht aus. Es
DM. 180 scheint mithin kein Grund vorhanden zu sein, eines von ihnen als Wirkung des blossen Naturzustandes, oder des blossen geselligen Zustandes anzunehmen. Beide
VK. 25 Zustände sind überhaupt weder historisch noch wissenschaftlich unterschieden. Es giebt (122) keinen Naturzustand der Menschen ohne geselligen Verein, und keine andre Art der Gesellschaft, als die, welche von der Natur im Wesen der Familie vorbildlich geschaffen worden. Beide existiren unaufhörlich zugleich, und durch alle Zeiten offenbart sich ein gleichmässiges Streben nach beiderlei Richtung, nach thätiger Erwerbung (123) der Freiheit, und nach gelassener Unterwerfung unter das Gesetz. Bloss die Sucht, nach Maassgabe einseitiger Begriffe, ohne weitere Berücksichtigung der wirklich vorhandenen und stattgefundenen (124) Verhältnisse, zu systematisiren und zu klassifiziren hat jenen Irrwahn herbeigeführt. Eben so zeigt die weiteste Verfolgung der Geschichte bis ins mythische Zeitalter hinab (125) ewigen Wechsel von Frieden und Krieg; erst ursprüngliche Eintracht, dann vielfältige Entzweiung und Versöhnung im bunten Gemisch. Das eine Grundverlangen des menschlichen Gemüthes nach Freiheit, wird Ursach des Krieges, das andere nach

(121) *DM* : feindselig agirender Kräfte.

(122) *DM* : unterschieden, es giebt.

(123) *DM, VK* : Erweiterung.

(124) *DM* : Statt gefundenen.

(125) *DM* : hinauf.

ruhigem Besitze veranlasst den Frieden. Beide zusammen erzeugen das Recht. Welches den ersten Schritt dazu gethan ist historisch nicht auszumachen, und für die Wissenschaft gleichgültig ; wenn es aber auf unendlich erweiterte Ausbildung der Rechtsidee ankommt, ist eins so unentbehrliches Element als das andre. Dieselbe Saat welche in einem Zustande ausgestreuet ward, wird im andern als Aerndte gewonnen. Der Frieden (126) gebietet das Verlangen nach Freiheit, das im Kriege befriedigt wird ; der Krieg führt das Recht herbei, das im Frieden genossen wird. Aus dem Standpunkte einseitigen unruhigen Freiheitsschwindels erscheint der Frieden, als unwillig eingegangener Vergleich, als verdriessliche Hemniss und Unterbrechung erweiterter Kraftäusserung, und aus dem Standpunkte einseitiger träger Genusslust erscheint der Krieg als beschwerliche Störung der ruhigen Kultur und des gemächlichen Verbrauchs der Besitzthümer. Beide also unter dem Bilde eines nothwendigen (eines den Umständen nach unvermeidlichen) Uebels. Wessen Herz aber naturgemäss nach vollständigem Glücke strebt, wem die erhabene Freiheit so lieb ist, als das freundliche Besitzthum, der begehrt einzig das Recht im Krieg wie im Frieden, der erwirbt es so gern als er es besitzt, der ist ebenso bereit zweideutiges Besitzthum fremder Rechte (127) auszuliefern, als das rechtmässig erworbene mit Gut und Blut zu behaupten, eben so bereit die Gegenfreiheit andrer anzuerkennen, als die eigene geltend zu machen ; für den giebt es kein Uebel, als Unrecht und Slaverie (128), ein nothwendiges, gar nicht.

(126) *DM* : Friede.

(127) *DM, VK* : fremdem Rechte.

(128) *DM* : Sklaverey.

DM. 182

VK. 27

A. 125
(131)

Kant selbst gesteht ein, die Natur wolle unwiderstehlich, (129) dass die gesammte Menschheit nicht in Ein ungeheures Ganze zusammenschmelze, sondern dass mehrere Staaten nebeneinander bestehen sollen, damit durch die Mishelligkeit und das gegenseitige Drängen unter ihnen und durch die Nothwendigkeit als Macht gerüstet zu sein, jedes sich innerlich zu einem desto vollkommeneren Rechtsinstitute ausbilden könne. In der That, wenn man die Gestalt der Erdoberfläche und das Verhältniss der Kräfte des einzelnen Menschen zu diesem ungeheuren ausgedehnten (130) Flächenraume erwägt ; wie jene durch grosse Naturgränzen, Meere, Gebirge, Eis- und Sandwüsten in mehrere zu selbständiger Centralisierung deutlich abgesonderte kleine Welten zerfällt ist, und wie die einzelnen Räume physisch, klimatisch, und mit Rücksicht auf alle natürlichen, künstlichen und sittlichen Bedingungen der gesellschaftlichen Existenz, dergestalt verschieden ausgestattet sind, dass eine allgemeingleichzeitige (132) Ausbildung des geselligen Wesens der Menschheit an und für sich unmöglich wird ; ja wie die Natur selbst mehrere in Farbe, Gestalt, Sitten und Bestrebungen gänzlich abweichende Menschenracen erschaffen, und es so gefügt hat, dass diese wiederum sich bei ihrer beschleunigten Vielfältigung dergestalt nach allen Weltgegenden zerstreuen und in der Abgeschlossenheit voneinander zu so eigenthümlicher Volksthümlichkeit (133) ausbilden mussten, dass sie nach Jahrhunderten beim endlichen

(129) *DM*, *VK* et *A* ajoutent en note : « Fata volentem ducunt, nolentem trahunt d.i. was die Natur will, das führt sie aus, wir mögen wollen oder nicht ». Kant, z.e.F.58.

(130) *DM* : ungeheuer ausgedehnten.

(131) La pagination passe de 123 à 125.

(132) *DM* : allgemein gleichzeitige.

(133) *DM* : Nationalität.

Wiederzusammentreffen in Völkergestalt sich fast nicht anders als feindlich (134) berühren konnten; — wenn man dies alles erwägt, so kann kein Zweifel übrig bleiben, ob eine Vielheit der Staaten, wie wir sie seit Jahrhunderten wahrnehmen, ein bloß zufälliger vorübergehender Zustand, oder eine im gesammten Verhältnisse des Menschen zu seinem Planeten ewig und wesentlich gegründete Welteinrichtung sei. Wäre es selbst möglich, dass je auf einen Augenblick durch wunderbare politische Zusammentreffungen (135), durch allmälige Verwischung der Eigenthümlichkeiten (136), oder auf sonst irgend eine Weise alle Staaten in einem einzigen kolossalen Verein zusammenschmolzen, so würden die entlegneren Ländergruppen schon wegen der übergrossen Entfernung von jedem möglichen gemeinsamen Centralpunkte, und überhaupt alle wegen der zu grossen Zahl und Mannichfaltigkeit (137) der geselligen Angelegenheiten so wenig ihre Rechnung dabei finden, dass diese widernatürliche Verbindung, die durch keine Gewaltsmaassregel zusammengehalten werden könnte, sehr bald von selbst zerfallen musste. (138) Und sollte dennoch wider alles Erwarten und zum eignen Nachtheil der menschliche Eigensinn über das Bestreben der Natur (139) triumphiren, so hat sich diese in der Möglichkeit grosser kosmischer und irdischer Revolutionen (140) jederzeit noch einen Ausweg vorbehalten, der über alles menschliche Widerstreben weit erhaben ist.

(134) *DM* : feindselig.

(135) *DM* : Conjoncturen.

(136) *DM* : Nationalitäten.

(137) *DM* : Mannichfaltigkeit.

(138) *DM* : müsste.

(139) *DM* : die Tendenz der Natur.

(140) *DM* : Erdrevolutionen.

DM. 183

VK. 23

A. 126 Der vermeintliche innere Anspruch auf dem (141) Besitz oder Genuss der ganzen ihn umgebenden Welt, mit dem jeder einzelne Mensch sich beim Eintritt in dieselbe ausgestattet glaubt, konnte einzig dadurch verwirklicht (142) werden, dass dieses allgemeine Gut unter eine grosse Masse manichfach ausgetheilt, und sodann ein gemeinsamer Verkehr eröffnet wurde, vermittelt dessen jedem Individuum nach Maassgabe seiner eignen Zeugungskraft (143) und Betriebsamkeit der Mitgenuss am Besitzthume und der unendlich vervielfältigten Zeugungskraft (144) aller Uebrigen gestattet ward. **DM. 184** Durch diese Möglichkeit und das dem Menschen angeborne Verlangen von dieser Möglichkeit den vollständigsten Gebrauch zu machen, durch die ausschliessliche Vertheilung gewisser Erzeugnisse (145) die einen so hohen Reiz für alle zeigen, dass ihr Genuss oder Besitz zum allgemein quälenden Bedürfnisse wird, an einzelne Klimate und Weltgegenden ; durch die vielseitige unmittelbare Berührung der einzelnen Staaten unter einander, durch das bei zunehmenden (146) Wachsthum der Volksmenge (147) oft unausweichlich entstehende Misverhältniss zwischen Bedürfniss und eigner Erzeugung (148), durch das unverhältnissmässige Streben der Völker nach stets erweiterter Freiheit und vervollständigtem Genusse, kurz durch tausenderlei bald sich kreuzende bald parallellaufende (149) Interessen und Begierden **VK. 29**

(141) *DM* : auf den.

(142) *DM* : realisirt.

(143) *DM* : Produktivität.

(144) *DM* : Produktivität.

(145) *DM* : Produkte und Erzeugnisse.

(146) *DM, VK* : zunehmendem.

(147) *VK* : Volksmengen.

(148) *DM* : Produktion.

(149) *DM* : parallel laufende.

4. 127
DM. 185

hat wiederum die Natur so unerschöpflichen Stoff zum Zwist und zur Eintracht, zu Krieg und Frieden zwischen die Staaten geworfen, dass keine von beiden Formen des geselligen Verkehrs je aussterben, noch dieser Verkehr selbst abgebrochen werden kann. Die Natur hat demnach wahrhaft unwiderstehlich dafür gesorgt, dass aus der Erde weder Universalstaaten, noch völlig in sich abgeschlossene Privatwelten (150) entstehen können, und somit ist jede Möglichkeit abgeschnitten, dass die auf unendliches Fortschreiten berechnete Entwicklung der Menschheit und ihres geselligen Wesens irgend einmal plötzlich stillstehn, dass das Leben der Staaten in den Todeszustand ewigen Friedens übergehen könne, oder wie Kant sich ausdrückt : es ist dieses vermeintlich letzte und höchste Ziel des Völkerrechts eine unausführbare Idee.

Nichts destoweniger haben wir gesehen, dass Kant die Begründung des ewigen Friedens als eine rein sittliche Aufgabe als ein mit unbedingter Nöthigung ausgesprochenes Gebot der höchsten gesetzgebenden Vernunft charakterisirt. Blicke die völlige Erreichung auch für immer ein frommer Wunsch, sagt er, so ist die Maxime, unablässig nach einer fortschreitenden Annäherung zu streben, dennoch unnachlässliche Pflicht; denn die Vernunft gebietet : es soll kein Krieg sein. Dies verlangt eine nähere Erörterung.

Dass der Mensch in wie fern er die Würde seines

(150) *DM, A ajoutent en note : Japan, an dem selbst die ungemesene Begier des Weltoberers Kanghi scheiterte, scheint in seiner versteinerten armseeligen Gestalt blos als ein lebendiges Warnungszeichen vom Schicksal geduldet zu werden, damit die übrige Welt sich daran spiegele, welche Früchte die Abgeschiedenheit der Völker trage. A continue : Und wenn dereinst Ostasien kultivirt sein wird, wie Europa in unserer Zeit, wird es ihm dann nicht auch ergehen, wie es Aegypten und China ergangen ist ?*

VK. 30 Wesens behaupten will, weder das innere Verlangen nach Glückseligkeit noch den äusseren Zwang der Naturgesetze als letzten Bestimmungsgrund seiner Handlungen anerkennen dürfe, dass er grade in dem Maasse seine sittliche Freiheit bewähre, als es ihm gelingt, die Erfüllung seiner ihm durch die eigne Vernunft als höchsten Zweck der Menschheit gebotenen Pflichten, gegen alle Macht der Natur, gegen alle Verführung sinnlicher Neigung glücklich durchzusetzen ; dass er bei jeder sittlichen Aufgabe eine unendliche Idee als Zielpunkt seines Strebens vor Augen habe, deren vollendete Erreichung ihm wegen seiner endlich begränzten Kraft und Zeitdauer ein für allemal unerreichbar bleibe, während er nichts destoweniger (151) im Streben danach nie nachlassen dürfe, und jeden annähernden Schritt als hohe Genugthuung betrachten müsse ; mit allen diesen Ansichten, welche jener Behauptung zum Grunde liegen, sind wir einverstanden. Dass es aber der Vernunft zuwider sei, Krieg zu führen, dass sie einzig den Frieden wollen müsse, das sehn wir nicht ein.

DM. 186
A. 128

Der Krieg, sagt Kant, ist ein Unterfangen des Staats, sein Recht mit Gewalt zu verfolgen. In wie fern ein jedes Recht aber (152) die Befugniss zu zwingen mit sich führt, so kann ja auch dem Staate diese Befugniss nicht abgesprochen werden. In wie fern es überhaupt Rechte giebt, so muss ja auch die Erwerbung und Behauptung derselben gestattet sein. Aus diesem Gesichtspunkte also kann der Krieg nicht gegen die Vernunft sein. (153) Aber, erwiedert Kant, er ist blos das traurige Nothmittel des Naturzustandes wo ein Gerichtshof fehlt,

(151) *DM* : nichtsdestoweniger.

(152) *DM* : In wie fern aber ein jedes Recht,

(153) *DM* et *VK* vont à la ligne,

VK. 31 der rechtskräftig entscheiden könnte ; der Zustand in welchem die Menschen ohne Obrigkeit leben, ist gesetzwidrig ; denn dort entscheidet der Stärkere über das Recht ; dort maasst die Parthei sich an, (154) in ihrer eignen Sache Richter zu sein, und deshalb verdammt die Vernunft den Krieg als Rechtsgang. (Auch ist augenscheinlich Kants Absicht mit seinem Staatenkongress keine andre, als einen solchen permanenten Gerichtshof zu gründen, vor dem die Streitigkeiten der Völker auf civile Art durch einen förmlichen Prozess entschieden werden könnten.) (155)

DM. 187

In wie fern der Krieg als Nothmittel erlaubt ist, geht hervor, dass es der Vernunft in letzter Instanz vor allem auf die Verwirklichung (156) der Rechtsidee ankomme, und dass sie lieber dieses gewaltsame Mittel gestatte, als den Zweck aufgebe. Untergang des Rechtes ist ihr das grössere, der Krieg das kleinere Uebel. (157) Da es aber ihrer Klugheitsmaxime gemäss ist, sich auch bei dem kleineren Uebel nicht zu beruhigen, sondern das

A. 129

(154) DM : maasst sich die Parthey an.

(155) DM ne met pas de parenthèses.

(156) DM : Realisation.

(157) VK (p. 93) et A ajoutent en note : *Obgleich das Beisammensein vieler von einander unabhängiger Staaten an sich schon ein Zustand des Krieges ist, so ist doch selbst dieser nach der Vernunftidee besser, als die Zusammenschmelzung derselben, durch eine die andere überwachsende und in eine Universalmonarchie übergehende Macht ; weil die Gesetze mit dem vergrössten Umfange der Regierung immer mehr bei ihrem Nachdruck einbüssen und ein seelenloser Despotismus, nachdem er die Keime des Guten ausgestreuet hat, zuletzt doch in Anarchie zerfällt. Indessen ist dies doch das Verlangen jedes Staates oder seines Oberhauptes, auf diese Art sich in den dauernden Friedenszustand zu versetzen, dass er, womöglich die ganze Welt beherrsche. Aber die Natur will es anders. Sie bedient sich freier Mittel, um Völker von der Vermischung abzuhalten, der Sprach- und der Religions-Verschiedenheit die zwar den Hang zum wechselseitigen Hasse und Vorwand zum Kriege bei sich führt, aber doch bei anwachsender Kultur und der allmäligen Annäherung des Menschen zu grösserer Einstimmung in Prinzipien zum Einverständnisse in einen Frieden leitet, der nicht wie jener Despotismus (auf dem Kirchhofe*

kleinste zu wählen, so zieht sie es vor, dass die Menschen auf dem friedlichen Wege der Entscheidung durch das Urtheil eines dritten, oder auf der ruhigen Ueberlegung die Entwicklung der Rechtsidee zu Stande bringen. Wäre das Recht nichts weiter als ein in wenigen Worten darzustellender Begriff, eine längst ausgemachte, allen Menschen klar vor Augen liegende Sache, und läge es in der menschlichen Natur, dem bekannten Rechte jederzeit ohne geheime oder öffentliche Widersetzlichkeit Folge zu leisten, so wären auch keine Richter und keine Obrigkeit nöthig. Auch sie sind traurige Nothbehelfe gegen die Unvollkommenheit und Bösartigkeit unsres Geschlechts. Auch der Richter muss das Recht gegen die Partheien mit Gewalt, und oft mit der Schärfe des Schwerdtes durchsetzen, und eben weil es keinen Staat in höherer Potenz, keinen solchen Gerichtshof giebt, welcher dermaassen mit äusserer Macht bekleidet wäre, um durch Furcht (158) oder Execution die Staaten zum Rechte zu zwingen, darum ist die Idee eines Völkerprozesses ein Unding.

A. 130

VK. 32

DM. 188

Wollen wir einmal diese Saite berühren, so lässt sich leicht darthun, dass es der Vernunft am Ende überhaupt nicht um sklavische Unterwerfung irgend einer Art zu thun sei. Sie will freie Unterordnung unter die Rechtsidee. Kein physisch Stärkerer, das blossе Ansehn der Vernunft soll den Ausschlag geben. Ob der Zwang mittelst eines Heers (159) oder durch einen Polizeibedienten durchgesetzt wird, ob die Furcht vor der richter-

der Freiheit) durch Schwächung aller Kräfte sondern durch ihr Gleichgewicht, im lebhaftesten Wetteifer derselben, hervorgebracht und gesichert wird.» Kant, z.e.F. 63. — Ce passage tiré du II. Zusatz, § II, reproduit le texte de Kant sauf le début, et une coupure dans le corps de la première phrase.

(158) A imprime *Frucht*, faute évidente.

(159) DM : mittelst Armeen, VK : mittelst der Heere

lichen Strafe oder die Furcht vor ausbrechendem Kriege den Partheien äusseren Frieden aufdringe, das läuft im Ganzen auf Eins hinaus. Ob das Recht durch einen dritten Mann oder durch eine der Partheien ausgesprochen werde, das thut seiner Gültigkeit keinen Eintrag, denn am vernünftigsten ist es ohnehin, wenn die Partheien ihren Streit ganz unter sich in der Güte abthun, ohne sich erst deshalb vor Gericht zu zanken. Lassen sie ihre Angelegenheit zum Prozess kommen, so ists um die freie Unterwerfung *eo ipso* geschehn.

Zweck und Mittel sollen allerdings in einem gewissen Verhältnisse stehn. Der Hader um das nichtswürdige ärmliche Besitzthum der einzelnen Menschen ist freilich zu geringfügig als dass um seinetwillen Menschenblut vergossen werden sollte, *und die heilige Schrift räth dieserhalb : So dich jemand um eines Rockes willen verklagt, so gieb ihm noch den Mantel dazu.* (160) In wie fern sich die Privatstreitigkeiten meist auf Fälle zurückführen lassen, für die das Recht längst durch Herkommen und Uebereinkunft entschieden worden (161); in wie fern durch das Ansehn des Richters der Schwächere in unzähligen Fällen gegen den Uebermuth des Stärkern geschützt wird, in wie fern durch höhere Einsicht dem Unverstande der Sinn des Gesetzes ge-
deutet und mittelst der Gesetze und richterlichen Ausspruches die Möglichkeit gegründet wird, dass viele Tausende ruhig das erworbene Recht und Besitzthum geniessen, sich ihrer Freiheit in angemessenen Kreisen ungestört erfreuen können : in dieser und vieler andern Rücksicht wird niemand läugnen, dass die Rechtsanstal-

(160) *DM* : vergossen würde. Le passage en italique n'existe que dans *VK* et *A*.

(161) *DM*, *VK* : entschieden ist.

VK. 33

A. 131

DM. 189

ten im Staate höchst nützlich und ehrwürdig sind. Aber wer begreift nicht, dass es dennoch ganz ausser ihrer Macht liegt, alles Unrecht zu verhüten, und jeglichen Zwist im Staate friedlich abzuthun? Es giebt Angelegenheiten, die durch menschliche Klugheit nicht ausgeglichen werden können; andre, die sich ohne Blut nicht abthun lassen. Wenn sich die Völker (162) vergebens um ihr eignes Wohl berathen, wenn nicht Einzelne sondern Millionen mit einander rechten, dann überwachsen die Partheien den Richter, und selbst (163) wenn es im Zwiste der Einzelnen etwas Höheres gilt, als Mein und Dein, so hindert kein Gesetz, dass nicht die Partheien ihre Kräfte prüfen, und in persönlichem Kampfe die Genugthuung suchen, die kein Gesetzesausspruch geben kann. Welche Verblendung gehört demnach dazu, sich einzubilden, es werde der erhabene ritterliche (164) Umgang der Staaten sich geduldig modeln lassen, nach der kurzsichtigen pedantischen Weisheit einer handvoll Völkeradvokaten.

VK. 34

DM. 190

A. 132

Die Staaten sowohl als die einzelnen Menschen sollen streben nach Eintracht unter sich zum gemeinsamen Kriege gegen die Erde, d.h. um der vollendeten Erwerbung und Besitzergreifung allen Reichthums des Planeten willen; das ist der gemeinsame Fingerzeig der Natur wie der Vernunft. Auch die Staaten sollen mit Freiheit der Idee des Rechts sich unterwerfen; es wäre thöricht durch Krieg erringen zu wollen, was sich leichter auf dem Wege gemeinsamer Ueberlegung darbeut. Ihr freier Verkehr hindert nicht, mittelst freundlicher Unterhandlung oder unter dem Vorsitz und der Ver-

(162) DM : Wenn sich Nationen.

(163) VK : den Richter. Und selbst.

(164) DM : chevalereske.

mittlung eines selbst gewählten (165) Dritten ihre Streite abzuthun, und sollte ja ein Tribunal statt finden können (166) zur möglicst friedlichen Schlichtung der Staatenhändel, (wie ein solches im Mittelalter die Kirche für die christlichen fünf Reiche allerdings gewesen ist) so mögte man ausdrücklich wünschen, dass es ohne alle äussere Macht bestehe, damit blos die Ehrfurcht vor dem Gesetz, keine sklavische Furcht vor dem Zwange eines möglichen Executionskrieges, die Staaten zur Erkenntniss führe. In wie fern die Staaten Prozesse führen, wird kein noch so mächtiger Gerichtshof der für sie errichtet werden mögte, die Partheien durch sein blosses Ansehn zu unbedingtem Gehorsam zwingen, und statt dass er geeignet sein sollte, allem Kriegführen ein Ende zu machen, würde er Stoff werden für zwei neue Arten des Krieges, für Revolutionskriege einerseits und Executionskriege andrerseits, die ihrer Natur nach grade im Kantischen Sinne die vernunftwidrigsten sein müssten.

VK. 35

Nicht genug, dass die Gerichtshöfe, in mancher Hinsicht unzureichend sind, die Rechtsidee zur Wirklichkeit zu bringen, (167) so sind sie, wie alles andre Erzeugniss endlicher Zeit, auch darin den ewigen Naturgesetzen und der allgemeinen Welteinrichtung unterworfen, dass alles Todte allmählig in Fäulniss oder Verwitterung übergeht, dass aller Stillestand (168) Tod ist, und der Zahn der Zeit, an allen Formen, die nicht durch stete Bewegung und den Geist des Wachsthums angefrischt werden, so lange unablässig nagt, bis sie in sich selbst zusammenstürzen, oder das Prinzip ihrer eignen Ver-

DM. 191

(165) *DM* : selbstgewählten.

(166) *DM* : Statt finden können.

(167) *DM* : die Realisation der Rechtsidee ins Werk zu setzen.

(168) *DM* : Stillstand.

A. 133

derbniss erzeugen. Wenn in der Sorglosigkeit eines langen Friedens unter dem Drucke eines mechanischen Geschäftsganges, durch die Beseitigung und Ertödtung alles Kampfes der Freiheit mit der Gegenfreiheit, die Erinnerung an den Krieg und der Glaube an seine Gegenwart erlischt, wenn die Idee des Rechts und seiner lebendigen Erweiterung zu einem todtten abgeschlossenen Begriffe herabsinkt, dann artet der Frieden aus, seine Seegnungen verkehren sich in Plagen, die strenge Form des methodischen Rechtsganges nach dem Buchstaben des Gesetzes öffnet allen Ständen ein weites Feld; (169) Rechtsverdrehung, Bestechlichkeit der Richter, falsche Auslegung des Gesetzes, und künstliche Umgehung seines Ansehens kommen an die Tagesordnung und gänzliche Auflösung aller Volksbande (170) durch völlige (171) Sittenverderbniss ist das unvermeidliche Loos des unglücklichen Volks, wenn nicht das Schicksal sich erbarmt und zu seiner Errettung die Wohlthat auswärtigen Krieges herbeiführt. Dann rächt sich die Natur wegen der Versündigung an ihrem Willen, und unter bitterm Schmerze (172) muss nachgeholt werden, was muthwillig versäumt geworden [(173)].

VK. 36

DM. 192

Da nun weder Krieg noch Friede das Unrecht und sein Gedeihen auf die Dauer absolut verhindern können, da einer wie der andre Beförderer des Rechtes werden kann, und augenscheinlich hervorgeht, dass die Idee und die Ausübung des Rechts wechselseitig durch den Geist des Krieges und des Friedens genährt und geläu-

(169) DM : methodischen Rechtsganges, der Buchstabe des Gesetzes wird ein Vehikel der Intrigue, Rechtsverdrehung.

(170) DM : aller nationalen Bande.

(171) DM : totale.

(172) DM : Schmerz.

(173) DM, VK : worden.

tert werden, der letzte Zweck der Vernunft aber fortschreitendes Dasein, oder lebendiges Wachsthum des Rechtszustandes sein muss, zu welchem Frieden und Krieg blos die gleich fördersamen Mittel sind, so ergibt sich daraus das Resultat : dass weder Krieg noch Frieden an und für sich vernunftwidrig oder vernunftgemäss sein können, sondern dass sich ein solches Urtheil blos bedingungsweise aussprechen lasse, nach Maassgabe der Gesinnung und des Prinzips, welches in dem einen oder andern vorherrscht. Die Vernunft kann weder kategorisch gebieten : es soll überhaupt kein Krieg, noch : es soll überhaupt kein Frieden sein, sondern blos hypothetisch : es soll kein andrer Krieg und kein andrer Frieden sein, als solche die von ächtem Geiste rechtlichen Strebens durchdrungen sind. (174) *Weder ununterbrochener Krieg noch immerwährender Frieden, sondern ewiger vom Geiste des Krieges und vom Geiste des Friedens gleichmässig zu lebendigem Wachsthum beförderter Rechtszustand; das ist es was die Vernunft begehrt.*

A. 134

Nachdem wir uns dergestalt mit Kant und vor dem Richterstuhle der Vernunft in Hinsicht des Krieges abgefunden haben, bleibt es nur noch übrig vom Verhalten desselben zur Religion zu reden, obschon dies Manchen überflüssig dünken wird, und es die Art der heutigen Zeit so mit sich bringt, darauf nicht grosse Rücksicht zu nehmen. Dennoch giebt es auch wohl Andre, die bei aller gebührenden Ehrfurcht vor dem Sittengesetz und den Imperativen der Vernunft sich nicht entbre-

VK. 37

(174) Ici prend fin l'article de DM, qui ajoute en note : In genauem Zusammenhange mit dem vorstehenden Aufsätze steht die Abhandlung vom Kriege und v. der Kriegskunst im ersten Hefte der Neuen militärischen Zeitschrift 1813, auf welche wir desfalls unsere Leser verweisen. (Anm. des Herausgebers).

chen können beide in ihrer irdischen Schwachheit und Fehlbarkeit wahrzunehmen, die (vor allem nach dem Reiche Gottes und nach christlichem Wandel trachtend) keine vollständige Genugthuung finden in dem stolzen Götzendienste des eignen Ichs, sondern demüthig den Werth ihrer Handlungen nach dem Grade der Harmonie abzumessen lieben, in dem sie mit den Geboten eines höchsten Wesens, als dem ewigen und untrüglichen Urquell alles Heiligen und Rechten stehn. Und grade hier mögte es scheinen, als ob wir den schwersten Kampf zu bestehen haben würden.

Durch alle Lehren und Institutionen des Christenthums, sagt man, weht einzig der Geist der Liebe, der Verträglichkeit, der geduldigen Ertragung empfangener Schmach, der freiwilligen Aufopferung um der Erhaltung des Friedens wegen - wie will solcher Geist sich vereinigen lassen mit dem grade entgegengesetzten Wesen des Krieges ? - Allerdings hat man auch häufig genug versucht, aus den Worten Jesu Christi die Verdammnis alles kriegerischen Geistes und Unternehmens abzuleiten. Es ist freilich wahr, dass geschrieben steht: « Reiss dein Auge aus und wirf es von dir, sobald es dich ärgert. » Gleichwie Christus in die Welt gesandt ward, auf dass er Licht in die Finsterniss brächte, und wie sein unaufhörliches Streben dahin gerichtet war, den Menschen begreiflich zu machen, dass jedes Ding auf der Welt zwei Seiten habe, dass nicht der todte Buchstabe, sondern der lebendige Geist jeglichen Gesetzes ergriffen werden müsse, dass man nicht richten solle nach dem äussern Scheine, sondern nach dem innern Geiste, in dem das Wort geredet, die That begangen werde, so sollen auch wir vor allen Dingen bemüht sein, den Geist seiner Lehre ideenweise aufzufassen. Christus

A. 135

VK. 38

predigte gegen den Wucher und dennoch rühmte er im Gleichnisse den Knecht, der mit seinem Pfunde Wucher getrieben; er verdamte die Unkeuschheit und dennoch sprach er zur Sünderin : dir sind viele Sünden vergeben, denn du hast viel geliebet. Es muss also wohl überall die Beziehung erwogen werden, in der er gesprochen, wenn man seine Worte nicht vielfältig missverstehen will. Weil das göttliche Gesetz aussagt: du sollst nicht tödten; hat man erweisen wollen, es dürfe die Obrigkeit kein Blut vergiessen lassen, obschon ausdrücklich geschrieben steht : « Die Obrigkeit ist Gottes Dienerin, dir zu gut; thust du aber Böses, so fürchte dich, denn sie trägt das Schwerdt nicht umsonst (Röm.13,4.) und desgleichen (I.Ep.Joh.5.16.) » so jemand siehet seinen Bruder sündigen, eine Sünde nicht zum Tode, der mag bitten; so mag er das Leben geben denen, die da nicht sündigen zum Tode. Es ist eine Sünde zum Tode. Dafür sage ich nicht, dass jemand bitte. » — Weil Christus gesagt hat : « so dir einer einen Backenstreich giebt, so reich auch den andern Backen dar. » Oder sein Apostel: « wer deines Rockes begehrt, dem gieb auch den Mantel dazu, » folgt daraus gleichmässig : « wer deinen Sohn erschlägt, dem gieb auch die Tochter, dass er sie verführe; oder wer in dein Haus einbricht, dem schliesse auch deines Mündels Garten auf ? » (175)

4. 136
VK. 39

In wie fern Christus dem übermüthigen Rom und dem hoffärthigen Judenthume gegenüberstand, in wie fern man sich den Messias wie einen Mahomet dachte, und weil er demnach nothwendigerweise auf die Seite der Schwachen, Armen, Unterdrückten und Verachteten hinübertreten, und an dem Geringen bewähren musste,

(175) VK, A mettent en note :

Est modus in rebus, sunt certi denique fines.

dass vor Gott nur der Gerechte wohlgefällig sei, ohne Rücksicht auf irdische Grösse oder Kleinheit, hat man fälschlicher Weise gemeint : aller Reichthum, alle Kraft-äusserung, aller Genuss, alles Freiheitsstreben sei verworfen, und in unbedingter Armuth, Duldung und Entbehrung der alleinige Weg zum wahren Heile, da doch zur Gnüge erhellt, dass nur der Uebermuth, der verkehrte Gebrauch, das ausschliessliche Streben nach Lust und Ungebundenheit gescholten, der unheilige, Gott missfällige Gebrauch seiner Gaben als Sünde begriffen werden sollte. Christus hebt das Gesetz Mosis nicht auf, er zerstört nicht die Ordnung der bürgerlichen Gesellschaft, sondern er verklärt das Gesetz zum wahren Gottesdienste, er will dass das Streben der Menschen auch über die Zeitlichkeit und seine eitle Genugthuung hinweg nach dem Ewigen gerichtet werden soll. Wie demnach das alte Testament durchaus in kriegesischem Geist getränkt erscheint, wie Gott darin meist als ein zorniger und eifriger Gott, als der gewaltige Herr der Heerscharen geschildert ist, der seinem Volke selbst das Schwerdt gegen die Cananiter und Amoriter und die Benjamniten in die Hand giebt, der den David und die Makkabäer zum heroischen Kampfe stählt, so war es auch nöthig, dass Christus den Gott der Liebe kennen lehrte, unaufhörlich die andre wenig geachtete (176) Seite des Lebens emporhob, und anschaulich machte, wie auch in sanfter Duldung und friedlicher Eintracht möge das Himmelreich erworben werden.

VK. 40

Daher haben schon Hugo Grotius und andre darauf hingedeutet, dass man sich begnügen müsse, im Neuen Testamente kein ausdrückliches und uneingeschränktes

(176) VK : die andre bisher wenig geachtete.

A. 137

(177) Verbot des Kriegeswesens aufzufinden, und sie führen zu Gunsten des Krieges aus dem Paulus und Johannes mehrere Schriftstellen an, woraus hervorgeht, dass Christus und seine Jünger mit Hauptleuten und Kriegsdienern Umgang gepflogen, ohne an der Unheiligkeit ihres Gewerbes einen Anstoss zu nehmen, desgleichen wie Christus nach dem Zeugnisse Johannis, zu Petro sagte, als dieser dem Knechte Malchus das Ohr abgehauen : *Stecke dein Schwerdt in die Scheide; soll ich den Kelch nicht trinken, den mir mein Vater gegeben hat ? - nicht aber : Du wirst verdammt sein ewiglich um dessentwillen, dass du ein Schwerdt gebraucht zu meiner Vertheidigung.* (178) Auch wir könnten, wenn es mit einzelnen Citationen abgethan wäre, auf die Stelle verweisen, wo Christus sagt « er sei nicht in die Welt gekommen den Frieden zu bringen, sondern das Schwerdt » oder auf die Epistel Pauli an die Ebräer : (11,32) « die Zeit würde mir zu kurz, wenn ich sollte erzählen von Gideon und Barat, und Simson und Japhthah und David und Samuel, und den Propheten, welche haben durch den Glauben Königreiche erzwungen, Gerechtigkeit gewirkt, Verheissung erlanget, der Löwen Rachen verstopfet, des Feuers Kraft ausgelöscht, des Schwertes Schärfe entronnen, sind kräftig geworden aus der Schwachheit, sind stark geworden im Streit, ha-

A. 138
VK. 41

(177) VK : unumschränkte.

(178) A ajoute en note : Die Evangelisten erzählen dieses Faktum mit abweichenden Worten. Nach dem Matthäus sprach Jesus : *Stecke dein Schwerdt an seinen Ort ; denn wer das Schwerdt nimmt, der soll durchs Schwerdt umkommen.* Marcus übergeht die Antwort ganz mit Stillschweigen. Beim Lukas fragten die Begleiter den Heiland : *Herr, sollen wir mit dem Schwerdt dreinschlagen ?* Jesus aber antwortete : *Lasst sie doch so ferne machen.* Beim Johannes (18,36) spricht Christus zum Pilatus : « Wäre mein Reich von dieser Welt, meine Diener würden darob kämpfen, dass ich den Juden nicht überantwortet würde ; aber nun ist mein Reich nicht von dannen ». VK développe cette note sur une page et demie (95-96),

ben der Fremden Heer darniedergelegt. » Aber besser dünkt es uns, dass jeder aus der ganzen heiligen Schrift den wahren Geist des Christenthums in sich erzeuge, und wie wir ihn begriffen haben, sind wir der Meinung: man könne Gott dienen, im Kriege und durch den Krieg so füglich als im Frieden und durch den Frieden; (179) der ächte Beruf des Christen bestehe nicht in der Entwöhnung von allem Irdischen (wie die Sekte des Fohi) denn sonst mögte man lieber das Leben ganz abstreifen; nicht in dem blossen Haschen nach Schmerz, Mangel und Trübsal, nicht in der alleinig passiven Gottesverehrung, sondern darin, dass man das vollständige Leben ergreife in seiner Schönheit und Erhabenheit, mit seinem Wechsel von Freude und Leid, von Arbeit und Ergötzlichkeit, mit seinen Drangsalen und Genüssen; dass man in Lust und Schmerz, im Dulden und Handeln, im Ausharren und im Kampfe, im Herrschen und in der Unterdrückung mit gleicher Sicherheit den Weg des Heils verfolge. Dem Christen ziemt stetes Hingeben des Irdischen, Vergänglichen, fürs Himmlische, Ewige; aber nicht bloß unsre Genüsse sollen wir zum Opfer darbringen, sondern auch die Kraft; wir sollen nicht bloß dulden um des Ewigen willen, sondern auch bereit sein, muthig zu streiten für die Aufrechthaltung und Weiterförderung alles dessen, was recht und heilig ist. Worin bewährt sich denn die Herrlichkeit des Mannes, wenn nicht in der rüstigen Verschmähung faulen Genusses, und in dem unüberwindlichen Verlangen sich in den Strudel

A. 139

(179) VK et A ajoutent en note : « Im Kriege dienen ist keine Sünde; aber um Raub und Beute willen im Kriege dienen, ist eine Sünde, sagt der heilige Ambrosius in der 7ten Rede des ersten Buches (Cap. 27) und an einem andern Orte ». — « Diejenige Tapferkeit, mit welcher wir entweder durch Krieg unser Vaterland wider die Barbaren, oder zu Hause den Schwachen, oder unsere Mitgenossen gegen Strassenräuber beschützen, ist die rechtmässigste. »

VK. 42

des Lebens, in den Kampf auf Leben und Tod für alles Schöne und Grosse zu stürzen. Worin besteht die Ehre des Mannes, als darin : dass er nichts Schändliches dulde neben sich, dass er den Schwachen schütze, dem Bedrängten helfe, dass er seine Kraft übe im Dienst der gerechten Sache, Recht und Freiheit befördere im Kriege wie im Frieden.

Nachdem wir solchergestalt das Verhältniss des Krieges zum Rechte und zum Frieden vor dem dreifachen Richterstuhle der Naturnothwendigkeit, der Vernunft und der Religion geprüft, und seine bedingte Zulässigkeit mehrfach erwiesen haben, wollen wir uns jetzt noch einmal im Zusammenhange bewusst zu werden suchen, in welcher Beziehung der Krieg auf den Staat und das Leben der Staaten gedacht werden müsse, und dann kurz erörtern auf welche Weise es möglich werde, seine rohe Kraft dergestalt zu beherrschen, dass er sich zu einem brauchbaren Werkzeuge einer erleuchteten Staatskunst gestatte, (180) welche sich die allgemeine Auflösung des grossen Problems vorgeschrieben hat : den natürlichen Zweck des bürgerlichen Wesens durch übereinstimmendes Streben auf eine Vernunft- und Pflichtgemässe Weise zu befördern.

Wenn die Vorsehung, dieser ewige Urquell und Brennpunkt alles Naturzwanges und aller sittlich-religiösen Nöthigung, kurz aller Gesetzlichkeit überhaupt, vielen Millionen gleichartig geschaffener, mit Kraft, Vernunft und Bewusstsein begabter Wesen, einen gemeinsamen Raum zum gleichzeitigen Tummelplatze anwies, so konnte, in wie weit es menschlicher Kurz-

(180) Faute évidente pour gestalte,

VK. 43 *sichtigkeit vergönnt ist, in die Plane ihrer erhabenen Weisheit einzudringen, dabei keine andre Absicht stattfinden, als dass durch irgend Einen harmonischen Gedanken das gesammte Thun und Treiben dieser Millionen beseelt, und aus ihrem ungeheuren Aggregate*

A. 140 *Ein grosses organisches Ganze zusammengeschmolzen werden solle. Es war ihr aber nicht genug an dem blossen Dasein einer Gesetzlichkeit im Leben der menschlichen Gesellschaft; wie alles was sie geschaffen, sich aus geringem Keime zu hoher Vollkommenheit in Blüthe und Frucht entwickeln muss, so war ihr Wille auch beim Menschen und bei der Menschheit, dass sie alles allmählig werden und geworden sein sollten, was sie sind. Der Organismus des staats- und weltbürgerlichen Vereins sollte eignes freies Erzeugniss des Menschen sein, damit er einen desto höhern Werth für ihn habe, und zu gleicher Zeit Gegenstand der höchsten Belehrung und des höchsten Wunsches für ihn werde.*

Zur Möglichkeit aller organischen Entwicklung aber wird unumgänglich erfordert : 1) Getrenntes Dasein mehrerer Elemente, und Gegenüberstellung gleichartiger Kräfte. Denn alle Kraft wird in der freien Ausübung ihrer Wirksamkeit nur dadurch erst Ursach irgend einer Erscheinung, dass sie durch einen Widerstand beschränkt und in gewisser Richtung erhalten wird, dass sie an irgend einem andern mit Gegenkraft begabten Dinge einen Stoff finden, an dem sie ihre Wirksamkeit thätig äussern, und in bestimmten Gebilden offenbaren kann. (So bedarf ein geschickter Fechter nothwendig eines ihm gewachsenen Gegners, um die Grösse seiner Kunst vollständig entwickeln und darstellen zu können.) 2) In den gegenübergestellten Elementen ein Bestreben zur Gährung oder zur Aus-

VK. 44

übung der inwohnenden Kräfte; ein inneres Vermögen sich abzustossen, anzuziehn, durch vielseitige Berührung und Wechselwirkung sich gegenseitig zu erhöhter Lebens- und Kraftäusserung zu reizen und zu zwingen, und 3) endlich dass sich zu dieser Bewegung, zu diesem Hin- und Widerstreben ein gewisser Rythmus geselle, ein durch alle Manichfaltigkeit und scheinbare Regellosigkeit der einzelnen Lebensakte hindurchgreifendes gesetzliches Fortschreiten und Hinneigen zu irgend einem bestimmten Ziele oder Zwecke, um dessentwillen der ganze Lebensprozess erst Einheit und Bedeutsamkeit gewinnt. Soll überdem aber die organische Entwicklung auch das Produkt der freien Selbstthätigkeit vernünftiger Wesen sein, so muss noch Bewusstsein und wachsende Deutlichkeit der Erkenntniss dieser Bedingungen hinzukommen, die nur auf dem Wege der Erfahrung und durch das Leben selbst zu vollständiger Klarheit erhöht werden können.

A. 141

Die nothwendigen Bedingungen zur Möglichkeit der organischen Entwicklung des bürgerlichen Wesens wären (181) demnach 1) Dasein von Staaten in mehrfacher Anzahl, 2) In jedem derselben das Streben die allen Staaten gemeinschaftliche Idee des Rechtes auf nationale Weise, in eigenthümlicher Sprache, in eigenthümlichen Formen, Gesetzen und Sitten auszusprechen, dieses sein individuelles Gepräge gegen allen Angriff und alles Verderbniss zu vertheidigen, d.h. nicht blos den Flächenraum seines Besitzthumes, sondern das gesamte darauf errichtete nationale Institut in seiner Ganzheit unberührt und unverdorben zu erhalten, und überdem noch diesen eigenthümlichen Abdruck der Rechtsidee allen andern Staaten in allen unzähligen

(181) VK : waren.

- VK. 45 *freien Berührungspunkten des Lebens kenntlich, fühlbar und wichtig zu machen, kurz sich selbst im vollen Sinne des Wortes nach allen Durchmessungen und Seiten seines erhabenen Wesens hin zu vergrössern und auszubreiten. 3) Ein allen gemeinsamer durch inneres Verlangen und äussere Auffoderung erzeugter Reiz mit einander in die vielseitigste Berührung und den lebendigsten Wechselverkehr zu treten, in jedem Verkehr aber den Keim zu neuer Entzweiung, so wie in jeder Entzweiung die Möglichkeit und Veranlassung zu neuer Versöhnung. Und 4) ein allen gemeinsamer unüberwindlicher Glaube an eine höhere Bestimmung und an eine ihren gesamten Streit und ihre gesamte Eintracht vermittelnde und belebende Idee : ein Gefühl jenes Rythmus nämlich, der mitten durch die bunte Abwechselung der Lebensmelodie regelmässig widerkehren, oder ein Wahrnehmen jenes Grundtons, der durch jegliche Modulation der Akkorde, durch alle Consonanzen, Dissonanzen und Unisonos vernehmlich vorherrschen und hindurchtönen soll.*
- A. 142

Lange musste es freilich dauern, ehe den Staaten der Sinn aufgeschlossen ward diesen Rythmus zu ahnen, diesen Grundton herauszuhören, d.h. ehe sie zum Bewusstsein gelangten, wie sich aus ihrem gegenseitigen ungemessenen Regen und Dehnen, aus ihrem ursprünglich einseitigen Streben nach eigener Freiheit und Wohlfahrt auf Unkosten ihrer Nachbarn, und aus dieser Nachbarn beschwerlicher Rückwirkung wiederum, unwillkürlich in wachsender Vollkommenheit ein alle Partheien beglückendes höheres Gut erzeuge : Das Recht nämlich : und ehe sie einsahen, dass die Kultur, die Sicherheit, Dauer und wechseltige Gewähr dieses Rechts oder Rechtszustandes eigentlich der Angel sei,

um den sich alle einzelnen feindseeligen und freundseeligen Akte ihres Wechselwirkens drehen mussten. (182) Von diesem Augenblick an aber beginnt, statt der bisherigen Regellosigkeit, die Kunst des geselligen Umgangs der Staaten. Der erste Schritt ist die Beherrschung der aufgefundenen Wahrheit, der zweite besteht in dem Versuch sie ins Leben einzuführen. Begreiflich und verzeihlich und dem Wesen aller lebendigen Entwicklung gemäss musste dieser Versuch etwas unbeholfen ausfallen, und das Gepräge der Unvollkommenheit an der Stirne tragen. Statt das Recht als eine im Wachsthum begriffene, in ihrer Vollendung noch erst zu erzeugende Idee zu erkennen, ward es zu einem abgeschlossenen Begriffe versteinert; nichts war sodann natürlicher als eine Verwechslung des Rechtszustandes mit dem Friedenszustande, und der Wahn als ob die Kriege Suspensionen des Rechtes, d.h. unrechtliche Zustände wären. Die modernen philosophischen Ideen von politischem Gleichgewichte, vom ewigen Frieden, von Staatenkongressen und Völkertribunalen mit ihren mancherlei Modifikationen kamen zur Tagesordnung, und vergebens spottete die Erfahrung dieser unhaltbaren Theorien, indem sie allen politischen Künsteleien zum Trotz von Zeit zu Zeit das kultivirte Europa heimsuchte mit Revolutionen und Kriegen. Durch Verhandlungen und heilig beschworene Verträge dachte man des Menschen rebellische Natur in diamantne Fesseln zu schlagen, und alles Kriegesfeuer zu beschwichtigen. Man vergass dass diese mit menschlichem Irrthume und der Kurzichtigkeit der Vergangenheit oder gar einer einzigen gleichzeitigen Generation ersonnenen und abgefassten Ueberein-

A. 143

VK. 47

(182) VK : mussten.

künftigen (183) dem gewaltigen Strome der Zeit nicht würden gewachsen sein; « Dass der kolossale Rechtsstreit der Nationalfreiheit gegen die Nationalfreiheit zu gross ist, als dass der einzelne Mensch weiter darin Richter sein könnte, dass dieser erhabne Prozess der Völker von keinem wirklichen Schiedsrichter mehr geschlichtet werden kann, so wenig als der Buchstabe umfassend genug ist so ungeheurem Körper als Gesetzgebung zur Grundlage zu dienen. Denn wo ist das Gesetz, wie rein es immer sei, das aus ganz reiner Quelle geflossen wäre, das aus augenblicklichem Bedürfniss und augenblicklicher Verstandesempfängniss hervorgegangen, für das Wirken und Gegenwirken der Staaten als eine ewige Vorschrift dienen mögte. Wo ist der einzelne Mensch, wie gross er auch sei, der es vermögte das eigenthümliche Leben dieser gewaltigen Individuen allgegenwärtig zu durchdringen, der sich der Lokalfarbe des Himmels, der Sprache, der Volksthümlichkeit unter deren Einflüssen er geboren ist, genug entäussern könnte, um nur ein unpartheiischer Schiedsrichter, vollends aber ein wahrer Richter unter einigen Völkern zu sein. Um die Schwankungen in den Schicksalen und Verhältnissen der Völker zu regieren, vor auszusehn, sie zu berechnen, eine durch die andre aufzuheben, muss der Herr über das Schicksal, über Leben und Tod der Nationen, zu den Traktaten, Pacifikationen und Verhandlungen derselben herbeigerufen werden. Durch die augenblickliche Wiederherstellung des gemeinen Gleichgewichts wird nichts gewonnen als die Sorge für grössere Erschütterungen derselben, mit denen die Zukunft bedroht, und ein gegenseitiges, immer, tiefer

A. 144

VK. 48

(183) Sic.

wurzelndes Mistrauen der Völker unter einander. »- (184) Muss den Völkern die gegenseitige Erweiterung ihrer Freiheit gestattet werden, — deren sich keine Natur im schimpflichsten Traktate unbedingt entäussern wird, — so sind künftige Gegenstösse unvermeidlich. Jede Stipulation trägt den Keim künftiger Entzweiung in sich, weil durch sie auf die Basis eines momentanen Zwistes oder Bedürfnisses etwas fest gestellt wird, an dem theils die bisherigen Verhältnisse ihre Kraft versuchen, theils unerwartet sich neue Verhältnisse erzeugen, welche entweder diese Institution überwachsen und sprengen, oder an irgend einem Orte einen gefährlichen Durchbruch verursachen. Es giebt Misverständnisse unter einzelnen Menschen, und um so mehr unter Völkern, die im Wege der Negoziatiön durchaus unauflöslich sind, um desto unauflöslicher, je reiner in jeder Parthei der Wille ist, die Idee des Rechtes zu verklären; denn hier ficht jeder für die Rettung der Volksehre, für die Unverletzlichkeit seines edelsten Gutes, seines Heilighums. Beide Partheien wollen dasselbe, aber der entzweiete Standpunkt hindert jede Verständigung. Und ist der Wille bei einem oder dem andern weniger rein, so schützt vollends die blosse Ueberzeugung des kalten Verstandes von der nothwendigen Gegenseitigkeit der Staaten so wenig, als der kalte Buchstabe des Traktats, der aus jener Ueberzeugung entstanden war, gegen den Reiz der Eroberung und Machterweiterung. Dann giebt es kein Auskunftsmittel als den Krieg; in ihm kommt und wächst aufs Neue das Gesetz. Je kräftiger der Streit, um desto reiner und mächtiger und verständlicher wird durch ihn die Rechtsidee ausgeboren; je empfindlicher

VK. 49

(184) Pas de guillemets dans VK.

A. 145

die Kraft von der Kraft getroffen wird, um desto schneller verkohlt sich jede unreine Begier, um desto geneigter fühlen sich beide Partheien zum Frieden. Aber ausserdem noch wird im Kriege der Volkskraft gegen die Volkskraft (nicht des Volksübermuthes gegen die Volksohnmacht) das Wesentlichste und Schönste des Volksdaseins gewonnen, die Idee nämlich des Volks selbst, das Gefühl des eignen Volkswerthes, die wahre Erkenntniss vom Werthe jeglichen Besitzthums, der ächte grosse Stolz des Krieges, der bei dem eignen hochherzigen Streben nach Freiheit und Unabhängigkeit zugleich die Demuth und Hingebung gegen die Freiheit der Uebrigen in sich schliesst, (185) und mithin die Basis alles ritterlichen Umgangs : die gegenseitige Achtung aller unter einander, jeder um seiner eignen Ehre willen. In langem Frieden muss die Erkenntniss dass der Staat ein auf Leben und Tod verbundenes Ganze sei, dass ein Vaterland nur erst im Kampfe um Gut und Blut eigentlich erworben werde, allmählig verschwinden, oder doch erschwert werden, weil es an der Veranlassung fehlt, es thätig und anschaulich zu beweisen; es muss sich, weil das Auge der Bürger fast ausschliesslich auf das Innere gewendet ist, das Zarteste und Innigste des gesellschaftlichen Verbandes auflösen, und er kann nachher nur in einem längeren Kriege, durch die Nothwendigkeit dem Feinde ein gesellschaftliches Ganze gegenüberzustellen, wieder geschürzt werden. Was wäre am Ende ein Friede werth, der dadurch erzeugt würde, dass die Staaten sich nicht bekriegen könnten ? Aller Ehrsinne würde verlohren gehen, wie bei den Einzelnen wenn die Duelle ausgerottet werden; was wir im We-

VK. 50

(185) VK met entre parenthèses (der bei dem eignen... in sich schliesst).

sen des schlechten neuern Judenthums verachten, gemeine, niedere, gewinnsüchtige, hinterlistige Kabale, würde an die Tagesordnung kommen. « Soll unter den Völkern blos der Krieg und innerhalb der Staaten blos die Rebellion und die Unruhe vermieden werden ; besteht darin das Wesen unsrer politischen Einrichtungen : wohlan so setze man den Mächtigsten auf den Thron der Welt, so erlaube man ihm eine Weltpolizei zu organisiren und zu konzentriren. Was hätte die Menschheit dadurch erreicht ? Eine Weile ewigen Friedens ! Auch der Geringste nehmen wir an, soll weder an seinem Eigenthume, noch an seiner Person gekränkt werden : die Macht könne alles durchsetzen, was ihr von dem Rechte begehrt. Aller Zwiespalt der Kräfte beruhigt sich ; es wird nun stille, und jeder ist sicher vor den Angriffen des Nachbars. Eure abwehrende negative Gerechtigkeit ist nun verwirklicht worden durch die Macht ; aber der schöpferische Geist der ehemaligen Staaten, die Unbeschränktheit alles Strebens, alles Erwerbs ist dahin. Jeder hat, begreift, übersieht bei Heller und Pfennig das Seinige. Nun fällt es allen wie Schuppen von den Augen : Die todten Gränzen erscheinen alsbald den Einzelnen, wie ebenso viele Gefängnisse ; die Sicherheit selbst wird zu einer immerwährenden Quaal. Es zeigt sich, dass nicht der Besitz, sondern der Wachsthum des Besitzes, die Aussicht zu unendlicher Erweiterung des Besitzes, eigentlich glücklich machen. Der Streit der Kräfte, der wahre Krieg, die Freiheit, das Gut aller Güter fehlt ; ohne dasselbe ist die Gerechtigkeit nichts weiter als konsequente Macht, das Recht nichts weiter, als Recht des Stärkern in ein System gebracht. Erst durch den Krieg wird der Friede, durch die Freiheit das Gesetz zur lebendigen Idee. Der

A. 146

VK. 51

mit Mühe zu Boden geworfene Streit muss also wieder erweckt werden. Dann erst erscheint die Gerechtigkeit, als das Erzeugniss der Macht mit der Gegenmacht, nicht bloß abwehrend, schützend oder negativ; sondern sie befruchtet, sie segnet, sie begeistert. » (186)

A. 147

Manche bittre, blutige Erfahrung ist vorangegangen, bevor diese erhabene Wahrheit nur in wenigen Köpfen zur lebendigen Ansicht gedieh; manche andre wird noch erlebt werden, ehe die Völker und ihre Beherrscher sich innigst überzeugen, dass der Krieg aus dem Gesichtspunkte der Staaten kein Uebel, sondern eine Wohlthat, keine politische Krankheit, sondern ein politisches Heilmittel ist.- Aus dem Standpunkte der einzelnen Privatpersonen werden freilich die Kriege nicht aufhören, sogenannte nothwendige Uebel (187) zu sein: Unbequemlichkeiten, welche das Nebeneinandersein der Völker mit sich führt, wie in der bestgeordneten bürgerlichen

(186) Pas de guillemets dans VK.

(187) VK et A ajoutent en note : Was man nothwendige Uebel zu nennen pflegt, sind eigentlich keine Uebel, sondern die in der Einrichtung der Welt gegründeten nothwendigen Bedingungen unsres Daseins, die freilich unsern Wünschen und unsern Verlangen nach Behaglichkeit nicht in aller Rücksicht angemessen sind. Auf solche Weise aber mögte man am Ende das Leben selbst auch ein nothwendiges Uebel schelten, weil es die Quell vieler Schmerzen, vieler Sorge und Bemühung ist.

A continue : « Wirkliche (nicht bloß eingebildete und erträumte) Glückseligkeit besteht allezeit in einem unzertrennlichen Drey : in Kraft zu genießen, Gegenstand, und Genuss. Regierung und Erziehung soll jedes verschaffen, verstärken und verschönern.

Der Krieg richtet gräuliche Verwüstungen an, es ist wahr; bringt aber auch die wohlthätigsten Früchte hervor. Er gleicht dem Elemente des Feuers. Es ist nichts, was den Menschen so zur Vollkommenheit treibt, deren er fähig ist. Das goldne Jahrhundert der Griechen kam nach den Schlachten der Persier. Das goldne Jahrhundert der Römer war mitten unter ihren Bürgerkriegen, und ihr Geist fing an zu erschlaffen bei dem langen Frieden unter Augusten. Florenz ragt in den neuern Zeiten hervor bei innerlichem Tumult und Aufruhr.

Die höchste Weisheit der Schöpfung ist vielleicht, dass alles in der Natur seine Feinde hat; dies regt das Leben auf! Sterben ist nur ein scheinbares Aufhören, und kömmt beim Ganzen wenig in

Gesellschaft Prozesse und Streit Unbequemlichkeiten sind, welche sich von dem Nebeneinandersein der einzelnen Menschen nicht trennen lassen. Aus dem Gesichtspunkte der Staaten aber erscheinen Kriege als die Bewegung Insonderheit, unter denen das politische Leben sich selbst erkennen und fühlen lernt, unter denen der Staat sich seiner abgesonderten Natur bewusst wird, das Ganze seiner Kräfte vornämlich erprüft, weil er sich einem andern solchen Ganzen gegenüber sieht. Unter allen Bindungsmitteln der Staatsvereinigung ist der wahre Krieg das wirksamste und dauerhafteste, weil gemeinschaftliche Noth und Thränen besser und fester binden, als das Glück, weil alles einzelne was sich im Frieden verbergen und verheimlichen kann, nun nothwendig öffentlich hervortreten, und dem Ganzen hergegeben werden muss. Das ist keine Frage, dass jeder Krieg selbst vom Staate grosse Opfer verlangt. Aber ohne diese beständige Bereitschaft das einzelne Glied dem Ganzen zu opfern, ist überhaupt der Staat nicht zu denken. Das ganze Leben des freien Menschen ist ein beständiges Hingeben des Geringeren um das Grössere zu erlangen. In allen kleinern Ereignissen des Lebens ist die unaufhörliche Aufgabe : hingeben, aufs Spiel setzen, Saamen ausstreuen, sichtbare Güter dar-

A. 148

VK. 52

Betrachtung. Alles was athmet, und wenn es auch Nestor wird, ist ohne dies in einer kurzen Reihe von Tagen nicht mehr dasselbe.

Ruhe und Frieden ist ein herrlicher Stand zu geniessen und sich zu sammeln; aber der Mensch, ohne gereizt zu werden, träge, versinkt dabei in Unthätigkeit; besser, dass immer etwas da ist, das ihn aus seinem Schlummer weckt. Wir sollen einander bekriegen, weil kein höher Geschöpf es kann.

*Was das ganze menschliche Geschlecht betrifft, durch Meere und Gebirge und Klima, durch Sitten und Sprachen abgesondert, welcher Kopf will es in Ordnung bringen? Die Natur scheint ewig wie ein Kind in das Mannigfaltige verliebt, und will zu jeder Zeit deswegen rund um die Erdkugel Scythen, Perser, Athen und Sparta.» (Ar-
dinghello, 2ter Bd, S. 286.)*

A. 149

bringen (188), um etwas zur Zeit noch Unsichtbares, bis jetzt noch Geistiges, zu gewinnen, ja sich selbst hingeben, um etwas durchaus Geistiges zu erreichen - sei es um die eigne, persönliche, aber doch unbekannte Existenz nach dem Tode, oder sei es der Ruhm, das Glück des Vaterlandes, für das gestorben wird. Behauptet man also das einzelne Menschenleben dürfe nicht hingegeben werden, so läugnet man damit nur, dass es überhaupt etwas gebe, welches rechtlich dem einzelnen Menschenleben an Werth überlegen sei, und schlägt allen Heroen und Grossen der Erde ins Angesicht, von denen die Weltgeschichte redet, und die nur dadurch gross sind, dass sie eignes und fremdes Menschenleben höheren Gütern oder Ideen aufzuopfern im Stande waren. Im Streite der Staaten geht es um das Höchste, warum gestritten werden kann; also muss auch das höchste Gedenkbare eingesetzt werden in den Streit. (189) Zudem verlangt das unerbittliche Schicksal in der Regel desto grössere Kriegsopfer, je grösser die Scheu gewesen vor dem Kriege, und höchste Abneigung und eigensinnige Verschmähung der Hülfe des Krieges in dem Augenblicke, wo Zeit dazu war, rächt sich über kurz oder lang mit gänzlichem Untergange.

VK. 53

Giebt es demnach kein sicheres Mittel den Krieg und die von ihm unzertrennliche Gefahr auf die Dauer von sich abzuwenden, so bleibt den Staaten kein andrer vernünftiger Ausweg als der Nothwendigkeit mit Bewusstsein zu weichen, den Krieg ein für allemal mit aufzunehmen in ihren erhabenen Kalkül, sich ihm mit Freiheit zu unterwerfen, damit er selbst wieder diene

(188) A imprime fautivement : darbingen.

(189) VK et A donnent en note :

« Und setzet ihr nicht das Leben ein,
Nie wird euch das Leben gewonnen sein. »

(Schiller.)

und unterworfen werden könne ihrer politischen Gewalt. Darauf kommt es an : dass die Staaten sich nicht blos mit Friedensgeiste, sondern durch und durch mit kriegerischem Geiste zu durchdringen suchen. Alle Institutionen müssen dergestalt konstruirt werden, dass sie gleichmässig taugsam sind zum Kriege wie zum Frieden, dass der Ausbruch eines nothwendigen Krieges nicht mit tödtlicher Kraft die ganze bisherige Ordnung über den Haufen werfe, sondern dass der Krieg selbst als Lebensprinzip in den Staatsorganismus mit eingreife, dass er Mittel werden könne, die Volksfreiheit kräftiger aufblühen zu machen, den Volksgeist zu beleben, das Volksband enger zu schürtzen, die Volkswohlfahrt überall im Grossen zu befördern. « Jeder Tropfen Blut, (190) der den Staat durchfliesst, soll mit dem Eisen des Krieges versetzt sein, und der ganze Staat so gestellt werden, dass er im Kriege, wie im Frieden ein Ganzes bleiben kann. Dies aber ist nur möglich dadurch, dass die Kriegs- und die Friedenskünste aufs innigste mit einander verbunden werden, dass nicht jede ihren abgesonderten Weg gehe, dass die alte absolute Schranke zwischen Civil und Militär ohne Vorbehalt eingerissen, das Heer nationalisirt, die Nation militarisirt werde; dass alles Streben nach schlaffer Neutralität, alles geheime Trachten nach einsiedlerischer Abgeschlossenheit von Welthändeln aufhöre, jeder Staat eine bestimmte politische Parthei ergreife, seine Volkskraft entweder bis zu haltbarer Selbständigkeit erhöhe, oder aber sich mit klarem Bewusstsein dessen, was seine individuelle Lage und Wohlfahrt mit sich bringt, entschliesse irgend einem mächtigen Nachbar militärisch anzugehören, und dessen politisches Schicksal treu und aufrichtig zu theilen.

(190) Pas de guillemets dans VK,

A. 150

VK. 54

Solchergestalt also die ganze bisherige Friedenspolitik mit einem durchaus kriegerischen Elemente zu versetzen, ist das Eine was Noth thut. Einer andern, nicht minder nöthigen Besserung bedarf der Krieg. So wie im Friedenszustande alle Federkraft des Staates dergestalt entwickelt werden soll, um den Krieg in jedem Augenblicke, wo es die Verwirklichung der Rechtsidee und die Aufrechthaltung der Freiheit gilt, mit Nachdruck führen zu können, so muss umgekehrt auch dem Kriege ein eigenthümlicher Charakter aufgedrückt werden, der ihn seiner Kraft unbeschadet der ursprünglich rohen Wildheit entkleidet, und ihn fähig und würdig macht, das ehrfurchtgebietende Palladium der Heiligthümer des Staates und der Menschheit zu werden.

A. 151

So lange den einzelnen Gewalthandlungen, aus denen sich das schauerliche Drama des Krieges zusammenbaut, keine höhere Bedeutsamkeit beiwohnt, kein sittliches Element, keine göttliche Idee das Ganze heiligt und beherrscht, so lange der Krieg nichts ist, als wildes blutdürstiges Wüthen, als barbarisches Werkzeug der Rache, des Hasses oder Eigennutzes, als ein grosser Deckmantel jeglichen ohne Zucht und Scheu verübten Frevels, so ist er freilich, abtrünnig seiner erhabenen Bestimmung, ein blosses verächtliches Mordspiel, ein höchst gesetzloser Zustand, eine unwürdige Verirrung menschlicher Thatkraft. « Ueberhaupt aber (191) ist aller Streit um das Recht, oder um das Menschenglück und um den Nutzen sinnlos, wenn das Wesen aller dieser Ideen nicht in heiligen Zusammenhang gebracht wird. Das gesammte Volksleben, unter Siegen und Glücken aller Art, ist schal und nichtswürdig, das Regieren

VK. 55

(191) Pas de guillemets dans VK.

der Völker und ihrer Leidenschaften ein ganz hoffnungsloses Geschäft, die Sorge für die Völker, die Erziehung und Aufklärung derselben, ein Schöpfen der Danaiden in bodenlose Gefässe - ohne die Religion. Nirgends wird es deutlicher, als bei der ernsten Betrachtung des Krieges, dass es nothwendig ein religiöses Verhältniss zwischen den Staaten geben müsse, wie es ein religiöses Verhältniss unter den Menschen giebt. Kein anderer Weg führt zum Heil. Jedes politische Gleichgewicht, das auf andern als religiösen Grundvesten erbaut werden soll, ist aberwitzige Tollheit. Kein Völkerbund ist möglich ohne das ernste Streben der Staaten nach gottgefälligem Wandel. Die Volksmacht jedes bestimmten Staates bedarf daher zweierlei Schranken : zuerst die, welche aus der Nebenmacht oder Gegenfreiheit entstehen, und ferner die, welche er sich selbst giebt, indem er auf die Zukunft, auf die Zeit, auf das Wesen aller menschlichen Dinge, folglich auf ihren Stifter, auf Gott, Rücksicht nimmt.

VK. 56
A. 152

Wie demnach das Wort *bellum*, nach dem Zeugniß der Sprachforscher ursprünglich *duellum* hiess, so soll jeder wahre Krieg betrachtet werden als ein Völkerzweikampf, als ein grosses Ehren- und Gottesgericht, als eine erhabene offne Fehde im ritterlichen Sinne, wo im Angesichte des allwissenden Lenkers der Welt, dem jede insgeheim vollbrachte That, jede tiefverheelte Gesinnung unverborgten ist, und vor dem unpartheiischen Richterstuhle aller nachfolgenden Jahrhunderte, eine in göttlicher Uebereinkunft nicht auszugleichende Angelegenheit durch das von beiden Theilen freigewählte Loos des Waffenglücks entschieden werden soll. Es genügt daher zu einem wahren Kriege noch nicht die durch den vorliegenden Zweck gegebne rechtliche Befugniss,

noch auch die ihm vorangegangene nach herkömmlichen (192) Brauch geschehene Aufkündigung des Friedenszustandes, sondern alle einzelne Akte desselben sollen im Gefühl der grossen Angelegenheit, die verfochten wird, um der eignen persönlichen Familien- und Volksehre willen, in ächtem ritterlichen Sinne vollzogen werden, der lieber unterliegen als durch entehrende Mittel einen unwürdigen Sieg erfechten mag, der ihn vor Gott, vor der Nachwelt, vor dem unbefleckten Ruhme der Vorfahren, und vor seinem eignen Gewissen brandmarken müsste. Alle gesitteten Nationen haben Treu und Glauben gegen den Feind, Verschmähung meuchlings mordender Waffen und Vorkehrungen, Enthaltung aller nutzlosen oder unnöthigen Raub-, Mord- und Verheerungssucht, menschliche Behandlung der Schwachen, Unmündigen, Gefangenen und Ueberwundenen, Schonung alles Privateigenthums und Ehrfurcht für die volklichen Religions- und Kunstheiligthümer als Pflicht anerkannt und als solche ausgeübt. Mit Recht pflegt man den grösseren oder geringeren Grad der Gewissenhaftigkeit, mit dem diese Ehrenpflicht im Kriege beobachtet wird, als Maassstab für die Bildung und den sittlichen Werth der Völker anzunehmen, und das um so mehr, da nicht so wohl ein ausdrückliches Gesetz, als ganz eigentlich eine im Herkommen, in stillschweigender Uebereinkunft und dem eignen Ehr- und Religionsgefühle begründete Sitte die Richtschnur für diese Ausübung werden kann. Wie solche zarte Achtung der Menschenwürde mit jeglichem Heroismus und allem Ernste des Krieges vereinbar sei, davon liefern die so verschrieenen Zeiten des Faustrechts und die

VK. 57

A. 153

Kriege des Mittelalters, sowohl der Christen gegen die Christen, als gegen die Mauren und Sarazenen eine Fülle anschaulicher Beweise. Ja selbst im rohesten Vertilgungskriege der Barbaren erzeugt sich im Verfolg des Kampfes, sei es anfangs auch blos als Maxime der Klugheit, eine gewisse gemeinsame Norm, eine Beschränkung der Repressalien, mit einem Worte : eine unverbrüchliche Kriegssitte, von welcher abzuweichen eine jede Parthei für schimpflich und entehrend hält.-

Irgend etwas Gemeinschaftliches zwischen den kriegführenden Staaten, ist nothwendige Bedingung alles wahren Krieges. Sollen wir über einzelne Dinge mit einander streiten und Frieden schliessen können, so müssen wir ausser dem gemeinsamen Gegenstande des Streites durchaus noch über etwas Andres einig sein, nämlich über eine gemeinschaftliche Basis des Rechtes und des Glaubens. Denn die Verbindung im Recht nach der die Menschheit ohne Ende strebt, müssen alle einzelnen Völker wollen, in wie fern sie nur ihr eignes Dasein wollen und zu einiger Einsicht über die Möglichkeit der Dauer dieses Daseins gelangt sind. Und eben diese Verbindung im Recht ist es ja, in der und für die alle wahren Kriege geführt werden. Einen höhern, heiligern Charakter aber kann diese Verbindung im Rechte nur dadurch annehmen, dass sie in der Furcht Gottes und unter der unmittelbaren Garantie der Religion gestiftet und gefördert wird; und dies ist das Andre, wie gesagt, was uns Noth thut.

III

LA RIPOSTE DE RÜHLE A KANT

Telle qu'elle se présente sous sa forme définitive, l'*Apologie* revêt un aspect double. Elle veut être à la fois polémique et constructive. Elle entend liquider le vieux rêve de paix perpétuelle et réfuter les arguments dressés contre la légitimité de la guerre. Mais, du même coup, elle s'efforce de montrer les rapports de droit entre la politique et la guerre, elle tâche de définir strictement les limites de la guerre *véritable*. Cette seconde partie, qui ne figurait point dans *DM*, reste loin d'atteindre en ampleur et en poids la partie polémique, le triple procès que Rühle instruit contre la paix perpétuelle au nom des lois de la nature, de la raison et de la religion.

L'attaque est poussée contre tous les aspects du pacifisme, contre les philanthropes et les chrétiens, mais c'est Kant qui reçoit le choc principal. La première rédaction marque jusque dans son sous-titre que c'est à lui que Rühle en veut surtout. *VK* et *A* élargissent le débat du côté de la religion — ce que Kant s'était bien gardé de faire — mais en prenant soin de donner de la *Paix Perpétuelle* de très larges extraits ou pseudo-extraits, Rühle montre bien que l'attaque principale reste toujours dirigée contre l'ennemi majeur et le plus redoutable.

L'entreprise, à vrai dire, n'était point neuve. Mais elle ne manquait pas de hardiesse. Sans doute, F. Schlegel, dans son *Essai sur le Republicanisme*, avait-il déjà heurté assez rudement les principes établis par Kant. Cependant le chœur des approbations vibrat encore. Bien qu'en 1812 Rühle n'ait pas pour Fichte l'estime qu'il manifestera plus tard à l'auteur de *der Wahrhafte Krieg*, il ne peut tout à fait négliger l'adhésion sans réserve que Fichte apporta au traité de *la Paix Perpétuelle*. Et si les arguments du jacobin Görres et sa *Paix Universelle* n'avaient pas grand poids aux yeux de Rühle, du moins pouvait-il se souvenir que son ami Gentz, en louant les *Aphorismes du Droit* de W.-T. Krug, avait apporté à Kant une assez belle approbation et, comme lui, lancé sa malédiction à la guerre (193). Il est vrai que, depuis, l'Empire Français, Ulm, Austerlitz, Iéna, Wagram avaient changé bien des convictions. On sentait qu'une explication violente avec la France devenait nécessaire : il ne s'agissait que de trouver à la guerre qui approchait la justification qui la fît d'emblée accepter.

Néanmoins Rühle garde au cœur et affirme à plusieurs reprises son ambition de vaincre Kant sur le terrain même où il a porté le débat. La méthode qu'il emploie reste toutefois assez curieuse.

Il commence d'abord par réfuter toute une série d'arguments que Kant s'était bien gardé d'employer. Tout en sachant fort bien que Kant avait fixé à son argumentation des limites très strictes, Rühle livre d'abord une série d'escarmouches. Il tient, semble-t-il, à se faire la main sur les comparses, à impressionner favorablement

(193) *Historisches Journal*, 1800, décembre, pp. 711-751, article : *Ueber den ewigen Frieden*.

le lecteur, qui se laissera peut-être entraîner à croire que ces victoires liminaires ébranlent les positions de l'adversaire principal. Quand il s'agit de vaincre, toutes les armes sont bonnes en dépit des lois de la guerre *véritable*.

L'argument philanthropique cher à l'abbé de St-Pierre permet à Rühle quelques plaisanteries, à vrai dire un peu usées, contre ceux qui, par complexion naturelle, détestent la guerre. Il est toujours facile de tourner en dérision le pauvre Panurge qui, à notre humble avis, n'était point si sot de craindre « naturellement » les coups. On peut même regretter que Rühle, qui se pique d'être « un exécutant » et non un écrivain d'état-major, ou un théoricien en chambre, n'ait pas dédaigné par principe des invectives trop traditionnelles. L'instinct de paix n'est pas atteint très profondément quand on le traite de désir lâche, et quand la tentative de Kant n'est plus représentée que comme une bulle de savon, jouet de quelques fous ivres d'utopie. Rühle, l'officier de troupe, le véritable combattant ne célèbre pas comme il l'aurait pu ce souffle farouche et enivrant qui donne une âme vibrante à l'unité en campagne, décuple les peines et les joies et soulève les enthousiasmes les plus lents ; il ne dit pas un mot de l'âcre volupté de s'affirmer par la brutalité ou par la ruse, et de sentir triompher en soi les vieux instincts de la Bête humaine.

Un autre argument ne pouvait ébranler la démonstration de Kant. Non content de voir dans la paix perpétuelle une fausse doctrine — *eine Afterlehre* — qui ruinerait définitivement l'honneur et le bonheur des Etats, Rühle, pour mieux la dénigrer, démasque en elle l'espoir secret de la haute banque et de la grande industrie. Elle ne serait qu'un instrument d'asservissement propre à

nous livrer aux mains des puissances d'argent. Bien mieux : si on interdisait la guerre entre les Etats, le monde périrait du même mal que si on interdisait le duel entre particuliers, il s'enjuiverait (194). Rühle, dans son ardeur à convaincre, fait flèche de tout bois.

Son biographe, le major Gerwien, reconnaît que les sentiments religieux de Rühle restaient assez indéfinissables et échappaient à toute classification. Il semble bien n'avoir gardé de chrétien que quelques notions assez lâches et qui ne mettaient guère obstacle à ses fantaisies. Cependant, bien que Kant se soit interdit d'user de tels arguments, Rühle s'essaie, dès 1812, à réfuter la *Paix Perpétuelle* à l'aide des Ecritures. Quand, par la suite, son essai s'étoffera du côté de la discussion religieuse, il négligera délibérément — si tant est qu'il les ait connus — les traités de Suarez et de Vitoria. Peut-être avaient-ils, à ses yeux, le tort d'apercevoir en la guerre un pis-aller, une survivance barbare, ou dans l'Eglise une promesse de Monarchie Universelle. Pourtant il eût trouvé dans leurs œuvres de quoi étayer certaines de ses affirmations. Vitoria, dans ses *Relectiones*, tout en lançant le terme de *jus inter gentes* et en proclamant que les nations forment une *societas naturalis*, qui n'est dominée ni par le Pape ni par l'Empereur, admettait qu'en cas de conflit entre Etats, seul l'Etat lésé reste compétent pour poursuivre le coupable, et que le seul moyen de poursuite, c'est la guerre. De même Suarez, dans son *Tractatus de Legibus*, soutenait qu'entre les Etats on ne peut imaginer d'arbitre et que c'est aux parties elles-mêmes d'appliquer le droit selon la seule procédure possible, la guerre. Cette guer-

(194) Cf. *supra* A, 104, 105, et surtout 146.

re, qui respectera les lois chrétiennes de charité et de justice, est licite dès qu'elle est défensive. Bien mieux : offensive, elle n'est pas toujours un mal. Mais elle doit être déclarée par l'autorité compétente et respecter la morale. Pour ne pas enfreindre les préceptes chrétiens, il est recommandé par Suarez aux belligérants possibles de solliciter les conseils du père de la chrétienté, du Pape.

Rühle ignorait sans doute ces vieux auteurs. Sans quoi il n'eut point manqué d'aller y découper habilement quelques citations probantes. Il préfère aller, de son propre chef, fouiller les textes sacrés. Après 1813, il tient même tellement à cet argument religieux que, à VK et à A, il ajoute en appendice une consultation théologique où un de ses amis examine les conclusions des conciles sur la compatibilité de l'état militaire et de la foi chrétienne. Un texte de saint Ambroise qui légitime l'emploi de la force pour se défendre des brigands et des barbares — autrement dit de ceux qui n'ont rien de commun avec la chrétienté — lui semble confirmer la légitimité de la guerre entre chrétiens (195). Les arguments de Rühle rendent parfois un son étrange : Jésus « fréquenta des centurions et des soldats », donc la guerre et les gens de guerre ne sont pas condamnés (196). On frémit en songeant aux conclusions où mènerait l'argumentation de Rühle, si on modifiait la prémisse en constatant que le Christ se laissait approcher aussi par des pécheresses et des pharisiens. Rühle passe résolument sous silence le passage essentiel et si limpide du sermon sur la Montagne. La guerre que, selon Saint Matthieu, le Christ apporte au monde, c'est, pour lui, la

(195) A, 158.

(196) A, 137.

guerre entre Etats, et non cette bataille quotidienne que le chrétien doit mener contre les incrédulités, les tentations, les assauts du péché. Peu lui importe que son ami Müller ait franchement indiqué le sens traditionnel de ce lumineux passage (197) : Rühle tient à son contre-sens. Il n'hésite d'ailleurs pas à railler d'un « dit-on » ironique ceux qui osent prétendre que le Christ a placé l'amour du prochain en tête de ses commandements. Et lui qui peste contre les juifs et l'esprit juif, il joue fort dangereusement de l'Ancien Testament contre le Nouveau et, en s'armant du nom de Zebaoth, s'efforce de repousser la douceur évangélique (198). Rühle sent d'ailleurs fort bien que son petit jeu de citations pourrait l'entraîner fort loin, et qu'on pourrait lui jeter dans les jambes certains versets dont le sens est loin d'être ambigu. Aussi la démonstration s'arrête-t-elle assez brusquement.

L'argument principal pourrait d'ailleurs se formuler ainsi : la mission du christianisme fut de nous montrer tout objet sous un double aspect, et chacun de ces aspects reste aussi légitime que l'autre. En d'autres termes le christianisme confirme la vision antinomique d'un monde où rien n'existe sinon en concurrence avec le principe antagoniste, où toute force appelle du même coup une contre-force de signe inverse. Si le Christ a prêché la paix, ce n'est pas parce qu'elle possédait une supériorité sur la guerre, qu'elle se trouvait, dans l'échelle des valeurs morales, plus haut placée que la guerre, mais parce que l'Ancien Testament ne montrait en

(197) *Elemente der Staatskunst* (réédition Baxa, Iéna, 1922), II, 321. Le Christ a apporté en ce monde la guerre contre le péché et les faux Dieux. Il est vrai que sous cette rubrique, Adam Müller comprend la Paix perpétuelle.

(198) Cf. A, 134 ; A, 146.

Iahweh qu'un Dieu vengeur et jaloux. Il fallait donc que le Christ « ramenât à la surface un aspect de la vie dont on avait trop peu tenu compte ». Et s'il enseigne la douceur, ce n'est pas qu'elle soit le seul moyen de gagner le ciel : elle n'est que le second moyen. Et comme l'Ecriture nous enseigne le relativisme et à juger des choses « d'après leur contexte », Rühle n'hésite pas, fort dangereusement d'ailleurs, à conclure que de l'Ecriture on ne peut tirer que des préceptes relatifs (199).

Le courage, la souplesse de Rühle s'affirment au cours de cette tentative. Mais il faut bien le dire : cette démonstration en porte-à-faux laisse une impression pénible. On craindrait facilement que Rühle ait lui-même aperçu par où son argumentation fléchissait dangereusement.

*
**

Il faut bien qu'enfin Rühle s'attaque aux raisonnements de Kant. Il commence par annoncer sa prochaine victoire, adresse à l'adversaire un profond salut et se complaît, comme entrée en jeu, à dénombrer les points où il se trouve complètement d'accord avec lui.

Rühle rend hommage à la loi morale et aux impératifs de la raison ; il refuse qu'on prenne pour règle son bon plaisir, ou qu'on se laisse aller à un fatalisme paresseux ; « accomplir son devoir » lui apparaît comme la maxime suprême. Comme Kant, il refuse les révolutions accomplies au nom d'une formule *a priori* ; comme lui, il repousse ces guerres dynastiques qui font de l'Etat la chose du souverain ; de même il affirme l'isonomie

des Etats. En cela, Rühle suit d'ailleurs exactement Gentz et son article de 1800 (200).

Tout comme Kant, et aussi l'abbé de St-Pierre, Rühle dénonce la fragilité de ces traités de paix qui ne marquent qu'une trêve dans les hostilités ; comme Kant et Gentz, il refuse une Monarchie Universelle qui impose de force sa paix au monde. Comme Kant condamnant *bellum internecinum* et l'emploi d'armes déloyales, Rühle repousse hors de la *guerre véritable* les actes dont le souvenir empoisonnerait la paix future. Et à l'idéal de Kant, au *foedus pacificum* qui, sans autre obligation que le renoncement à la guerre, doit mener à la *civitas gentium*, Rühle répond par la vision lointaine d'une Europe chrétienne qui, sans bannir absolument la guerre, fera fleurir les bonheurs de la paix.

Dès que Rühle se sépare de Kant, il éprouve un déplorable besoin de le citer en l'éclaircissant et en reconstruisant sa pensée. Ce n'est point que le petit traité de la *Paix Perpétuelle* soit d'une lecture facile — certaines pages constituent un véritable casse-tête — mais du moins l'idée qui l'inspire reste d'une luminosité éclatante. On peut se demander si, en recomposant un Kant à son usage, Rühle, pour mieux s'assurer la victoire, n'en a pas quelque peu altéré la véritable figure.

Les remaniements sont abondants. A force de couper et d'amalgamer, Rühle fait parfois cheminer la pensée de Kant à l'inverse de sa marche réelle, tant et si bien qu'il se sent obligé de s'excuser des libertés qu'il prend avec son texte (201). A force de vouloir remettre de l'or-

(200) Cf. *Zum ew. Frieden*, Anhang 1, *Prélim.* II ; *Erster Zusatz*, § 2. *Historisches Journal*, 1800, décembre, pp. 721, 723, 725.

(201) Cf. A, 114. La comparaison du texte cité par Rühle et du texte de Kant (*Zum ewigen Frieden*, édition August Messer, Stuttgart, 1924) donne les résultats suivants :

dre et de la clarté mathématique dans la *Paix Perpétuelle*, il en arrive à passer sous silence des idées où Kant mettait cependant un accent.

Non seulement Rühle se donne l'illusion d'une facile victoire en réfutant cet argument philanthropique que Kant au début du *III^e Article définitif* déclarait encore négligeable, mais il laisserait croire que, pour Kant, la paix perpétuelle peut s'installer dans le monde « par le miracle d'une nuit », alors que Kant déclare exactement le contraire. Il omet également de reconnaître que Kant ne nourrit pas de préventions contre la guerre et qu'il admet même que parfois, bien qu'elle tue plus de bons que de mauvais, elle puisse exercer une action bienfaisante. Kant va même jusqu'à lui accorder « une dignité interne » (202).

Ce qui est plus grave, c'est que Rühle prête à Kant des propos qu'il n'a point tenus. Sans doute Kant reconnaît qu'un Etat unique, groupant toutes les nations, un *Völkerstaat*, par l'effet de sa grandeur même se scinderait fatalement en plusieurs Etats particuliers. La guerre, alors, ne manquerait pas de réapparaître. Mais Kant garde comme idéal une fédération d'Etats et il se garde bien d'affirmer que la paix perpétuelle est une idée impossible à réaliser. S'il ne se dissimule pas un seul instant les difficultés de la tâche, s'il déclare même qu'il faudra employer la coercition pour vaincre les récalci-

La première citation de A, 107, est recomposée entièrement par Rühle.

La deuxième de A, 107, reproduit avec de fortes variantes Messer, 37.

A, 108, allie des fragments de Messer, 60, 59, 57, 56, 52, 41.

A, 108, allie des fragments de Messer, 60, 59, 57, 56, 52, 41.

A, 109, amalgame des citations de Messer, 60, 59, 57, 56, 52, 41.

A, 110, donne la fin de Messer, 37, puis des extraits de 60, 63, 77.

A, 111, reproduit assez bien la fin de Messer, 77.

(202) *Zum ew. Frieden* (Messer), 56, 52.

trants, les mauvais — *pereat mundus, fiat justitia* — Kant affirme avec force que le problème de la paix perpétuelle est et reste toujours soluble. La paix est un devoir moral ; la raison pratique ne peut pas placer notre devoir hors des limites de nos capacités. Des démons eux-mêmes, pour peu qu'ils fussent doués de raison, seraient obligés de vivre en société et en paix.

*
**

Kant avait bien spécifié que le problème de la paix perpétuelle ne relève pas du domaine de ce qu'il appelle l'*Empirie*. Il ne veut pas tenir le moindre compte des contingences historiques. L'*Appendice I* est formel. On a jusqu'ici attaqué la paix perpétuelle en faisant d'elle un *problème technique* qui entassait des difficultés matérielles quasi impossibles à résoudre. La politique empirique n'a rien à voir en ce domaine. Car la paix perpétuelle n'est pas un bien physique, mais un état qui résulte de la reconnaissance et de l'acceptation d'un devoir. Il refuse même tout compromis entre morale et politique, toute cote mal taillée, tout droit bâtarde établi sur des convenances de fait ou les commodités d'un pragmatisme. Kant peut concevoir un politicien qui se plie aux exigences de la morale ; mais non un moraliste qui se forge une doctrine selon les exigences du moment. La paix perpétuelle est un problème moral, et un problème qui ne souffre pas, comme solution, des demi-mesures : *pereat mundus, fiat justitia*.

La Paix Perpétuelle nous est dictée par un impératif moral, par la plus haute instance de la raison. Elle relève de la maxime suprême : « agis toujours de telle manière que la maxime de ton action puisse et doive

être érigée en loi générale ». Kant insiste fortement sur l'idée que la paix perpétuelle est une exigence morale. Le droit des peuples ne peut être fabriqué par des ministres qui, par ailleurs, se chargent d'accumuler dans les traités le plus possible de matières dangereuses et exploitables. Kant déclare tout net, dans l'*Appendice I* : « Désirez premièrement le royaume de la raison pratique et sa justice, et la paix perpétuelle vous sera donnée comme par surcroît » Il ne propose d'ailleurs pas une Société des Nations concrète, mais fixe un devoir. Que le but proposé soit lointain, et difficile à atteindre, peu importe ; l'insuccès de celui qui voudrait y arriver ne prouve pas que ce but soit situé dans les limites de l'absurde. Ce qui est absurde — *ungereimt* — c'est de déclarer qu'on ne peut atteindre une exigence de raison. Les exigences de notre Devoir n'excèdent jamais nos capacités : *ultra posse nemo obligatur*.

Le problème de la paix perpétuelle a donc un caractère strictement moral. Fichte l'a bien vu, qui en 1796 note : « nicht nur ein schöner Traum, sondern eine *notwendige Vernunftidee*, deren Verwirklichung *schlechthin* gefordert sei ». Görres également voit dans la paix universelle un idéal que Kant mit « définitivement à l'abri des objections étiquées que pouvaient lui adresser de pusillanimes empiristes » (203). De son côté, W. T. Krug, dans ses *Aphorismen über die Philosophie des Rechtes*, insiste sur le fait que Paix perpétuelle et Société des Nations constituent des exigences de raison. La formule : « il ne doit plus y avoir de guerre » prend exactement les résonances et le caractère obligatoire d'une loi morale. Gentz lui-même, si loin qu'il soit de

(203) *Ausgew. Werke u. Briefe* (Schellberg), Kempton, 1911, 2 vol., I, 8.

Rousseau, approuve Krug et confirme les termes qu'il emploie (204).

Un argument d'ordre empirique et tiré de l'histoire risquerait donc, *a priori*, de manquer son but. Rühle, néanmoins, préoccupé d'utiliser tout l'arsenal dont il dispose, se sert d'une arme hasardeuse. Kant vient d'ailleurs de laisser paraître un point mal défendu. Il admet en effet que le recours à la violence, indigne d'un civilisé quand il s'agit de régler un conflit, ait été le seul moyen légitime de faire valoir son droit « lors de l'état de nature ».

Rühle bondit sur l'occasion qui s'offre. Il prétend ruiner l'argumentation morale de Kant en opposant que si ce recours à la violence était légitime « lors de l'état de nature », il reste valable aujourd'hui encore, car il nous est impossible de déterminer quand l'état de nature a pris fin. Bien mieux, refusant un état de civilisation qui, comme chez Rousseau, s'opposerait absolument à un état primitif, il s'amuse à prouver qu'on peut bien, dans l'histoire des sociétés humaines, distinguer trois stades successifs mais que, tout successifs qu'ils soient, ils coexistent cependant.

Dès que le premier couple exista, du même coup, le Droit et l'Etat naquirent. La continuité de l'Etat s'établit depuis nos premiers parents jusqu'à la consommation des siècles. Il n'y a donc pas eu d'état de nature au sens où le voulait le XVIII^e siècle. Toutefois Rühle concède qu'on puisse distinguer trois âges : d'abord l'individu prend possession de la nature morte qui l'entoure ; puis les volontés individuelles se trouvent limitées par la formation de grands corps organisés, où elles s'inscri-

(204) *Historisches Journal*, 1800, 713, 751.

vent ; enfin ces corporations s'unissent à deux ou plus, et leurs forces s'inscrivent à leur tour dans un ensemble plus grand. Rühle veut bien que l'âge n° 1 ressemble assez à l'état de nature ; mais aussitôt il affirme que l'âge n° 3 fut atteint dès que la première famille fut assez nombreuse pour pouvoir se scinder en plusieurs groupes. Il précise bien que ces trois âges sont concomitants. « Il n'y a pas d'état de nature sans état social ». On peut aussi bien dire : pas d'état social sans état de nature. En conséquence, puisque l'état de nature dure encore, Kant a tort de nous refuser, comme prescrit, un droit qu'il accordait à l'état de nature. Il s'ensuit que la guerre est présentement tout aussi légitime qu'aux aurores de l'humanité. Même dans l'Avent où nous avons conscience de vivre, la prescription ne saurait jouer contre elle. Le droit d'user de la force pour faire valoir son droit n'est pas rayé du nombre des droits légitimes.

L'Etat fut, nous dit Rühle, dès qu'Adam se réveilla de son sommeil, après la naissance d'Eve, et le droit naquit de leur première querelle conjugale. Il semble que le Droit et l'Etat dérivent de la famille. Toutefois Rühle nous fait assister (205) à la naissance d'autres groupes. La nécessité de se défendre, des commodités plus grandes pour vaincre ou pour construire rassemblèrent ces *verbündete Haufen*, associations d'abord temporaires, qui se transformèrent bientôt en alliances solides et constantes. Le *Bund* était né. Et à l'intérieur de ces groupements, la première loi dont on convenait était de renoncer à toute discorde sanglante. Où se trouve, dans ces conditions, la limite du groupe pacifié ?

Pourquoi ne dépasserait-il pas l'organisme que nous appelons Etat ? De plus, le statut qui régnait avant tout renoncement aux querelles sanglantes ne peut-il être considéré comme cet état de nature auquel Kant faisait allusion, et qui, en l'absence de toute juridiction, autorisait le recours à la force ? Autant de questions qui échappent à Rühle, ou qu'il fait semblant de ne pas apercevoir. Trop heureux d'avoir pu découvrir dans le raisonnement de Kant un prétendu point faible, il se dépense en objections qui ne portent guère et ne se retourneraient que trop facilement contre lui-même.

Il lui faut bien, à la fin, tourner sa critique contre l'im-pératif Kantien qui met la guerre hors la loi : *es soll kein Krieg sein*. Là encore il va se servir, au départ, d'une arme que lui fournira Kant lui-même. Celui-ci déclare en effet que tout droit comporte, pour qui jouit de ce droit, l'autorisation de le faire respecter « au besoin par la force ». Mais Kant songe à un droit reconnu après arbitrage d'un tiers, non point au droit que, de son propre chef, l'une des parties s'arroe, et il n'admet la guerre que comme un pis-aller, une triste survivance, tant que les nations n'auront pas constitué entre elles la cour de justice qui règlera leurs différends. La guerre est, à ses yeux, si bien hors la loi que même des démons, pourvu qu'ils fussent doués de raison, ne pourraient vivre en perpétuel conflit et ne manqueraient ni de se constituer en Etat, ni d'inscrire la paix parmi les obligations de leur Etat. L'acceptation de la guerre comme un pis-aller ne peut donc passer pour une reconnaissance honteuse et voilée de sa légitimité.

Même une guerre punitive doit être considérée comme une cessation du droit. De même l'autorisation, accordée par Saint Ambroise, d'employer la force contre les bri-

gands et les barbares, contre ceux pour qui le nom de chrétien reste vide de sens, ne saurait signifier que la guerre est reconnue par l'évêque de Milan comme une institution chrétienne, et considérée par le christianisme comme une entreprise légitime. Si habile que se montre Rühle quand il exploite les deux thèmes de la guerre pis-aller ou de la pseudo-reconnaissance ambrosienne, il n'arrive pas à infirmer l'axiome central de Kant : la guerre est une cessation du droit. Il n'arrive pas davantage à effacer le vigoureux commentaire que Krug, qui avait d'ailleurs connu Kant à Königsberg, donnait de cet axiome, aux applaudissements de Gentz : la condamnation définitive de la guerre provient de ce qu'elle livre au hasard et à l'arbitraire le droit, qui est sacré (206).

Aussi bien Rühle, qui sent que les arguments tirés de Kant contre Kant ne portent que très peu, essaie-t-il de vaincre la formule kantienne en lui opposant deux affirmations inverses qu'il tâchera d'illustrer d'un semblant de démonstration. Pour Rühle, la guerre n'est pas hors la loi. Bien mieux : sans la guerre il n'est pas de droit possible ; la guerre est génératrice du droit.

La guerre n'est pas hors la loi. Puisque tout droit comporte l'autorisation de le faire respecter, au besoin par la force, on ne peut légitimement refuser aux Etats d'employer la force pour faire respecter leur droit. Il n'est pas non plus interdit de se servir de moyens violents pour affirmer, acquérir ou élargir ses droits. Affirmation et maintien du droit entraînent donc pour l'Etat l'inéluctable nécessité de se battre : la guerre n'est plus hors la loi ; elle ne constitue plus une cessation du droit ; elle est de droit.

Objecterait-on que le droit cesse d'être, dès que la partie s'arroe les prérogatives du juge, ou encore que cet Etat où les citoyens assureraient, personnellement et par des voies de force, le respect de leurs droits cesserait précisément de mériter le nom d'Etat, Rühle n'en ressentirait pas la moindre inquiétude. Il ajoute deux ironiques points d'exclamation à une affirmation essentielle de Kant, à l'une des plus fécondes et des plus solides de tout le traité. Les régimes républicains, dit Kant, inclinent obligatoirement vers la paix perpétuelle : d'une part, le citoyen y est consulté avant toute décision gouvernementale ; d'autre part, la séparation des pouvoirs, plus particulièrement du législatif et de l'exécutif, — séparation qui constitue la marque distinctive des régimes républicains — met obstacle à ces décisions brusquées dont la justice souffre fatalement. Rühle agit comme si Kant confondait république et démocratie, ou comme s'il déclarait que la Convention et le Comité de Salut Public avaient pratiqué une politique pacifique.

Mais plus grave apparaît la déclaration qui suit. Peu importe à Rühle que le droit soit prononcé par un arbitre ou que ce soient les parties elles-mêmes qui le proclament : sa valeur n'en est pas altérée. Bien mieux, le fait de choisir à l'avance un arbitre, de vouloir à toute force engager l'affaire dans des voies de procédure empêcherait le droit de se manifester et d'agir. La procédure ne permet pas cette soumission libre et volontaire qui, selon Rühle, est l'obligatoire conclusion de tout conflit sanglant (207). Les conséquences d'un tel principe apparaissent extrêmement graves : entre Etats, il n'est plus d'arbitrage possible. Tout en maintenant un *Höhe-*

res Drittes qui humanisera la guerre, c'est aux parties qu'il revient de faire valoir leur droit. Le duel, la guerre sont désormais comparables à ces états d'extase où, à travers le voile du réel, on voit briller les vérités éternelles. La nation qui part en guerre prend l'allure d'une communauté inspirée.

Rühle semble estimer beaucoup moins ce statut organique où le droit se complète de moyens de contrainte pour amener le récalcitrant à plier que cette absence d'organisation où la force décide de ce qui va être le droit. La raison, déclare-t-il, préfère encore la guerre à l'abandon du droit. Cette formule spécieuse déguise faussement la nature du pacte que Kant appelait *fœdus pacificum*. Kant, avec force et non sans ironie, reprochait aux peuples, dans le *II^e article définitif* leur absurdité foncière qui les empêche de sortir de leur isolement hostile et de se constituer en *civitas gentium*. Ils se figurent, disent-ils, que contracter avec le voisin le moindre système d'obligations et d'arbitrage les priverait de la part essentielle de leur souveraineté. Rühle va plus loin : de telles stipulations consommeraient la ruine définitive du droit.

Là nous touchons le fond du débat. C'est dans leur conception du droit que Kant et Rühle divergent d'une manière irrémédiable. Pour Kant, le droit découle de l'impératif catégorique, il exprime la loi morale « inscrite au cœur de l'homme » par Dieu lui-même. D'origine transcendante, le droit est donc immuable. Kant le répète avec force : il est ce Dieu-Terme où vient se briser la foudre même de Jupiter. Pour Rühle, au contraire, le droit n'est pas éternel ; contingent, lié à des origines historiques, né de l'empirisme et non de l'*a priori*, il varie selon les besoins de la communauté natio-

nale et selon les lois de son expansion. Né de la première querelle d'Adam et d'Eve, il ne revêtira son aspect de perfection qu'au moment où le genre humain atteindra lui-même sa perfection propre, au moment où Dieu jugera sans doute que l'expérience a assez duré et fera retentir les trompettes finales. Au droit extérieur, révélé, *a priori*, qui ne connaît ni distinction de temps ou de lieu ni différence de nationalité, se substitue un droit purement positif, mouvant, destiné à ne jamais se fixer et s'immobiliser, sous peine de périr. Au lieu de s'imposer comme arbitre des conflits, le droit vivant de Rühle le appelle et les sollicite pour pouvoir se développer.

De là procède le jugement que Rühle porte sur la guerre. Génératrice du droit, elle ne peut qu'être juste et bonne et se parer de toutes les vertus. Il arrive même que Rühle lui décerne des louanges assez surprenantes : elle est bonne, car tout acte de guerre aboutit nécessairement à un acte de paix. Bien mieux, l'occasion de travailler à la paix ne s'offre que dans et par la guerre. Nous n'en sommes point si sûrs. Rühle d'ailleurs introduit dans son argumentation des concessions qui la ruinent quand il nous déclare que tout conflit, *que ce soit par la lutte violente, ou sans y recourir*, engendre toujours un droit nouveau (208). Si la lutte violente n'est pas nécessaire — et Rühle lui-même concède que les ruines accumulées par la guerre dépassent le plus souvent les avantages qui naissent d'elle — pourquoi faire dégénérer en conflit armé la concurrence pacifique ?

Rühle est, en cet instant, possédé par une idée à la-

quelle il tient comme à la prunelle de ses yeux. Pas de droit possible sans conflit. Là encore, Kant va lui fournir le point de départ de sa démonstration. La terre, constate Kant, est ronde et n'offre à l'expansion des peuples qu'une surface limitée. Ils ne peuvent ni s'étendre à l'infini, ni s'isoler. Il faut donc bien qu'ils arrivent à se supporter, et c'est de leur gêne mutuelle que naît le droit des gens. De même, le régime républicain constitue le régime juridique idéal parce qu'il repose sur l'opposition constamment entretenue du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Kant semble donc accorder à Rühle que de la concurrence naît le droit. Mais Rühle va plus loin. Il laisse entendre, et répétera plus tard (209) que les conflits sont comparables à une grossesse. A la fin, le droit ne peut manquer de naître. Et il pose gaillardement l'égalité : la guerre n'est autre chose qu'une grossesse. Nous saisissons là un procédé caractéristique de son raisonnement : il assimile absolument concurrence et conflit armé. Alors que Kant distingue bien l'opposition d'intérêts, la concurrence pacifique et le principe malin qui ensanglante les querelles et qu'il faut absolument extirper, Rühle admet indifféremment que tous les conflits sont de même nature, qu'il s'agisse de l'opposition logique et mathématique du positif et du négatif ou des violences de la guerre. Cette opposition constante du positif et du négatif que Kant lui-même tenait à introduire dans la philosophie et où il apercevait une source de méditations profondes, Rühle va lui assimiler la violence en armes et la parer des mêmes fécondités. Légitime, belle, elle jouira des mêmes droits à l'existence que la paix elle-même. Aux yeux de la morale,

(209) *Studien über die Angelegenheiten der Presse*, II, 19,

elles arrivent toutes deux exactement au même niveau. Mieux : elles ne peuvent se passer l'une de l'autre. La guerre « à l'état absolu » mènerait le monde à une ruine inévitable, si la paix ne venait corriger cet excès. De même si la guerre n'intervenait pas, la paix exaltée, « absolutisée » comme seul statut légal possible entre les nations écraserait bientôt le monde comme sous une chape de plomb, le laisserait s'endormir dans « un repos de minéral ».

Là nous touchons le motif profond de l'argumentation de Rühle. A l'impératif kantien qui déshonore la guerre, il oppose la vision d'un monde constitué selon un schéma dualiste et qui ne vit que du conflit des principes opposés. On ne peut penser la paix sans aussitôt évoquer la guerre et inversement. Guerre et paix composent une antinomie dont il est impossible d'abolir un terme sans du même coup tuer l'autre. Cette impossibilité est d'ordre à la fois logique et métaphysique. Rühle reprend d'ailleurs là un thème qui vibre intensément à travers le romantisme. Kant voulait introduire en philosophie la notion de valeur négative. Frédéric Schlegel, dans son *Essai sur le Republicanisme*, établissait qu'à toute *négation*, autrement dit à toute quantité affectée du signe —, correspondait obligatoirement une grandeur de même ordre mais de signe +. A son tour, Adam Müller, que Rühle avait assidûment fréquenté, avait écrit, comme première œuvre une théorie des couples antinomiques.

Le monde ne peut se résoudre qu'en couples antinomiques et la pensée de l'homme reflète la loi fondamentale selon laquelle le cosmos s'organise. Chaque élément du monde, chaque principe de notre pensée appelle donc infailliblement un élément de signe inverse, dont il

est impossible de le séparer sous peine de rompre l'harmonie du tout, de ruiner l'équilibre, bref, de commettre le péché des péchés. Si l'on peut s'élever au plan supérieur, au *Tiers Terme Supérieur*, les deux termes antagonistes s'ordonneront en un système vivant, auquel leur lutte donnera sa pulsation. Distinguer sans séparer, unir sans confondre, telle est la formule, de valeur quasi magique, que le premier romantisme emprunte à Goethe et répète inlassablement.

Dès lors, guerre et paix forment couple. L'un des termes est impossible à penser si, du même coup, on se refuse à penser l'autre. Ils jouissent tous deux de la même légitimité, de la même valeur morale. Il est dès lors inutile de s'astreindre à ce choix qu'imposaient Kant et son impératif catégorique. On aboutit donc, au lieu de cette loi morale édictant de rudes contraintes, exigeant de l'homme une lutte contre soi-même, un renoncement, une purification, à une quiétude contemplative où tout ce qui existe, du seul fait d'exister, se pare d'une beauté morale. Une seule nécessité s'impose : s'élever jusqu'au royaume des Idées, autrement dit jusqu'à ce *Tiers Terme* où les antinomies se résolvent en harmonies. A de telles hauteurs, il n'y a plus ni bien ni mal. La création, sous toutes ses apparences, reste foncièrement bonne. La chute, le péché disparaissent. Dieu se manifeste également dans toutes les créatures et dans tous les actes des hommes.

Rühle se laisse prendre à cette ivresse cosmique et se laisse bercer par un fatalisme assez lâche. On s'est battu, on se battra donc toujours. Puisqu'il ne faut pas arracher notre œil s'il nous scandalise, pourquoi vouloir, à toute force, extirper la guerre ? Si la paix perpétuelle n'a pas déjà été victorieusement établie, c'est

qu'elle ne le sera jamais, et ne peut jamais l'être. Une inébranlable *volonté de la Nature* en a décidé ainsi. Et une destinée inéluctable guide, sans que nous puissions rien modifier, la marche de notre race (250).

L'homme est double. Il appartient au ciel et à la terre. Les instincts vont chez lui nécessairement par couple, posséder et acquérir par exemple. A l'instinct de possession, instinct éminemment pacifique, correspond fatalement l'instinct d'acquisition, instinct violent, mais non moins légitime. C'est sur ces deux instincts fondamentaux que repose le droit. Et la légitimation de la guerre se calque exactement sur la vision antinomique du monde, va chercher en elle sa force et son appui. L'*Apologie*, telle que la donnait *DM*, s'ouvre en posant la nécessité de rechercher l'*Idée* de la guerre, et de nous élever jusqu'à l'*Art* de la guerre. Elle se clôt sur cette affirmation imprégnée de philosophie *antinomique*, que la raison ne peut, à propos de la guerre, donner aucun impératif catégorique. Elle ne peut pas plus condamner la guerre qu'elle ne peut condamner la paix. Tout au plus subsiste un impératif hypothétique : guerre et paix se conditionnent et s'appellent mutuellement. Du choc constant de leurs forces antagonistes, de la victoire alternée, et sans cesse remise en jeu, de l'instinct de possession ou de l'instinct de conquête, naît un droit toujours en devenir, mais bien vivant.

Cet univers organisé en antinomies hiérarchisées est une vision de poète. Il se sent plus qu'on ne le démontre. Chez Rühle, les conclusions de Kant cèdent devant la vision. Mais du fait qu'elle s'impose à Rühle, il ne s'ensuit pas qu'elle attaque victorieusement la substance de

la démonstration kantienne. Une vision avec un peu d'histoire autour, juste de quoi donner l'illusion d'une démonstration, voilà ce que nous offre Rühle. On pourrait à bon droit lui adresser le reproche de Frédéric Schlegel à leur ami Müller : vous n'êtes qu'un réaliste de mauvais aloi.

La méthode de Rühle laisse apparaître toutes ses faiblesses dès qu'on la compare aux apologies de la guerre que tentèrent après lui Fichte, dans son *Wahrhafter Krieg*, ou Joseph de Maistre.

La logique dure, on dirait volontiers fanatique d'un Maistre ne saurait s'accommoder d'aucun laxisme. La guerre est et restera. Elle perpétue dans le monde l'héritage de Caïn. Héritage détestable, mais que nous ne pouvons répudier, pas plus qu'il ne nous est loisible d'effacer le souvenir du premier meurtre. Dans l'économie du monde, la guerre joue son rôle. Elle aide à l'expiation. Car seul le sang des justes peut apaiser la colère du Dieu de justice. Si révoltante qu'elle puisse paraître, cette thèse reste du moins d'une impeccable logique. Sans rien effacer de l'instinct de paix et de justice, sans rien abolir des lumineuses exigences de la morale et de la raison, elle constitue comme un hymne d'un sombre pessimisme, l'acceptation voulue et raisonnée de la malédiction lancée par le Créateur contre une race déchue, mais qui dans sa déchéance, garde fièrement conscience de son élection et des espoirs qui reposent sur elle.

Fichte, sur plus d'un point, adopte les mêmes conclusions pratiques que Rühle. Lui, l'ancien prophète de l'*Etat Fermé*, il réclame l'isonomie et la pluralité des Etats. Il refuse toute guerre dynastique. La vraie guerre (*Der eigentliche Krieg*) est menée par le peuple entier.

Mieux : le peuple a le droit d'abandonner le monarque qui n'a pas conscience de sa mission. Fichte refuse le recrutement indirect, la possibilité d'envoyer un remplaçant servir à la place d'un citoyen aisé ; il exige que les charges militaires soient également réparties sur tous ceux qui sont en mesure de les supporter (211). Du moins il accroche sa démonstration à l'idée de liberté et à cet impératif inéluctable qu'il faut maintenir et accomplir sa liberté, car elle est « la racine de toute véritable existence ». On retrouve partout cet accent tendu si caractéristique de Fichte dès qu'il aborde les problèmes moraux : l'appel est constant à l'effort, à la purification, au sacrifice. Le devoir moral est absolument infini. Notre vie doit tendre vers des buts éternels ; elle ne saurait constituer la fin suprême ; elle n'est que moyen, et n'a de valeur qu'en tant qu'elle reste libre. « La mort est préférable, et de beaucoup, à la privation de la liberté » (212). Notre vie n'atteint son maximum, sa plénitude que dans cette forme de communauté politique que Fichte appelle *Staat*, ou encore mieux *Reich*. Fichte repousse toute contemplation paresseuse, toute attente inactive. « Il n'existe pas de loi naturelle, ou de conjonction physique des choses, en vertu de laquelle le bien pourrait nous échoir de lui-même ». Dieu n'est pas simplement une force diffuse dans la nature. Il nous a mis au cœur la loi morale et c'est au nom de cette loi morale que nous devons réaliser notre liberté, devenir autant de *Reiche der Freiheit*. Et c'est précisément parce que Napoléon a brisé l'effort des Français pour conquérir cette liberté, parce qu'il a fait dévier et qu'il a adul-

(211) *Der Wahrhafte Krieg* (édition Karl Konstantin Loewenstein, Berlin, 1915, petit 8°, VIII-40 pp.), pp. 19, 22.

(212) *Der wahrhafte Krieg*, 19.

téré leurs premières conquêtes — *er hat die Nation um ihre Freiheit betrogen* — que la guerre contre la France napoléonienne est juste et sainte.

Cette guerre ne souffrira aucune compromission. Fichte ne peut supporter l'idée, noblement défendue par Rühle, mais étrange quant au fond, d'une guerre « totale mais avec des restrictions », qui engage tout le peuple, exige de lui les sacrifices les plus grands, mais reste imprégnée de préoccupations pacifiques. Pas de paix, réplique Fichte, pas de compromis de la part des citoyens isolés. L'enjeu de la lutte est trop grand pour souffrir un partage. La liberté est, ou bien elle n'est plus.

Pas de calculs fondés sur la paix à venir (213). Apre et vengeresse, la guerre selon Fichte s'élève avec une autre vigueur que la guerre *antinomique* selon Rühle.

L'essai de Rühle ne possède pas l'ardeur logique et presque fanatique de *Der Wahrhafte Krieg* ou des *Soirées de St-Petersbourg*. La vision l'emporte sur la démonstration et l'étouffe. Au lieu d'ancrer vigoureusement la chaîne de ses déductions à un postulat moral, notion de péché, ou nécessité de réaliser sa liberté, et alors même qu'il vient, dans ses premières pages, de s'incliner devant les impératifs de raison, Rühle ne fait qu'ordonner les relations entre Etats selon le schéma, qu'il porte en lui, d'un monde qui se résout en antinomies et ne vit que de leur choc.

A la place d'une maxime exigeante certes, mais qui purifie l'action de tout motif égoïste et bas, Rühle, tout en célébrant les beautés du devoir moral, nous permet de vivre sans choisir et sans prendre parti. Cette vision du monde qui permet d'accepter tout ce qui est, simple-

(213) *Der wahrhafte Krieg*, 20.

ment en raison de cette existence, se révèle capable de recouvrir d'un voile généreux les pires égoïsmes et les pires violences. La raison ne peut à la fois admettre oui et non. Rühle ne veut ni ne sait se décider. Que sa vision contemplative ait des charmes, nous l'accordons. Mais, vision contemplative, elle ne saurait entamer la substance de la démonstration kantienne.

IV

LES SOURCES DE LA PENSÉE DE RÜHLE

Treitschke ne laisse passer aucune occasion de vanter l'esprit et la culture de Rühle, de célébrer ses talents et de souligner le rôle qu'il put jouer dans le relèvement national et les guerres de libération (214). A propos de *Vom Kriege* il déclare : « Cet opusculé, lourd de teneur spirituelle, nous apparaît, maintenant que nous disposons d'un recul suffisant, comme le *programme scientifique* de la constitution militaire de l'Allemagne moderne. Il réfute la doctrine kantienne de la paix perpétuelle et ruine, en particulier, la base sur laquelle elle repose, la fiction d'un état de nature. Rühle emploie les arguments que, par ses théories politiques et juridiques, l'Ecole historique commençait à répandre parmi les meilleurs esprits d'Allemagne et qui, dès lors, tombaient dans le domaine public ».

Il n'est pas douteux qu'en 1812 une des idées essentielles de Rühle était tombée dans le domaine public. Nombreux sont en effet ceux qui professent qu'une paix *absolue*, celle qu'imposerait une monarchie universelle, mènerait le monde tout droit à sa ruine. Presqu'en même temps que Rühle rédigeait *Vom Kriege*, Arndt, par exemple, jetait sur le papier ses *Fantasien für ein künftiges*

(214) *Deutsche Geschichte im XIX. Jhdt*, I, 466, 487, 488.

Deutschland, qui paraîtront également à Francfort la même année que *Vom Kriege*. Arndt y met dans la bouche de Dieu cette parole typique : « Leur paix (celle que les Français imposent à l'Europe) n'est que mort et pourriture, ma guerre est vie et mouvement » (215). Arndt côtoie donc d'assez près l'idée essentielle de l'*Apologie* que seuls le choc, la lutte, la guerre des principes opposés peuvent engendrer la vie. Et Kant, repoussant la paix imposée par une monarchie universelle, la déclarait semblable à la paix du tombeau.

La même idée pourrait se retrouver bien avant 1812 chez Fessler, qui pourtant ne semble guère emboîter le pas à certain romantisme organiciste. Lui aussi déclare que la paix perpétuelle équivaut à la mort éternelle de tous les Etats et de tous les groupements d'Etats. Fessler exprime également une idée chère à Rühle en déclarant que faire la guerre est intolérable, impossible même à qui n'a pas l'esprit religieux. Idée assez curieuse chez ce jésuite défroqué qui, par la maçonnerie, ira au protestantisme, s'y acclimatera assez mal, et restera difficile à classer, du point de vue religieux, sinon parmi les aberrants. Un chef d'armée irrégulier provoque chez Fessler le même sentiment de répulsion qu'un athée qui tiendrait absolument à célébrer la messe (216).

Treitschke voudrait aussi, sous la formule chère à Rühle : nationaliser l'armée et militariser le peuple, retrouver une inspiration venue de Scharnhorst. Il est possible, mais il n'est pas démontré qu'il ait voulu ramasser dans cette formule la substance de l'enseignement qu'il avait reçu à l'*Akademie für Offiziere*.

(215) Cf. ARNDT, *Staat und Vaterland* (morceaux choisis par Müsebeck, Munich, (*Drei Masken*), 1921, 8°, LXXXVI-175 pp.), p. 6.

(216) FESSLER, *Bonaventuras mystische Nächte* (Berlin, 1807, in-16, VIII-568 pp.), pp. 359, 364.

Selon Treitschke, l'Ecole historique serait à l'origine de l'*Apologie*. Si dans cette école historique on veut comprendre tous ceux qui, contre le Droit *a priori*, universel et immuable, dressèrent ce que Kant appellerait un droit empirique, à condition qu'une telle alliance de mots ne constituât pas un pur non-sens, il faudrait faire débiter cette école avec Herder, et elle aurait, maintenant encore, quelques représentants d'assez belle envergure. Treitschke, sous sa formule, aurait donc déguisé une énorme banalité : Rühle était de son temps.

Il semble bien que le terme d'école historique désigne un groupe plus restreint. Certains esprits, que Treitschke juge faux, Hegel, par exemple, ne sauraient y trouver place. Mais si l'on prend le terme dans son sens strict, on se heurte à d'autres difficultés. Il ne semble pas que Rühle ait, avant 1812, connu Savigny. Tout au plus aurait-il pu entendre parler de lui par son ami Adam Müller qui, en 1811, rencontra Savigny à la *Christlich Deutsche Tischgesellschaft*. Sans réussir d'ailleurs à lever certaines préventions que Savigny gardait contre lui et qui dataient de loin (217). De plus, il faut attendre 1814 pour que les idées de Savigny, avec *Beruf unserer Zeit zur Gesetzgebung* éveillent un écho dans toute l'Allemagne. Entre Rühle et Savigny, les voies ne sont ni si directes ni si planes que le laisserait croire la formule de Treitschke.

Ce droit toujours en croissance et en devenir qui n'existe pas par la seule volonté d'un législateur imposant ses décrets à un peuple sans réaction, mais qui naît d'un perpétuel ajustement, d'un perpétuel compromis

(217) ADOLF STOLL, *der junge Savigny* (Berlin, 1927, 8°, XVI-434 pp.), p. 413 (Lettre du 12 avril 1810 aux frères Grimm). *Fr. Karl von Savigny* (Berlin, 1929, 8°, XV-434 pp.), pp. 56-57, 69, 78, 220.

entre les désirs du peuple et la volonté du législateur, ce droit sans cesse remis en question et sans cesse perfectionné, et qui périt infailliblement dès qu'on entreprend de le fixer dans la lettre immuable du code, Rühle avait pu l'entendre prêcher bien avant de connaître Savigny. Nous retrouvons là le *droit vivant* tel que le définissait — pour autant qu'il soit possible de le définir — un intime ami de Rühle, Adam Müller.

Treitschke, à propos de la riposte que Rotteck, au nom des libéraux, crut devoir opposer aux conclusions de Rühle, vante « la modération éminemment politique » que montre ce dernier. Au lieu d'obliger au choix entre les termes de l'alternative, Rühle, et Treitschke l'en félicite, efface *ou* pour le remplacer par *et*. Il ne s'agit plus de choisir entre militarisation de la nation ou nationalisation de l'armée. En les réclamant les deux à la fois, Rühle aurait accompli un véritable coup de génie. N'en déplaise à Treitschke qui ne peut souffrir Müller et s'acharne à voir en lui un vantard, un imaginaire et pire encore (218), ce refus de choisir, cet abaissement des barrières qui semblaient inexorablement séparer deux termes viennent en droite ligne de Müller. Celui-ci était l'adversaire déclaré du *ou*, de toute alternative, et ne désirait que *et*, la particule qui permet à la synthèse de s'accomplir. Dans *Science et Littérature*, que Rühle put lire au sortir des presses, à Dresde en 1806, dans l'*Idée du Beau* aussi, Müller réclame qu'on adopte, en dépit des logiciens et des esprits trop mathématiques *et* au lieu de *ou*, qu'on se fasse semblable aux enfants qui, pressés de choisir entre deux offres, celle de rester avec maman à la maison, ou de faire un tour de promenade

(218) Nous nous permettons de renvoyer à l'*Introduction* de notre ouvrage *Adam-Heinrich Müller, sa vie et son œuvre*. Paris, 1937, p. 33.

avec leur père, répondent sans hésitation contre les lois du raisonnement : les deux.

Treitschke n'aime pas Müller et, dès que l'occasion s'en présente, le charge des péchés les plus monstrueux, les plus infamants. Mais nous craignons que Treitschke ait lu un peu vite, ou même n'ait pas lu du tout certaines œuvres essentielles de Müller (219). Nous redoutons surtout qu'il n'ait pas voulu voir une filiation évidente. En accordant à Müller l'avantage d'avoir inspiré si dignement son ami Rühle, Treitschke ruinerait lui-même la thèse qu'il s'acharne à défendre : Müller, sophiste doublé d'un traître, était incapable de concevoir une idée qui eût quelque grandeur ou quelque effet.

Pourtant c'est bien sur l'instigation de Müller que Rühle se met à l'ouvrage. Müller commande nettement l'article qui paraît dans le *Deutsches Museum*. Müller se trouve à Vienne, avec Catinelli et Pfuel, et le problème de la guerre revient à l'ordre du jour. Pfuel, dans l'*Archiv für Geographie* de Hormayr, a donné un tableau des sciences politiques selon les doctrines d'Adam Müller. Puis, le *Deutsches Museum* a publié de lui un article sur les Sciences Militaires qui n'a pu emporter l'approbation de Schlegel. Pfuel ne sortait pas de considérations banales et n'abordait pas le problème essentiel, celui de la légitimité de la guerre. Müller demande donc à Rühle de reprendre l'affaire (220). Si Müller recourt pareillement à Rühle, c'est qu'il sait bien dans quel sens

(219) Il commet deux erreurs en citant des titres : *Theologische Grundlegung* et *Deutscher Staatsanzeiger*. (*Deutsche Gesch. im XIX. Jhdt* II, 112, 96).

(220) Cf. JOSEF KÖRNER, *die Brüder Schlegel*, 175. JAKOB BAXA, A.-H. Müller, *ein Lebensbild aus den Befreiungskriegen* (Iéna, 1930, grand 8°, X-490 pp.) donne, p. 218, une reproduction de la lettre de Müller à Rühle.

s'oriente la pensée de Rühle et dans quel sens celui-ci composera l'article désiré.

Si personnel qu'ait pu être l'esprit de Rühle, si forte qu'ait été sa culture, il faut bien noter qu'au moment où cette culture s'affirme et où Rühle cesse d'être simplement le *reporter* bien en vue d'une campagne malheureuse pour aborder d'autres problèmes, il se trouve en contact journalier avec Müller. Son estime pour lui est telle qu'il n'hésite pas à lui confier, afin qu'il en juge, des manuscrits de Kleist. On a pu affirmer que Kleist avait exercé sur Rühle une influence primordiale, qu'il l'avait en particulier orienté vers certaines méditations d'ordre logique ou mathématique et vers le problème de la valeur de notre connaissance (221). Il est très probable qu'il dut être frappé des résonances qu'éveillait en Kleist le criticisme kantien. Mais il ne faut point perdre de vue que ses années d'*Akademie* permirent à Rühle de pousser sa formation mathématique plus loin que ne l'avait fait Kleist et que, d'autre part, Kleist abandonna, dès qu'il se retrouva avec Rühle, ses ratiocinations à propos de l'art pour s'abandonner entièrement aux douloureuses joies de la création. Si Rühle subit une influence de Kleist, combien plus encore semble-t-il dépendre de G.-H. Schubert (222) et encore mieux d'Adam Müller !

Il y a, avons-nous dit, un unanimité romantique, et nous ne retranchons rien de notre affirmation. Les mêmes problèmes sont abordés et résolus dans le même sens et dans le même temps par des esprits très divers. Rühle suit, évidemment, le grand courant de pensée qui, dans tous les domaines, prétend aller au rebours de

(221) RAHMER, *Kleist*, 31.

(222) Cf. *Hierogl*, 49.

l'*Aufklärung* et de son rationalisme mécaniste ; comme tant d'autres, il se représente le monde comme un immense organisme où l'individu est dépossédé de ses droits au profit du groupe.

Ce fonds commun de pensée, Rühle ne l'exprime pas, toutefois, d'une manière strictement personnelle. Il a besoin de s'appuyer sur une autorité et il trouve celle-ci en Adam Müller.

Müller, dans le groupe de Dresde, fait, sans conteste, figure de chef d'école. Kleist lui-même se range dans son sillage, et lui reconnaîtra, jusque dans le dernier billet à Sophie Müller, une véritable supériorité. Rahel Varnhagen donne de cette subordination à Müller un écho sincère quand elle appelle Kleist « le Kleist d'Adam Müller ». Si Müller vante à Gentz les inégalables mérites de Kleist et s'incline devant son génie poétique, pareille fortune ne peut échoir à Rühle. Celui-ci tombe directement sous l'empire de Müller. En l'aidant à conquérir une place auprès du prince Bernard, Rühle ne descend pas à aider un camarade dans la gêne, il fait rendre à Müller des honneurs qui lui sont dus.

Quand Rühle rencontre Müller, son récit de la campagne de 1806 vient d'obtenir un beau succès, avec un léger ragoût de scandale. Ses pensées politiques et philosophiques se cherchent encore. La pensée de Müller s'est au contraire affirmée avec vigueur dans ses délinéaments essentiels, qui se maintiendront à travers toute son œuvre, ceux du *Gegensatz*. Il vient de publier *Science et Littérature*. Il cherche un imprimeur pour son *Art Dramatique*, et Rühle l'entend presque aussitôt après son arrivée, donner lecture publique d'une de ses œuvres capitales, *Idee der Schönheit*. Pendant que Rühle rédige ses *Hiéroglyphes*, Müller écrit, à l'intention du

Phæbus, ses *Prolégomènes* et, pour la *Pallas*, il lève largement un coin du voile qui recouvre encore les *Éléments de Politique*. A mesure que Müller révèle sa pensée à Rühle, celui-ci, en écho, s'applique à reprendre les préoccupations les plus chères à Müller.

Müller possède un réel talent d'orateur. Sa dialectique habile, captieuse même, se double d'un style remarquablement ferme. Il envoûte Rühle. Celui-ci emprunte d'abord des recettes infaillibles au conférencier Müller ; il recherche des effets de rythme, se plaît aux clausules bien cadencées et copie sur son modèle des manières typiques de raisonner, ou plutôt d'esquiver le raisonnement. Comme Müller, Rühle ne marchande pas à son adversaire Kant les saluts les plus profonds et les concessions les plus généreuses. Comme Müller il tourne des compliments à ses lecteurs (« Il n'a pu vous échapper que... »). De même que Müller, il ne recule pas devant les engagements les plus graves : il veut mettre complètement à nu l'erreur de Kant et promet à plusieurs reprises « une démonstration à fond ». Après l'affirmation de sa thèse à lui, il ne dédaigne point, toujours comme Müller, de lancer un « comme nous avons démontré » qui peut faire illusion quand on écoute, mais ne peut plus tromper le lecteur. Comme Müller il n'hésite pas à se décerner à lui-même des récompenses et de déclarer « lumineux au possible » les postulats sur lesquels il appuiera beaucoup moins une démonstration que l'exposé de sa vision du monde (223).

Rühle et Müller communient dans les mêmes aversions violentes. L'*Aufklärung* leur fait horreur, avec son cos-

mopolitisme philanthropique (224). Bien avant Rühle, et dans des termes qui ressemblent étrangement à ceux qu'il emploiera, Müller a condamné les mirages inconsistants, les rêves millénaristes de paix perpétuelle. Müller souffle même à Rühle une formule dont il tirera, à tort, un grief contre Kant : « la paix perpétuelle, ce miracle que nous voudrions voir se réaliser au cours d'une seule nuit » (225). Une même haine les excite contre l'idéalisme fichtéen. Celui-ci est, depuis 1803, en butte aux attaques de Müller à cause de l'impardonnable confusion établie par Fichte entre négation et valeurs négatives. Müller traite les disciples de Fichte de *Secte*, sa philosophie d'épidémie. Les *Hiéroglyphes* reprendront les mêmes thèmes : il est absurde de confondre le zéro et le négatif ; l'idéalisme de Fichte, c'est *la secte*, *l'épidémie*. Il y a là plus que l'utilisation d'un fonds commun : la parenté s'établit jusque dans la répétition des mêmes invectives (226).

Sans doute Adam Müller n'est pas seul à proclamer certains axiomes. Une des maximes fondamentales du romantisme, distinguer sans séparer, unir sans confondre, résonne d'une manière intense et continue depuis Goethe jusqu'à Hegel (227). De même n'est pas personnel à Müller ce besoin de synthèse marchant de pair avec l'analyse, selon le rythme dissociation-réconciliation, et permettant d'accéder à un terme nouveau, et où, à la divisibilité infinie, répond une infinité de reconstitutions possibles. Avant que Rühle ait opposé dans un mê-

(224) Cf. MÜLLER, *die Lehre vom Gegensatz* (Ausgew. Abhandl, Iéna, 1931, p. 220).

(225) MÜLLER, *Idee der Schönheit*, 84, 86, 89.

(226) *Hierogl*, 16, 37, 24.

(227) Cf. E. VERMEIL, *La pensée politique de Hegel* (Revue de Métaphysique et de Morale, 1931, p. 504).

me couple antinomique d'infinies possibilités d'analyse marchant de pair avec d'infinies possibilités de synthèse (228), Novalis avait représenté cette double démarche de l'esprit par la formule $\left(\frac{a}{\infty}\right) \infty = a$ ce dernier a étant infiniment plus riche et plus beau que le premier, et apparaissant, en face de lui, comme transfiguré.

Ces thèmes, qui appartiennent à la substance profonde du romantisme, ont été déjà mis en œuvre par Müller. Il en a tiré la matière de sa *Lehre vom Gegensatz*. Et il semble bien que l'unanimisme fasse place à l'influence directe quand, dans ses *Hieroglyphes*, Rühle répond au vieux motif müllérien de l'unité dans la dichotomie par « l'éternelle réconciliation que devra toujours précéder la scission, l'éternelle scission qui, par une nouvelle réconciliation, mènera à une unité plus haute de qualité et plus profondément ressentie » (229).

Pour Müller, la continuité du monde s'exprime merveilleusement dans le symbole de la sphère. Chaque point y possède son antipode, tout rayon son *anti-rayon* de sens inverse, et, si l'on voulait distraire de cette continuité la moindre parcelle, la sphère cesserait d'être. Rühle n'hésite pas à reprendre à son compte cette image de la sphère. Lui aussi déclare que, du tout, il est illicite de découper un élément et de vouloir lui attribuer une valeur intrinsèque. La gauche n'a aucun sens sans la droite, les mathématiques sans l'histoire, Antonio sans Tasso. Ces trois formules étaient directement empruntées au *Gegensatz* ou à *Science et Littérature*.

Müller poursuit de ses anathèmes les méthodes d'analyse « anatomique » qui croient donner une explication du réel en le fragmentant sans fin. Disséquer, dis-

(228) *Hierogl*, 34.

(229) *Hierogl*, 80.

tiller sont des procédés chers à l'*Aufklärung* et contre lesquels il ne cessera d'élever une véhémence protestation. Rühle reprend en écho les invectives contre les anatomistes et les chimistes : de la vie ils ne savent tirer que de la mort. Et il conclut dans les mêmes termes que *Science et Littérature* : mon propos est d'établir une médiation (230).

La structure du Monde et de notre pensée est *antinomique* ; l'analyse et la synthèse doivent marcher de pair. Ces principes, que Müller exprime d'abord dans des méditations qui se meuvent entre la logique et la métaphysique, vont engendrer son esthétique d'abord, puis sa théorie politique. Chez Rühle, les préoccupations esthétiques n'apparaissent qu'en 1810 avec *Reise mit der Armee*, la politique l'emporte d'abord. Mais les similitudes de pensée restent néanmoins frappantes. Sans doute Rühle et Müller ont-ils, ensemble, entendu Kleist et discuté avec lui, bien qu'à Dresde Kleist semble moins attiré par les développements théoriques que par la création de personnages. Ils ont ensemble fréquenté les ateliers de Hartmann, de C.-D. Friedrich, de Kügelgen, et Rühle entendit Friedrich, en même temps que Müller, déplorer les lacunes du classicisme weimarien et assigner comme tâche à l'art nouveau de donner à ce classicisme un complément religieux et chrétien. Rühle entendit surtout Müller lire publiquement l'*Idée du Beau* ; il a lu, en plus de *Science et Littérature*, les copies de l'*Art Dramatique* que Müller fait établir à l'intention de Gentz et de Goethe. L'idée centrale de l'esthétique müllérienne est que l'amour, la vie, le beau naissent d'une antinomie et de l'action réciproque de ses termes

(230) *Hierogl*, 35, 24, 16-18, 26, 28.

en conflit (231). Et Rühle, comme pour asseoir ses théories sur une autorité sans conteste, reprendra la formule et appellera Müller comme garant (232).

L'art n'est possible que par le mariage d'éléments antinomiques. Il ne s'agit plus seulement de médiation (*Vermittlung*), mais bien de mariage (*Ehe*). L'image du couple, les comparaisons tirées de l'opposition et de l'union des sexes constituent chez Müller un élément essentiel de cette esthétique. Rühle s'applique à suivre exactement les traces de Müller. Non seulement il donne un écho au seul essai de critique artistique publié par Müller dans le *Phœbus* (233), mais, dans la théorie de Rühle, toute création artistique revêt le caractère d'un mariage. A ce compte tout devient art : l'éducation, la guerre aussi. Quant à l'art, il est le total (*der Inbegriff* selon la formule empruntée au Müller de la *Pallas* et des *Eléments*) des créations résultant, ou déjà résultées du mariage du génie et de l'imagination. Et Rühle ajoute en note, comme pour mieux renforcer l'idée essentielle de mariage : « il ne s'agit que d'envisager l'enthousiasme d'une manière polaire, de voir en lui d'une part, un principe actif, masculin, positif, et inversement, un anti-enthousiasme passif, féminin, négatif » (234).

Tout comme Müller dans le *Gegensatz*, Rühle invoque et cite comme autorité suprême Goethe et son sonnet *Natur und Kunst*. En écho à l'*Art Dramatique* et à un mot de Müller dans les *Fragments sur Shakespeare*, Rühle déclare qu'un « chef d'œuvre parfait est une

(231) *Idee der Schönheit*, 125.

(232) *Reise mit der Armee*, II, 424.

(233) Article *Ueber Landschaftsmalerei* (*Phœbus*, IV-V, avril-mai 1808, pp. 71-73). Rühle donne en écho *Gelegentliche Gedanken üb. das Wesen der Kunst in Bezug auf die Landschaftsmalerei* (*Reise mit der Armee*, I, appendice).

(234) *Reise mit der Armee*, I, 307.

œuvre de l'esprit humain et, en ce sens-là, également une œuvre de nature ». Comme Müller il se préoccupe d'abattre toutes les barrières, refuse qu'on considère un chef d'œuvre hors du monde qui l'entourait, exige qu'on descende dans l'atelier pour voir naître la statue. Isolé, considéré « en soi », le chef d'œuvre ne vit plus : il est nécessaire de respecter les liens qui le rattachent à l'artiste (235).

Dans l'*Idée du Beau*, Müller voulait qu'on abattît les barrières entre le corps et l'esprit, qu'on ne perdît jamais de vue — voulût-on imposer un idéal religieux — « de quel bois est fait l'instrument ». Les *Prolégomènes* s'attachaient à montrer l'interpénétration du corporel et du spirituel, préludant aux louanges que Müller va chanter en l'honneur des sacrements catholiques. De son côté, Rühle affirme : « Tout élément spirituel, lorsqu'il veut se manifester, doit se marier avec un corps, ou entrer en contact avec lui, et c'est par l'effet de ce contact qu'il peut manifester sa présence » (236).

De très bonne heure, la pensée de Rühle s'infléchit vers les sciences de l'Etat. Mais Müller, bien avant d'écrire ses articles de la *Pallas* ou de rédiger ses *éléments*, laisser percer à travers toutes ses œuvres, qu'il s'agisse de métaphysique ou de critique littéraire, d'histoire du théâtre ou d'esthétique, cette préoccupation majeure. Admettons, à la rigueur, que les sciences politiques aient attiré Rühle avant qu'il rencontrât Müller, et que ce goût commun ait aidé, plus encore que l'amitié de Gentz, à les rapprocher. Il n'en reste pas moins que dans les théories de Rühle, on voit réapparaître, par pièces entières, des idées que Müller avait déjà procla-

(235) *Reise mit der Armee*, I, 329, 323, 331.

(236) *Reise mit der Armee*, I, 321.

mées. Sans doute n'avait-il pas toujours fait œuvre originale, et retrouverait-on des éléments de sa pensée chez Herder et chez Burke, chez Novalis ou chez Frédéric Schlegel. Mais la forme qu'il donne à cette pensée lui appartient en propre, et c'est cette forme même que Rühle emprunte à Müller.

Sans doute, à toute époque de crise, l'Etat, l'organisation collective apparaît comme l'œuvre d'art par excellence (237). Mais ce n'est pas une coïncidence fortuite si, après Müller, Rühle voit dans le terme de *Staatskunst* un composé où l'élément *Kunst* l'emporte. Il convient de souligner que Müller prend une part active à la formation politique de Rühle.

Müller fut à Göttingue l'élève de Heeren, à qui il dédia ses *Eléments*. Quand Rühle songe à aller aux Indes, Müller lui fait lire Heeren et ses études sur les routes du commerce antique, que Rühle cite élogieusement (238). Müller, en 1806, a entre les mains des ouvrages d'économistes anglais que lui laissa Anthony Kraus, un courrier au service de Gentz. Müller relit Malthus et Lauderdale. Les *Hiéroglyphes*, de leur côté, citent à deux reprises Malthus (239). Et Müller ne peut manquer — ne serait-ce que par un article du *Phœbus* — d'attirer l'attention de Rühle sur Burke, le père des sciences politiques, le prophète, celui dont on ne se lasse pas de méditer l'œuvre (240). Rühle, toutefois, ne semble manifester à l'égard de Burke qu'une admiration silencieuse. Cependant, en fin des *Hieroglyphes*, une pointe lancée contre l'Angle-

(237) Cf. E. VERMEIL, *La pensée politique de Hegel* (Revue Métaph. et Morale, 1931, 497).

(238) *Hierogl*, 65, 67.

(239) *Hierogl*, 58, 61.

(240) *Studium der positiven Wissenschaften* (*Phœbus*, VII, juillet 1808, p. 38-39).

terre, à propos de la parcimonie des secours accordés aux insurgés de Vendée et de Bretagne, prouve que Rühle a lu les harangues de Burke au Parlement et sait fort bien en utiliser le contenu (241).

La théorie de l'Etat selon Rühle reprend et réemploie toute une masse de pensée qui tombait dans le domaine commun. Mais sur ce fond neutre, Rühle se plaît à dessiner des arabesques dont les contours et les inflexions restent extrêmement müllériens d'allure. Il n'était pas neuf de prétendre que l'Etat reproduisait dans sa structure l'image de la famille. L'idée était déjà familière aux théoriciens chrétiens du Moyen Age qui, sans voir dans l'Etat un organisme de même ordre que la famille, soulaient du moins l'analogie de structure qui les apparente. Burke et bien d'autres avaient repris l'idée. Seulement Rühle fonde la famille et l'Etat sur « la friction perpétuelle, et la perpétuelle tendance à s'annuler réciproquement, de forces actives qui luttent l'une contre l'autre » (242). Les éléments essentiels de la pensée müllérienne s'y retrouvent : en s'affrontant, des forces de signe contraire, par leur rivalité active (et non en s'annulant dans le *repos mort* du fléau de balance), accèdent à une entité supérieure où la lutte s'apaise en coopération harmonieuse. Au moment où Rühle rédige les *Hieroglyphes*, Müller travaille aux *Eléments*. Ceux-ci symbolisent la famille, conciliant les antinomies de l'homme et de la femme, de la jeunesse et de l'âge mûr, par un cercle coupé de deux diamètres perpendiculaires. La même figure servira d'ailleurs à représenter l'Etat, sa vie politique et économique. Ce n'est pas un hasard si

(241) *Hierogl*, 94-95. Cf. aussi SAGNAC, LEFÈVRE et GUYOT, *La Révolution française*, Paris, 1930, p. 276.

(242) *Hierogl*, 78. cf. aussi *Reise mit der Armee*, I, 96.

les entrelacs biscornus qui ouvrent les *Hieroglyphes* ont pour point de départ un cercle orienté selon ses deux diamètres perpendiculaires.

Une des idées essentielles de Müller est que l'homme appartient à deux mondes. Il est à la fois du ciel et de la terre. Jusque dans ses occupations en apparence les plus terrestres, le ciel joue son rôle, et quand l'homme veut s'élancer vers Dieu, il ne peut oublier qu'il est attaché au globe. Les distances s'en trouvent raccourcies de l'économie à la métaphysique. Il ne s'agit que de marier en nous la créature du ciel et la créature terrestre. Rühle reprend l'idée presque dans les mêmes termes (243).

Müller, dans l'histoire de l'humanité, distingua trois grandes périodes : l'antiquité fut masculine, républicaine ; l'élément raison l'emporte en elle. La période chrétienne (que Müller appelle *romantique*) est d'allure féminine, monarchique ; la tradition y domine. Nous sommes à un Avent, et pressentons l'arrivée d'un *Troisième Règne*, où les deux premiers se marieront et se fondront. Rühle qui, au passage, souligne le caractère féminin du christianisme, assigne également trois grandes périodes au développement de l'homme et des sociétés humaines. La première période, physique ou *planétaire*, est celle de la lutte avec la nature. La société s'y forme inconsciemment dans l'innocence paradisiaque. Vient ensuite la période *intellectuelle*. Le *Verstand* y règne : les peuples s'y séparent, les guerres se manifestent, on conclut des traités de paix. « Nous sommes actuellement dans l'attente d'un futur qui équilibrera les deux premières périodes ». Ce *troisième Règne* sera l'ère religieuse ; les Etats véritables s'y formeront ; la

Vernunft imposera ses lois : tendre à susciter la totalité des réactions réciproques possibles; tendre en même temps vers une concorde voulue. Le schéma de Müller réapparaît point pour point (244).

Pour Müller, le lien de l'Etat, c'est *die Liebe*. Rühle reprend : la crainte donne aux Etats *atomistes* selon les règles du rationalisme, une cohésion artificielle et vaine. L'Etat véritable reposera sur *die Neigung* (245). L'amour, chez Müller, devait s'allier à son complément obligé, que l'*Idee du Beau* appelle *ein klarer Hass*. Rühle reprend la formule. Il admet la haine comme complément de l'inclination, mais il ne veut pas que cette haine soit aveugle. Pour Rühle comme pour Müller, les éléments sont rassemblés, qui vont composer la guerre véritable.

*
**

La fidélité que Rühle montre, non seulement à la pensée de Müller, mais jusqu'aux modes d'expression de cette pensée, s'affirme avec la même force après leur rencontre de 1812, à Vienne. Rühle garde le goût des méditations dans cette zone intermédiaire entre logique et métaphysique où se mouvait le *Gegensatz*. L'opuscule de 1833 reprendra à propos de Hegel des thèmes familiers à Müller : *Ueber Sein, Werden und Nichts*.

Mais c'est surtout à propos de politique que la filiation Müller-Rühle se confirme et prend toute sa valeur. Quand on feuillette le *Projet de Constitution pour les Etats allemands modernes* que Rühle signait à Aix-la-Chapelle, le 1^{er} janvier 1816, on ne peut s'empêcher de

(244) *Hierogl*, 79, 84.

(245) *Hierogl*, 77.

songer à un essai de transcription pratique des *Eléments* de Müller (246).

Sans doute peut-on noter des divergences. Rühle réclame, dès l'abord, une monarchie héréditaire et constitutionnelle. Müller, en des épanchements lyriques, avait vanté les vertus de la monarchie, mais avait totalement laissé dans l'ombre et les prérogatives de la couronne et le régime de sa transmission. Un élan amoureux, d'essence religieuse, unit le peuple au souverain, le souverain au peuple, tient lieu de tout document écrit, de toute jurisprudence et laisse place à toutes les interprétations *inspirées*, ou se présentant comme telles.

Après Müller, Rühle proclame le principe essentiel de la réciprocité des devoirs et des droits, liant également, obligeant également le souverain et les sujets. Il affirme également que toute vie politique allemande ne peut reposer que sur la religion. Il ne souffre ni l'autocratie ni la démocratie pure : le peuple n'est pas la chose du roi, ni le roi le jouet du peuple. Aux fonctionnaires d'autorité s'adjoindra donc une représentation élue. Voilà, dira-t-on, une concession que Müller a toujours refusée aux principes révolutionnaires et occidentaux. Qu'on prenne garde, toutefois.

Cette représentation sera double. Elle sera d'abord élue selon les provinces. Or, en 1811, Müller osait réclamer le rétablissement de l'ancienne administration provinciale prussienne. Au lieu de ministères « techniques », compartimentant l'administration en y installant des cloisons étanches, Müller désirait qu'on en revînt à des ministères chargés chacun de diriger toute la

(246) Ce *Projet de Constitution* a été publié par FRANZ RÜHL, *Briefe und Aktenstücke aus dem Nachlass Stägemanns*, vol. II (Leipzig, 1900, 8°, LVI-426), pp. 62 à 67.

vie d'une province. En second lieu, cette représentation devait être élue « par ordres ». Or Müller tolérait le scrutin majoritaire, mais seulement à l'intérieur des grands corps de l'Etat ou des corporations professionnelles. Là, disait-il, les voix exprimées n'étaient pas de pures abstractions, des concepts. A l'intérieur de l'ordre, de la corporation, elles gardaient une teneur concrète, et l'âme du groupe corrigeait heureusement les tendances individualistes. Rühle, même quand il introduit le scrutin dans son projet de constitution, suit exactement, pas pour pas, les traces de Müller.

Un tel Etat, le souverain ne pourra le traiter comme sa propriété privée ; il faudra bien qu'il voie en lui un être doué d'une vie personnelle, un fief. Là encore nous retrouvons Müller et touchons le fond de sa théorie de la propriété. Il n'y a pas, dit-il, de propriété absolue, au sens de *jus abutendi*. Des liens vivants et réciproques se tissent de l'objet à son propriétaire, du possédant à l'objet possédé. La propriété comporte plus d'obligations que de droits : son idéal, c'est la propriété féodale, le fief. Et l'Etat, selon Rühle, est déposé comme un fief entre les mains du souverain ; il exige que le souverain le traite « selon ses devoirs de chrétien et conformément à la raison ».

Le projet de constitution écarte tout arbitraire. Aucune décision ne doit être prise sans tenir compte des couples antinomiques Droit-Intérêt matériel, Passé-Futur. L'Etat repose donc sur tout un ensemble de traditions. Rühle dit : sur une base historique. Le passé, le futur, ce droit qui peut s'opposer aux intérêts immédiats, Müller voulait aussi que les gouvernants s'en inspirassent. Il refuse que les citoyens du moment, les *Zeitgenossen* gèrent l'Etat en maîtres absolus. Rühle exprime

à nouveau la même idée en des termes qui ne laissent subsister aucune équivoque : « Tout ce qui touche l'homme et par conséquent le citoyen, revêt un double aspect, un aspect idéal, un aspect matériel. Chacun de ces aspects est aussi nécessaire que l'autre à l'existence du Tout, aucun d'eux ne peut être sacrifié » (247).

Müller ne voulait pas qu'on rangeât le peuple en classes délimitées à jamais, de peur que petit à petit elles ne se transformassent en castes hostiles. Toute « absolutisation » entraîne, comme inéluctable conséquence, la mort de l'ensemble. Il rêve donc d'un Etat constitué en grandes classes qui se soutiennent mutuellement, tout en s'opposant. Deux regardent vers l'intérieur, vers le côté national de l'Etat. Ce sont la Noblesse et la Bourgeoisie. Deux autres accusent un caractère cosmopolite. Ce sont *die Geistlichen* et les commerçants. La Noblesse doit être fortement ancrée dans le sol par la propriété foncière incessible et impartageable. — Rühle non plus ne désire point que les classes soient inexorablement tranchées (248). Sa constitution prétend coordonner le peuple « en des systèmes qui, pris chacun pour soi, forment un tout organique, et s'engrènent l'un dans l'autre pour former un tout organique, de telle façon que dans leur ensemble ils forment comme des entrelacs impossibles à dénouer et dont les parties sont indispensables les unes aux autres ». A vrai dire sa constitution ajoute une cinquième classe de Rentiers et de salariés d'Etat (qu'il prive d'ailleurs du droit de représenter le peuple), classe que Müller aurait plutôt rangée parmi *die Geistlichkeit* ou encore dans sa Noblesse qui chevauche sur l'ancien *Wehrstand* et sur l'ancien *Nähr-*

(247) FRANZ RÜHL, *Briefe und Aktenstücke*, II, 65.

(248) FRANZ RÜHL, *Briefe und Aktenstücke*, II, 67.

stand. Mais en énonçant ces cinq classes : a) *Prälaten* (ecclésiastiques, savants, artistes, universitaires), b) Noblesse, c) Propriétaires fonciers, d) *Industriösen*, e) Rentiers et salariés d'Etat, Rühle suit du moins des indications essentielles qui lui viennent de Müller. Une classe se trouve préposée à la garde du capital spirituel de la nation. La noblesse subsiste en tant que corps constitué. Enfin, les propriétaires fonciers forment une classe à part et privilégiée. Rühle reprenait là des thèmes qu'avaient développés la *Pallas*, les *Eléments*, enfin les *Lettres Agronomiques*, dont Müller l'entretient au moment où la *Pallas* va s'éteindre et que Rühle put lire dans les premières livraisons du *Deutsches Museum*.

Rühle marche si aisément sur les traces de Müller qu'en 1816 il n'hésite pas à accorder sa collaboration aux *Deutsche Staatsanzeigen* qui doivent paraître à Leipzig et où Müller, sur la demande de Metternich, compte défendre un système allemand de politique. Dès les premiers numéros, Rühle prend position en rendant compte de la *Correspondance politique* de Fiévée (249). L'épigraphie est typique : « Tout ce que j'ai voulu prouver ici, c'est qu'il est impossible qu'un peuple qui renonce à être lui-même puisse jamais devenir ce qu'est un autre peuple, même quand il croit l'imiter ». Rühle reprenait là un thème cher à Burke et à Müller. Qu'on songe aux invectives que, dans les *Eléments*, Müller lance contre Rome et la rage de copier Rome. Le mal à éviter, c'est de copier la France. Elle possédait en 1789 une constitution et des libertés tout à fait semblables à celles de

(249) *Deutsche Staatsanzeigen*, vol. I (1816), pp. 40-50, 116-143. Il s'agit du livre de FIÉVÉE, *Correspondance politique et administrative commencée au mois de mai 1814 et dédiée à Mr le Comte de Blacas d'Aulps*. Paris (Le Normant), 1815.

l'Angleterre actuelle. Elle les abandonna et prétendit créer de toutes pièces, rien que par un effort de raison, des constitutions qui, l'une après l'autre, se révélèrent non-viables (250). L'Allemagne — Dieu soit loué ! — n'est pas, dit Rühle, tombée aussi bas que les Français. Elle ne méprise pas un passé « que tant de fils indestructibles attachent à notre futur ». Mais il déclare bien que la parenté raciale qui unit les Allemands aux Anglais ne légitime en aucune façon une imitation de l'Angleterre. Un exemple s'offre : transportée en Irlande catholique, la constitution anglaise n'a fait qu'engendrer la tyrannie et l'oppression. La preuve est donc faite qu'une constitution, même transportée chez des frères de race, perd sa valeur, et que, déracinée, elle ne peut plus être transplantée.

L'histoire d'Allemagne, tout aussi bien que l'histoire anglaise, est capable de révéler les principes essentiels. Le premier sera le respect des traditions. Le second c'est que « la constitution et l'esprit du peuple (*Volksgeist*) s'entr'aident mutuellement et sans arrêt, qu'ils s'étaient réciproquement, qu'ils s'aident à se renforcer et à s'épurer, s'aident enfin à progresser ».

Ce n'est pas tout que de posséder une Constitution. Il faut encore qu'un interprète inspiré — Müller l'avait dit — traduise les exigences du *Volksgeist* et leur permette de s'affirmer en dépit des intérêts passagers et des désirs du moment. Enfin, on ne peut devancer le temps. Sans quoi on s'expose aux mêmes déceptions que les enfants, qui, au matin, se désolent de trouver fanées les fleurs qu'ils ont, la veille, piquées dans de petits tas de poussière. Une constitution ne peut vivre que sur le

(250) *Staatsanzeigen*, I, 45.

sol national. Elle ne peut durer que si elle est vraiment nationale. Or plus elle est nationale, moins elle peut être copiée par un autre peuple.

Tout comme Müller, Rühle part en guerre contre la séparation des pouvoirs. Comme lui, il rompt une lance en faveur de l'autonomie provinciale et communale. Seule la représentation des communes, des provinces, et de ce qu'il appelle *Kommunal- und Provinzialcorporationen* assurera, du haut en bas de la hiérarchie administrative, le respect des libertés.

Un autre thème apparaît, que Müller avait développé et développera encore avec insistance. La liberté ne se conçoit qu'en fonction de limites. Ces limites ne seront pas absolues et fixées à jamais. Vivantes, elles épouseront les contours de la liberté comme l'écorce la pulpe du fruit. Un passage de Rühle vaut, à ce propos, d'être relevé, car il montre comment la théorie müllérienne de l'équilibre, et de la liberté, fonction des « barrières vivantes », peut conduire à des maximes bismarckiennes : chercher la diagonale des forces, et éviter que les forces antagonistes, en s'annulant, n'entraînent tout l'organisme dans le repos du zéro. On ne recherchera pas l'équilibre d'un fléau de balance, mais, de l'opposition des forces, on tâchera de faire surgir une troisième, leur composée, qui les mariera dans une force nouvelle, de direction et de grandeur entièrement neuves (251).

Dans ce corps organique qu'est l'Etat, il est dange-

(251) *Staatsanzeigen*, I, 127-128. « Freiheit und Gewalt sind Kräfte, welche, eine in Beziehung auf die andere gedacht, in verschiedener Richtung wirken. Ob sie sich gegenseitig zerstören, oder in Beziehung auf ein Drittes gesetzt, ein durch gemeinsame Wechselwirkung erhöhtes Resultat hervorbringen sollen, hängt einzig von der Art und Weise ab, wie sie untereinander in Verknüpfung gebracht worden... Die Gesetze der Mechanik gelten nicht blos in der physischen, sondern sie geben, gehörig verstanden, auch einen sehr sicheren Fin-

reux de ne pas respecter « les instances intermédiaires » qui, participant à la fois de l'autorité et de la liberté, et sentant mieux que quiconque vibrer leur antagonisme, constituent comme le système circulatoire de l'organisme politique. Ces instances intermédiaires, Müller s'acharnait, depuis 1811, à les défendre contre les prétentions centralisatrices. Un peu après Rühle et son article sur Fiévée, il répétait encore que c'était faire œuvre d'assassin que de vouloir *pulvériser* les particularismes locaux. Seul un Napoléon pouvait concevoir ce régime mécanique d'armée permanente, de représentation populaire, un régime qui installait la tyrannie des bureaux préfectoraux, la tyrannie des laquais et organisait la chasse à la monnaie, au lieu de laisser régner les lois chrétiennes, naturelles, organiques, et véritablement républicaines (252).

*
**

En août 1816 étaient parues dans les *Staatsanzeigen* (253) des considérations de W. T. Krug sur la liberté de la presse, en même temps qu'un projet de législation valable pour l'Allemagne entière. Krug réclamait la liberté, avec obligation de signer les articles ou responsabilité du gérant, indication obligatoire du lieu de l'imprimerie et du nom de l'imprimeur. La censure n'aurait plus à viser les articles donnés par des fonctionnaires, des professeurs, ou des écrivains connus, non plus que

gerzeig für die Behandlung der Kräfte in der moralischen Welt. Bei Gelegenheit der Lehre von der Wage und vom Parallelogramm der Kräfte wird dort bewiesen, dass Kräfte in rein entgegengesetzter Richtung in Wirksamkeit gesetzt... eine tote Ruhe erzeugen... es müssen die Richtungen der Kräfte einen Winkel bilden.»

(252) *Staatsanzeigen*, I, 378. Article *Der Despotismus im Vergleich mit den humanen Staatsformen*.

(253) *Staatsanzeigen*, I, 301-308, 309-326.

ceux qu'enverraient les collèges administratifs, les chambres de commerce ou les associations reconnues d'utilité publique. Sous le titre de *Quelques mots seulement*, un D^r Wilhelm Ernest Weber, philosophe lui aussi, avait longuement répondu à Krug (254). Il mettait l'accent sur la conception allemande de la liberté. Les princes ne règnent pas sur des esclaves, mais ils ne sont pas livrés à toutes les fantaisies de leurs sujets. Il déclarait aussi que c'est en leur laissant croire qu'ils jouent librement qu'on dirige le mieux les enfants. Weber inclinait donc fortement vers l'opposition dirigée telle que l'avait réclamée Müller, en 1810, dans ce placet au Roi qui l'avait totalement discrédité à Berlin et fait accuser de duplicité. Il s'accordait aussi avec cette règle posée par Müller dans son *Frédéric II*, qu'il ne convient pas de gouverner dans le silence, en lançant des ordres comme des coups de tonnerre, mais qu'il faut que le peuple collabore (*das Volk muss mitwirken*).

La question rebondit à propos des fêtes de la Wartburg et du meurtre de Kotzebue et le régime de la presse devient la préoccupation majeure du Congrès de Carlsbad.

Rühle, avec ses *Etudes*, joua son rôle dans le débat (255). Après avoir reproduit des conférences d'Ancillon, ou des articles anonymes empruntés aux *Jahrbücher der Literatur* de Vienne, les avoir pourvus de gloses et de citations empruntées surtout à la *Correspondance* de Fiévée, il donne dans son second volume une série d'articles originaux dont les titres, allant par couples antinomiques, semblent empruntés à la table des matières

(254) *Staatsanzeigen*, I, 482-509.

(255) *Studien zur Orientierung über die Angelegenheiten der Presse*, Berlin, 1820, 8°, 2 vol., VI-248 et IV-404 pp.

du *Gegensatz*. Müller dut être ravi de voir ainsi la liberté s'opposer à l'ordre, le droit à l'intérêt passager, l'individu à la société, la parole à l'action, l'opinion privée à l'opinion publique, la justice à la police, enfin l'idée de force à l'idée de valeur. Après les *Staatsanzeigen*, Müller, dans sa *Theologische Grundlage*, avait insisté sur des théories qui le convertissent à la médecine homéopathique et dans lesquelles il déclarait que la dose, la quantité brute et massive possèdent moins d'importance que la direction dans laquelle s'exerce leur force. Les *Etudes* ne se font pas faute de varier des thèmes bien connus. L'homme est citoyen de deux mondes. Si l'un des éléments l'emporte en lui et gêne l'autre, il y a disharmonie, maladie, menaces de mort (256). La relativité de la loi, la défense à la génération présente de traiter l'Etat comme sa propriété absolue s'inscrivent en des termes qui rappellent curieusement l'opposition dressée par Müller entre *Zeitgenossen* et *Raumgenossen* (257). Et les méditations de Müller sur la liberté et la loi s'expriment par une formule mathématique : « Si l'on s'imagine l'ordre et la liberté comme le + et le — au sens mathématique, alors la limite de l'ordre et celle de la liberté coïncideront, elles passeront toutes deux par le même point zéro, et détermineront la tangente à deux cercles tangents ». Presque aussitôt Rühle confirme l'identité de sa pensée avec celle de Müller : « La liberté individuelle et l'ordre social sont des éléments *polaires* et des conditions également nécessaires de toute vie politique » (258). Il est difficile d'épouser plus exactement la théorie de la liberté des *barrières vivantes*.

(256) *Studien*, II, 20, 32, 35, 37.

(257) *Studien* II, 180 : *Was eine Generation meint über gewisse Dinge, ist nicht immer tauglich, Gesetz für alle Zeiten.*

(258) *Studien*, II, 17, 19.

Rien d'étonnant alors si Rühle, tout général prussien qu'il soit, en arrive à une formule qui est directement aux antipodes de *Nicht raisonniren*, et combatte les mêmes habitudes de gouvernement que Müller en 1810 et 1811 dans les *Abendblätter* et dans *Frédéric II*. Avec une belle vigueur militaire il déclare : « une nation sans opinion publique se trouve dans un état d'impuissance politique » (259). Son maître Müller n'avait pas dit mieux.

*
**

Avant la rédaction de l'*Apologie* comme après, de 1807 à 1820, la pensée de Rühle trahit une influence forte et continue exercée par Adam Müller.

Il y a donc toute apparence pour que l'*Apologie* soit, elle aussi, construite sur des thèmes müllériens, pour que Rühle ne s'y soit pas plus que dans ses autres œuvres écarté de son modèle. —

En lui commandant l'article du *Deutsches Museum*, Müller écrivait à Rühle : « Je donnerais cher pour t'avoir ici et te voir traiter comme il le faudrait la théorie de la guerre ». Rühle fit tous ses efforts pour exaucer ce vœu, et réussit à nous donner une théorie qui sonne exactement comme du Müller.

Ce n'était pas la première fois que Rühle était amené à réfléchir sur ce sujet. De très bonne heure se pose à lui le problème capital, celui de la légitimité de la guerre. A plusieurs reprises il l'évoque, et bien que le trait reste maigre et fréquemment interrompu, on voit cependant se dessiner la courbe des réflexions qui l'acheminent vers l'*Apologie*.

Rédacteur de la *Pallas*, il ajoute à des articles de ses collaborateurs des notes de son cru. En bas d'un article de Müller sur la *Dureté des temps*, il déclare (259 a) : la guerre, où plus d'une nation trouva la perte définitive de son bonheur, fut pour d'autres l'origine de la prospérité. « Le plus souvent elle provoque la venue au monde des forces qui sommeillaient dans les entrailles de la nation et, une fois éveillées, ces forces ne cessent d'agir avec une vigueur toujours croissante ». Plus rude est l'annotation qu'il impose à l'article de Sismondi sur le *Papier-Monnaie* (259 b) : « Pour une nation vaillante et virile, la guerre n'est jamais le pire des maux ».

Comme à la volée, entre des considérations sur l'Absolu et sur l'infailibilité des mathématiques, les *Hieroglyphes* évoquent le problème (259 c). On ne peut refuser à la paix de paraître plus aimable que la guerre. Mais une guerre « bien menée » mérite infiniment plus d'estime que la paix. A une guerre où l'on s'est sérieusement battu, où l'on a « comme il faut, perdu du sang », succède ordinairement une paix riche en bénédictions. L'élément guerrier ou masculin est non moins indispensable à la société que l'élément pacifique et féminin. La paix n'est possible que si l'un des éléments ne cherche pas à primer l'autre et à l'étouffer, si l'on sait maintenir un équilibre vivant, et non l'immobilité morte.

Il s'attaque, au passage, à l'idée de paix perpétuelle, « cette idée qu'on ne peut éviter dès qu'on parle d'histoire ou de politique » (259 d). On n'arrivera pas à équilibrer les Etats, même en les arrondissant. L'équilibre

(259 a) *Pallas*, 1809, 443.

(259 b) *Pallas*, 1810, 130.

(259 c) *Hierogl*, 28, puis 88.

(259 d) *Hierogl*, 44.

politique n'a pas existé et n'existera jamais. Il réclame donc que les Etats se trouvent toujours prêts à faire la guerre comme à faire la paix, sans qu'aucun de ces deux aspects de leur vie ne soit l'objet d'une préoccupation exclusive.

Cette donnée, en se combinant avec le principe que seules « les frictions et les réactions de forces antagonistes arrivent à engendrer la vie, du neuf et du grand », que le repos n'engendre que ruine et destruction, donne le thème fondamental de la pensée de Rühle (259 e).

Une riposte au traité de Kant sur la *Paix Perpétuelle* se précise dans deux phrases. Kant voudrait, pour assurer la paix, interdire aux Etats tout accroissement par conquête, achat ou héritage. Rühle voit là un régime d'oppression mutuelle, un principe qui s'annihilerait lui-même, une paix perpétuelle qui dégènerait fatalement en guerre — « ce que d'ailleurs toute l'histoire démontre », ajoute-t-il. Et puisque, selon Kant, les parties ne peuvent être juges, Rühle se demande devant quel arbitre choisi hors des Etats on pourra bien amener leurs litiges.

*
**

Par sa définition de l'Etat comme par sa réhabilitation de la guerre, Rühle entend faire œuvre de réaliste. Aux exigences de la saine raison, il prétend accorder « les ambitions naturelles des Etats et des individus ». Il attribue les erreurs de ses prédécesseurs à une rage de systématisation et de classification qui les empêche d'estimer à leur juste valeur les conditions de fait dans lesquelles le débat s'engage (260). Müller lui aussi, dès le

(259 e) *Hierogl*, 57.

(260) *A*, 114 a.

début du *Gegensatz*, comme dans les premières conférences de *Science et Littérature* affirmait avec force qu'il ne voulait que s'inspirer des faits, ne rien réduire en systèmes forcément incomplets, bref lançait à son public cette profession de foi réaliste qui lui vaudra, plus tard, de si graves objections de la part de Frédéric Schlegel.

Rühle a emprunté à Müller la vision d'un monde où tout s'ordonne en couples antinomiques. Mais, jusque dans les détails, il tient à marquer sa fidélité à Müller. On retrouve chez Rühle des allusions à Newton. A toute attraction correspond fatalement une répulsion. Et le nom d'Archimède offre un garant à Rühle, quand il s'agit d'affirmer que nous ne pouvons, du dehors, modifier le monde où nous nous trouvons. Sur quel *hypo-mochlion* prendrions-nous appui ? A ce terme près, que Müller n'employait pas, car il mettait sa coquetterie à parler comme tout le monde, les moindres détails de la pensée de Rühle se retrouvent chez son maître et ami. Rühle d'ailleurs, ne garde de la physique de Newton ou de celle d'Archimède que ce qu'en gardait Müller et rien de plus, d'une part la continuité d'un mouvement engendré par le heurt des forces inverses, d'autre part l'impossibilité de sortir du monde — même du monde politique — où la Providence nous plaça.

Rühle, qui est aussi sûr de la structure « antinomique » du monde que de la lumière du jour, définit dès l'abord sa méthode. Il ne perdra jamais de vue le Tout pour exalter arbitrairement une des parties, il ne procédera pas à des « découpages » arbitraires. Sans doute l'idée n'est-elle pas spécifiquement müllérienne. Mais dans *Science et Littérature*, dans l'*Art Dramatique*, dans l'*Idee du Beau* enfin, Müller protestait avec vigueur

contre toute « abstraction par découpage » (Heraus-schneiden), et c'est ce même terme que reprend Rühle. Dès les premières lignes de l'*Apologie*, Rühle affirme également qu'on ne peut répondre à une question par une définition directe ou *atomiste*. Pour déterminer loyalement et sincèrement ce qu'est la guerre, il faut recourir à une définition dynamique, bipolaire si l'on peut dire. On n'exprime réellement ce qu'est la guerre qu'en la définissant en fonction du terme antinomique, la paix. Dans le *Gegensatz*, Müller déclarait déjà qu'on ne peut accepter de jugement absolu. L'*Idée du Beau* le répétait avec insistance, enfin un article des *Prolégomènes* sur l'*Essence des Définitions* stipulait que la définition *atomiste* doit toujours, sous peine de rejeter une part essentielle de la réalité, se compléter d'une définition dynamique ou antinomique.

Rühle refuse qu'une condamnation morale s'abatte sur la guerre en raison d'une définition *atomiste*. La valeur morale n'est pas fonction de la question *Was*, mais de *Wie* ? Le jugement de valeur doit tenir compte moins de quantités que de qualités, moins de grandeurs de forces que de la direction dans laquelle elles agissent. Nous retrouvons là des variations sur un thème cher à Müller. Rühle, après l'*Idée du Beau* et les *Eléments*, reproche lui aussi à certains chrétiens d'exiger de nous plus que ce que peut donner notre nature d'hommes. Ne méprisons pas « le bois de l'instrument ». Et soyons sûrs que le poison lui-même peut être un instrument de salut. En thérapeutique, la chimie doit céder le pas à la physiologie. La dose du médicament n'est pas le seul facteur de guérison. L'état physiologique du patient décidera si le remède agit comme un curatif ou comme un toxique. La même quantité d'un même remède peut

donner des effets inverses. On ne peut donc porter sur ce remède un jugement absolu.

Scinder le couple antinomique en deux termes absolus donne, disait Müller, des concepts. Or le concept est inerte, figé, mort. Il est nécessaire de maintenir dans le couple l'unité et la vie en recherchant sans cesse le terme supérieur, le Tiers Terme, ou, comme Müller disait, l'*Antigegensatz*. Dès qu'on s'élève à sa hauteur, la synthèse s'opère, et l'antinomie retrouve l'harmonie et l'unité : ses termes n'apparaissent plus sous forme de concepts isolés et stériles, ils deviennent *idées* et seule l'idée vit et se montre féconde. C'est bien aussi l'idée de la guerre que Rühle entend nous montrer, et il le déclare dès l'abord.

Le droit meurt et ne peut plus être ranimé dès qu'on rabaisse jusqu'à en faire un concept mort et strictement délimité l'Idée du droit et de son expansion vivante (261). Rühle copie, dans cette formule, beaucoup moins Savigny que Müller qui a usé de la même image à plusieurs reprises, dans l'*Idée du Beau*, dans les *Eléments* et dans *Frédéric II*.

Comme Müller, Rühle aime les grandes visions historiques. Dans la suite des temps, il se plaît à découvrir d'infailibles lois. Il veut par exemple (262) que les hommes aient toujours montré un égal besoin de liberté et de soumission à une loi. Il ne fait là que démarquer une idée essentielle aux théories müllériennes, idée dont les modulations sont extrêmement variées et vont de méditations sur l'adage de saint Bernard *servitium libertas* jusqu'à la synthèse de la liberté et de la loi sous forme de « barrières vivantes ».

(261) A, 133.

(262) A, 122.

Rühle, fort généreusement, pose en principe qu'il n'est pas suffisant de faire valoir sa propre liberté, mais qu'il importe de reconnaître aussi la liberté d'autrui qui s'exerce en sens inverse, *die Gegenfreiheit der andern*. Plutôt que d'en appeler à un arbitre, il réclame des parties en litige une « libre soumission » (263). Là encore, il ne fait pas œuvre originale. Avant lui, Müller exigeait que « les avocats de chaque partie changeassent de siège et fussent à même de plaider pour l'adversaire ». Le principe s'appliquera non seulement à la pratique judiciaire, mais à l'art ou à la politique. La concurrence entre départements ministériels s'effacera si le ministre des finances peut siéger à la place de son collègue de la guerre, et si tous deux n'ont devant les yeux que le *Tiers Terme*, l'Idée de l'Etat.

En déclarant que la propriété ne consiste qu'en une conquête sans cesse renouvelée (264). Rühle répétait, en termes beaucoup moins éclatants, l'idée féconde de l'article *Poetischer Besitz*, paru au *Phœbus*, article dont Müller tirera plus tard toutes les conséquences, aussi bien les droits de la communauté sur la propriété particulière que les devoirs des possédants à l'égard de l'objet possédé ou de la communauté politique. De même lorsqu'il écrit que la propriété et la jouissance de ce que nous possédons ne nous sont assurées que « dans et par l'Etat », qu'il ne saurait exister, au sens strict du terme, une propriété privée ou un bonheur privé, Rühle laisse vibrer un thème que Müller exposait dès 1805, dans *Science et Littérature*, et qui ne cesse de retentir avec une vigueur croissante : le citoyen ne peut s'abstrai-

(263) A, 123, 130. Chez Müller, l'idée apparaît déjà dans *Idee der Schönheit* (Berlin, 1810), 65.

(264) A, 116. *Kein Genuss ohne vorangegangene oder damit verbundene Kraftäusserung*. Cf. aussi *Phœbus*, VII, juillet 1808, 39-40.

re de l'Etat ; il n'existe pas hors de l'Etat un refuge ou un asile où nous puissions nous mettre à l'abri des vicissitudes politiques et jouir en paix de la science, de l'art, ou de biens matériels ; rien de ce que nous possédons n'échappe à l'emprise de l'Etat.

Rühle ne se fait donc pas faute d'emprunter à Müller non seulement sa vision antinomique du monde, mais une foule d'affirmations de détail. Sa méthode se calque sur celle de Müller et en épouse certains défauts qui heurtent assez rudement la logique atomiste. Müller qui, sans cesse, prêche l'action, ne peut, dans l'*Idée du Beau* comme dans les *Eléments*, s'empêcher de glisser vers un fatalisme panthéiste. Un destin supérieur semble guider l'Etat, bien que les hommes restent libres d'agir. Rühle, tout pareillement, déclare que « l'organisme de l'Etat, et l'association cosmopolite qui doit réunir les Etats, sont le produit de la liberté humaine ». La page après, il fait de la Providence la source éternelle de toutes les contraintes de nature, comme de toutes les obligations religieuses et morales. Et il avait déclaré, au début de l'*Apologie* que la recherche de la paix perpétuelle est un effort absurde et vain, que fort heureusement vient réduire à zéro « la marche sublime d'une destinée qui régit le développement de notre espèce ». On retrouve là, à côté des louanges à l'action et à la liberté, la même foi paresseuse que chez Müller. Les *Eléments*, en effet, laissent à la destinée le soin de réaliser, hors de notre volonté, la communauté des peuples (265).

Dès que Rühle essaie de définir l'Etat, la parenté avec Müller se marque jusque dans la répétition des formules.

L'Etat, toujours mouvant, et en perpétuel développement, ne peut être qu'une *idée*. Müller, avec vigueur, dans la *Pallas*, affirmait que de l'Etat il ne saurait y avoir de concept, et les *Eléments*, dès leurs premières conférences, développent amplement cette même pensée. L'Etat, dit Müller, c'est l'ensemble (*der Inbegriff*) de tout ce qui nous touche. Rühle, à son tour, ne réduit pas l'Etat à un territoire strictement délimité, mais y enclôt la totalité des institutions nationales qui s'y édifient (266). Comme l'exigeait *Poetischer Besitz*, Rühle nous impose l'obligation de conquérir sans cesse notre patrie. Et quand il définit l'Etat comme « un Tout uni jusqu'à la mort », il ne fait pas que suivre la pensée de Müller, il emprunte une formule saisissante aux *Eléments de Politique* (267). Un individualisme forcené constitue, aux yeux de Rühle, l'héritage barbare du temps où les peuples menaient une vie sauvage de nomades (268). Dans *Frédéric II*, puis dans les *Lettres agromiques*, Müller opposait avec force l'Etat vivant et la horde nomade. Rühle se montre si fidèle à la pensée de Müller qu'il ne peut la réexprimer qu'en se servant des mêmes termes.

L'Etat *organique*, selon Rühle, garde les mêmes traits que l'Etat *vivant* selon Müller. Il est continu. Quand Rühle ne veut apercevoir entre le passé d'une part, le présent ou le futur d'autre part, qu'une différence de degré et non d'essence, il répète, en termes abstraits et lourds, ce que Müller exprimait si brillamment par son opposition des *Raumgenossen* aux *Zeitgenossen*, pièce essentielle de sa théorie politique.

(266) A, 141.

(267) A, 145. *Elemente* (rééd. Baxa, Iéna, 1922), I, 84.

(268) A, 102.

Quand Rühle tire de la structure organique et antinomique de l'Etat des corollaires pratiques, il ne fait que ranger et numéroter des idées qu'il emprunte également à Müller. Le couple antinomique ne peut vivre que si les éléments dont il se compose jouissent d'une vie autonome et font s'affronter des forces de même espèce.

Et Rühle corrobore cette idée en évoquant l'image de l'escrimeur et de son adversaire (269). Il ne fait que transposer une comparaison que Müller ne cesse de répéter. Le *Gegensatz* nous montrait le sculpteur aux prises avec son bloc de marbre. A chaque coup de maillet correspond une résistance du marbre. Celui-ci exprime une contre-force qui oblige le sculpteur à perfectionner son effort, et c'est de la lutte du sculpteur avec le bloc que naîtra la statue. Les *Prolégomènes*, de leur côté, prenaient longuement comme terme de comparaison le forgeron qui travaille la barre, accordaient même au fer une véritable activité personnelle, et montraient dans chaque coup de marteau un acheminement vers une synthèse toujours plus haute de la volonté de l'ouvrier et de la résistance du fer.

Exciter les termes du couple à cette lutte d'où doit procéder une synthèse plus haute, les obliger, sans que l'un d'eux y perde son autonomie et sa personnalité, à une guerre continue et féconde, telle est la seconde exigence que pose Rühle. Le *Gegensatz* l'avait déjà exprimée, l'*Art Dramatique* en avait fait la loi générale du théâtre nouveau qui devait marier la tragédie grecque et le drame chrétien, enfin, l'*Idée du Beau* lui avait donné toute son ampleur : le Beau, comme la Vie, ne

peut naître que de la lutte constamment attisée et entretenue entre les termes antinomiques.

En troisième lieu, Rühle désire que la continuité de la vie se marque par l'affirmation d'un rythme. Mais ce principe, « découvrir le rythme fondamental », ne fait que démarquer Müller. Celui-ci emploie avec abondance les images musicales ; rythme fondamental, accord fondamental, basse continue, se retrouvent constamment sous sa plume (270). De plus, il exige de l'homme d'Etat une qualité assez curieuse; il faudra que sous la multiplicité des apparences contradictoires, il sache percevoir la pulsation essentielle, le rythme vital selon lequel se meut la communauté politique. Il faudra qu'il sache accorder son action propre à la résonance du rythme fondamental. L'*Idée du Beau*, les *Eléments* mettent largement en valeur cette technique toute musicale. Le sentiment d'une concordance rythmique l'emporte sur tout argument de raison. La raison seule ne peut mener à cette illumination subite, à cette infaillible certitude qu'on a « trouvé le rythme », que l'on agit comme l'exige la loi fondamentale de la nation, comme le veut le *Volksgeist*.

Rühle, quand il refuse l'adoption ou l'imitation d'une législation étrangère, ne répète pas les éclatantes invectives de Müller contre Rome — *Rom und abermals Rom* — dont l'esprit, depuis la Renaissance et la Réforme pourrit les antiques vertus germaniques et chrétiennes. Mais il se remet à suivre fidèlement son modèle, quand, au particularisme des Etats, il lui faut bien, comme terme antinomique indispensable, accorder la nécessité d'une fédération, ou tout au moins d'aspirations cosmo-

(270) Cf. en particulier *Elem.*, I, 413. De même *Schönheit*, 26, 28, 118, 122, 177, 180.

polites. Comme Müller, Rühle invoque pour justifier ces désirs contradictoires, un double instinct mis par Dieu au cœur de l'homme. Comme celle de Müller, l'association internationale ne se réalisera pas par la contrainte. Seuls, le respect et la considération qui vont à la Raison, donneront l'impulsion décisive. Un jour, les Etats, aujourd'hui séparés, se laisseront convaincre par la raison, et on verra, comme dans les *Eléments*, renaître un *corpus christianum* dont le noyau sera constitué également par cinq royaumes. Contre Gentz, qui rêvait d'une fédération européenne composée de onze Etats, Müller avait tenu à maintenir ce chiffre de cinq (271), et Rühle l'imita.

A propos des origines de l'Etat, les coïncidences persistent. Pour Rühle, la société répond, tout comme la nourriture, à l'un des deux besoins primordiaux de l'homme. Müller, dans la *Pallas*, dans les *Eléments* l'avait déjà dit, et au moment où Rühle écrit son *Apologie*, il le répète dans sa *Nouvelle Théorie de la Monnaie*. Rühle emprunte même à Müller un adjectif dont celui-ci faisait abondamment emploi quand il déclare l'Etat ou la société *ein göttliches Institut*. On ne saurait mieux réussir un à la manière de Müller. Quand à l'attaque que Rühle pousse, sans pitié, contre les partisans d'un état de nature, elle procède d'arguments que lui a fournis Müller. Celui-ci opposait à ceux qui voulaient, dans l'histoire, délimiter deux périodes séparées par un pacte social, cette simple question : la société commencera-t-elle donc à la page 1 de Thucydide ? Il refusait de même le concept d'homme. *Homo* n'existe pas. Il y a *vir* et *femina*. La Société, l'Etat existèrent en

(271) A, 140, 129, 132. *Elemente*, II, 154, 162 163, 214 ; I, 194, 197.

même temps que le premier couple. De la première opposition de leurs désirs naquit le droit. Rühle ajoute à peine une pointe malicieuse quand il déclare que le droit naquit de la première querelle conjugale de nos premiers parents (272).

L'Etat est donc né avec la famille. Quand Rühle affirme qu'il n'y a pas d'état de nature, que celui-ci compénètre l'état social, et qu'il n'existe pas d'autre sorte de société que celle dont la nature nous a, dans la famille, donné le modèle, il exprime évidemment une idée que d'autres, avant Müller, avaient exprimée. Il lui donne toutefois un tour qui trahit tout de suite le modèle dont il s'inspire. A la famille, Rühle assigne comme but de concilier l'antinomie des sexes d'une part, d'autre part celle de la jeunesse et de l'âge mûr. Müller en avait tracé le schéma dans une des planches qui complètent les *Eléments* et avait donné exactement la même formule dans *Frédéric II* (273).

Dans ces conditions, un même principe assure la cohésion de la famille et celle de l'Etat. Ce principe, c'est l'amour, auquel s'ajoute l'acceptation du sacrifice. L'entité organique peut exiger d'une de ses parties le sacrifice au bien commun. Müller l'a déjà déclaré et Rühle ne fait que le répéter lorsqu'il soumet l'individu à la primauté de la famille ou de l'Etat (274).

A propos du droit, de ses origines et de son développement, Rühle s'attache à suivre exactement les traces de Müller. Pour Müller, le droit est une idée, et non point un concept. Il y a des droits, et non un seul droit,

(272) Cf. MÜLLER *Elem.*, I, 131.

(273) A, 115. *Elemente*, I, 210 (planche 1) ; *Frédéric II* (*Ueber König Friedrich den Zweiten und die Natur, Würde und Bestimmung der preussischen Monarchie*, Berlin, 1810), 185.

(274) A, 148. Cf. aussi *Frédéric II*, 311.

immuablement fixé, valable en tous lieux, en tous temps, et pour les hommes de n'importe quelle race et de n'importe quelle nation. Rühle reprend en écho : le droit n'est pas un concept qui s'impose aux yeux de tous avec la même clarté que le soleil. Il n'a pas été mis au cœur de l'homme par une révélation définitive et universelle; il est historique, mouvant, variable selon les circonstances de lieu ou de temps. Il est une idée éternellement vivante, qui sans cesse a besoin de renaître, et ne se livre à nous que par une incessante conquête (275). Il revêt donc exactement les mêmes caractères que chez Müller, où, comme le Beau, il apparaissait sous la forme d'un *Panthéon* qu'il nous faut sans arrêt démolir puis reconstruire.

Les convictions religieuses de Rühle restent vagues et indéfinissables. Son biographe, le major Gerwien, constate qu'il est impossible de le classer sous une étiquette précise. Il n'en est que plus curieux de le voir suivre Müller et d'adopter ses conclusions. Müller, en 1812, vient de rencontrer le P. Hofbauer. Il vit une seconde conversion. Son catholicisme, jusqu'alors mêlé de données panthéistes, s'épure et s'achemine vers une stricte orthodoxie qui ne sera d'ailleurs pas toujours du goût de la police et de la censure viennoises. La Révélation chrétienne prend petit à petit la place de l'*Antigegensatz*. Et l'Evangile apparaît à Müller comme la source de tout droit. Rühle, dont la foi chrétienne reste assez pâle et indécise, n'hésite pas à lui faire écho. « Les commandements d'un Etre suprême sont la source éternelle et indubitable de tout ce qui pour nous est sacré et juste » (276). Müller, par la méditation du *Gegensatz*

(275) A, 129, 117, 105, 142.

(276) A, 134.

et de sa vision cosmique où l'unité ne vit que par le choc des principes antinomiques qui la composent, et où l'antinomie n'est concevable que si un Tiers terme vient lui rendre l'unité à mesure qu'elle la perd, était allé du panthéisme au catholicisme. Pour lui, on peut tracer le signe de l'égalité entre organique et chrétien comme aussi entre chrétien et germanique. C'est évidemment dans la pensée de Müller qu'il faut chercher la racine de cette affirmation de Rühle : le Christ fut envoyé en ce monde pour apporter la lumière au milieu des ténèbres et ses efforts incessants tendent à faire comprendre à l'homme que *toute chose sur terre peut revêtir un double aspect*. Si Rühle n'affirme pas, comme Müller, l'affinité profonde du christianisme et de la civilisation germanique, s'il ne déduit pas de cette affinité que l'Allemagne a pour mission de donner à la civilisation chrétienne son expression suprême, il marque cependant sans ambiguïté que le christianisme est éminemment organique, et que l'Etat organique ne sera réalisé que dans un monde chrétien.

C'est dans cet Etat chrétien, et précisément parce qu'il est chrétien, que la guerre viendra, selon Rühle, s'inscrire sans effort et sans heurt. En cherchant à la guerre une justification de fait dans des constatations empiriques, si l'on peut dire, puis en essayant de lui conférer une légitimité métaphysique ou morale au nom de la philosophie *antinomique*, Rühle ne procède d'ailleurs pas autrement que son initiateur et maître, Adam Müller.

Rühle refuse un état de nature, pacifique et paradisiaque, où la guerre se serait introduite à la suite d'une déchéance morale, d'une chute. L'instinct pacifique n'a jamais pu régner seul, car, en tous temps et en tous lieux, l'homme a été astreint à mener une guerre constante

avec la terre. Guerre et paix procèdent d'ailleurs d'un double instinct, mis par le Créateur au cœur de l'homme, et également légitime sous chacun de ses aspects. A l'instinct d'acquisition correspond nécessairement l'instinct de jouissance paisible. Müller avait établi cette base de départ et déjà tracé le raisonnement que suivra Rühle (277).

Comme Müller, Rühle commet le péché de faux réalisme. Tout en ne voulant s'inspirer que des faits, il projette sur le réel sa logique du *Gegensatz*. On ne sait plus s'il déduit la loi de ses observations historiques, ou si, au contraire, il essaie de faire tenir celles-ci, non sans leur faire parfois violence, sous le schéma de sa vision cosmique.

Il n'est pas impossible que Rühle ait eu sous les yeux certains inédits de Novalis que la famille Hardenberg avait confiés à Müller lorsque se fonda la librairie du *Phénix*. Rühle connaissait peut-être l'esquisse de la fin d'*Ofterdingen*. Novalis y affirme que « sur terre, la guerre est chez elle. Il faut absolument que sur terre il y ait des guerres ». Et il aperçoit dans une guerre quelque chose « comme un duel, imprégné de générosité, de philosophie, d'humanité » (278). Rühle aurait pu trouver dans Novalis une autorité extrêmement forte pour appuyer sa théorie. Il ne l'invoque point. Tout au plus garderait-il de Novalis le terme d'*entgegengesetzt*, quand il affirme que la guerre et la paix sont deux états qui s'opposent. Mais on sent sous sa formule percer le souci, que Rühle partage avec Müller, de voir dans la guerre et la paix un *Gegensatz*, un couple antinomique dont on ne peut isoler les termes que par un véritable

(277) A, 131. *Elemente*, I, 54-56.

(278) NOVALIS, *Schriften* (Heilborn), I, 203.

coup de force. Paix perpétuelle ou guerre perpétuelle sont deux « absolutisations » également néfastes. Elles choquent la raison et portent en elles un germe de mort. Müller ne disait pas autrement dans les *Eléments* et dans *Frédéric II* (279).

Vouloir séparer la paix et la guerre, déclarer l'une aimable et l'autre odieuse, c'est ne pas vouloir s'élever au-dessus des considérations mesquines et exalter la vie privée contre la communauté. C'est de plus, vouloir tuer l'idée pour exalter le concept. Là encore, Rühle ne fait que reprendre une idée chère à Müller. Dans ses invectives contre ceux qui tenteraient de s'enfermer dans leur vie privée, réapparaissent plusieurs lignes de *Frédéric II* : « ces gens-là sont incapables d'élever leur pensée plus haut que le buffet de leur cuisine, leur grange et la sécurité de leur propre peau » (280).

La guerre apparaît donc comme indispensable à la vie du monde. Depuis *Science et Littérature*, depuis *l'Idée du Beau*, l'esthétique müllérienne prescrivait de sans cesse remettre en jeu les résultats acquis pour s'acheminer ensuite vers une synthèse plus haute. Rühle calque son raisonnement sur la formule de Müller. Dans la paix on souhaitera que la force s'exprime de nouveau pour conquérir une paix plus belle, qui, à son tour engendrera une nouvelle guerre, et la série des alternances n'aura pas de fin. Avec une formule chère à Müller, Rühle conclut : et ainsi de suite jusqu'à l'infini (281).

Rühle veut rendre à la guerre sa dignité, et même sa

(279) A, 127, 133. *Elemente*, I, 80, 84 86-87 128 173, 217, 246. *Frédéric II*, 312.

(280) A, 104-105. *Frédéric II*, 222, 234 et surtout 309.

(281) A, 118. « Aller Friede gebiert aufs neue den Krieg, dieser wieder im Kampfe neues Recht ; neuer Friede neue Begier, und so ins Unendliche fort der nämliche Kreislauf. »

sublime allure morale. Müller, dans l'*Idée du Beau*, lui ouvrait les voies, quand il cherchait à réhabiliter le laid, à lui restituer non seulement une place, mais sa dignité dans le monde des arts. Seule une haine clairvoyante peut donner tout son prix à l'amour, qui n'a de valeur que grâce à la présence de l'élément complémentaire. L'épigraphe de Rühle répond exactement à cette préoccupation essentielle de Müller (282).

Dans ses invectives contre la paix perpétuelle, ou contre une paix qui durerait trop longtemps, Rühle reste loin de faire œuvre originale. Depuis *Science et Littérature* Müller accumule les condamnations. Erreur néfaste, pure illusion, rêve millénariste, la paix perpétuelle, doublée d'une armée internationale chargée de la faire respecter, ensevelirait le monde dans un repos semblable à celui de la pierre, dans la paix de la mort. Le *Phœbus* déclarait déjà que la paix n'a de saveur et d'existence que grâce au ferment de la guerre. Et Rühle avait pu lire à Vienne, en manuscrit, la *Nouvelle Théorie de la monnaie* qui renchérit encore sur les *Eléments*. Les trop longues paix pourrissent l'armée, et lui mettent au cœur un esprit mercantile, ce qui est bien l'abomination de la désolation. Les rêves de paix perpétuelle seuls sont cause que les armées permanentes sont devenues un mal et que la guerre semble un fléau. A *Science et Littérature*, qui montrait la coexistence et l'interpénétration de la guerre et de la paix, — *das neben und ineinander von Krieg und Frieden* — la *Nouvelle Théorie de la Monnaie* répond que la guerre et la paix, comme le mouvement et le repos, sont deux

aspects également nécessaires de la même vie politique. C'est là que Rühle va chercher sa formule que la guerre est identique au mouvement. Et Müller déclare avant Rühle qu'une paix prolongée est contre nature. *Summum jus, summa injuria*. La paix établie absolument se transformerait immédiatement en une guerre absolue, de même que l'unité, absolument et définitivement établie, ouvrirait la porte au chaos absolu (283).

Un des défauts extrêmement graves de la méthode de Müller, le sophisme dangereux qu'elle recouvre, c'est qu'en s'aidant d'approximations, de ressemblances, elle permet, au nom de la loi d'apologie, de passer de notion voisine en notion voisine et de tirer d'une similitude une justification morale. Les mathématiques nous ont habitués, tout comme les sciences récentes du magnétisme et de l'électricité, aux notions de positif et de négatif. De cette opposition des pôles, de leur réaction réciproque ou *Wechselwirkung*, Müller passe tout doucement, par une série d'égalités, à *Reibung*, à *Streit*, à *Kampf*, à *Krieg*. La *Nouvelle Théorie des Monnaies* donnait même deux formules curieuses qui, pour ainsi dire, jettent un pont par dessus la suite des égalités et assimilent d'emblée la lutte violente, l'emploi de la force dans les conflits entre Etats, et la polarité mathématique ou la polarité sexuelle.. La sphère est parfaite, car on n'y peut imaginer un rayon sans imaginer l'autre portion du diamètre, rayon orienté en sens inverse, « adversaire bienfaisant qui vient féconder le premier ». Et des « hostilités complètes » ne diffèrent pas de l'opposi-

(283) *Deutsche Wissenschaft und Literatur* (rééd. Salz, Munich, 1920), 103. *Elemente*, I, 203. *Handschriftliche Zusätze zu den Elementen der Staatskunst* (éd. Baxa, Iéna, 1926), 26. *Phoebus*, VIII (août 1808), 39 sqq. *Versuch einer Neuen Theorie des Geldes* (rééd. Lieser, Iéna, 1922), 41, 46, 142.

tion des sexes, qui appelle une union (284). Rühle, de son côté, ne fait pas de différence entre *Streit, Kampf, Krieg*, entre une concurrence pacifique ou une opposition logique et le conflit armé ; la guerre entre Etats ne diffère pas, à ses yeux, de la guerre contre la nature (285).

Quand il réclame qu'on entretienne la concurrence d'où naît le droit, qu'on maintienne les antinomies en état d'effervescence, Rühle continue à démarquer Müller. Que vaudrait une paix, s'écrie-t-il, qui poserait comme condition première la renonciation des hautes parties contractantes à l'usage des armes ? C'est que Müller, même lorsque le *corpus christianum* sera rétabli, reconnaît aux Etats chrétiens le droit, le privilège de s'expliquer en recourant aux armes. Dans la guerre, il aperçoit un désir d'entente meilleure. Kant notait que les belligérants les plus violents gardaient comme un regret de la paix, un espoir de règlement amiable. Pour Müller le règlement ne s'opère clairement que si l'on se bat. Même entre frères. Surtout entre frères. Car alors « la guerre ne risque pas de dégénérer en entreprise d'extermination ». Rühle, dans les mêmes termes que Müller, repousse ces « fausses guerres » menées par l'orgueil d'une nation toute puissante contre un adversaire incapable de résistance. La guerre réclame un adversaire qui résiste. Car elle est une forme de la conversation, et le monologue n'est pas une conversation. La conversation suppose une communauté de langage et de sentiments. On ne lie pas conversation avec des Turcs, dé-

(284) *Elemente*, I, 80 (Der Krieg, die Bewegung), I, 128. *Neue Theorie des Geldes*, 109, 120.

(285) A 118.

clare Müller, en 1812, dans ses conférences sur l'Eloquence (286).

La guerre, ce duel entre peuples, s'assimile insensiblement à une discussion ou à une joute oratoire entre particuliers. Mais cette conversation, où le droit international est remis en question pour qu'il s'affirme et s'épure, ne peut se borner à un échange d'idées. Les enjeux sont trop grands, et chacune des parties est sûre que sa cause est la seule bonne. Toute l'intelligence des hommes n'arrivera pas à régler le conflit. Il faut que le sang coule. Rühle le répète après Müller (287). Et quand Rühle voit dans la guerre le seul moyen d'éclairer le débat — *drum giebt es kein anderes Auskunftsmittel als der Krieg* — il reprend, avec moins de vigueur et de piquant la formule de Müller : *der Krieg, die Reinigungsanstalt der Idee* (288).

La guerre cesse donc d'être mise hors la loi. La voilà rétablie, avec tous ses droits, dans la cité. Il n'y a plus qu'à la parer de toutes les vertus. Et, là encore, Müller va montrer à Rühle comme il faut qu'il s'y prenne.

C'est, nous dit Müller, un bienfait pour un Etat que d'avoir à se mesurer avec ses voisins. Un Etat ne prend conscience de sa propre force que si elle rencontre un adversaire (289). Et Rühle, quand il se déclare heureux que, dans la poitrine des citoyens, batte encore une veine héroïque, s'engage sur une voie que lui indiquait Müller quand, dans *l'Idée du Beau*, il faisait apparaître l'Etat sous les traits d'une communauté héroïque, *eine Helden-genossenschaft*.

(286) A, 145. *Elemente*, I, 305 ; I, 81.

(287) A, 144. *Frédéric II*, 312.

(288) A, 144. *Elemente*, II, 197.

(289) *Elemente*, I, 76, 77, 277, 202. *Neue Theorie des Geldes*, 92.

La guerre, conçue comme le mouvement par excellence, est aussi nécessaire que les institutions pacifiques à la prospérité des Etats. On ne reconnaît vraiment les limites de l'Etat, ses contours n'apparaissent fermement que dans et par la guerre. Les guerres sont peut-être des inconvénients ; mais elles sont aussi inévitables que le sont les procès de voisinage. Du moins sont-elles, pour les Etats, le meilleur moyen de renforcer leur cohésion. Et plus la guerre sera violente, plus clair et plus lumineux sera le droit qu'elle engendrera. A ce compte, peu importe que les particuliers, qui ne songent qu'à leur intérêt privé, aperçoivent dans la guerre le pire des fléaux. Elle n'est pas, comme ils le prétendent, une maladie de l'Etat, mais un bienfait, un instrument de salut. Elle est vivifiante, féconde, bienfaisante. Ce sont là autant de propositions que Rühle emprunte à Müller presque sans rien y changer (290). Rühle ajoute à peine à la pensée de Müller lorsqu'il exprime cette idée, odieuse entre toutes, que lorsque les liens d'un peuple se relâchent, il faut que Dieu se laisse fléchir et envoie à ce peuple, comme ultime moyen de salut, le bienfait d'une guerre étrangère. La diversion extérieure se trouve légitimée comme remède aux désordres internes (291).

La guerre n'est pas seulement belle, ou bonne, ou féconde. Elle en arrive à être chrétienne. Là aussi c'est sur les traces de Müller que s'engage Rühle. La guerre constitue la forme de la discussion juridique entre Etats. On ne peut discuter avec des Turcs. La guerre est un privilège des chrétiens. Et le *corpus christianum* entretiendra entre les Etats qui le composeront « un équi-

(290) A, 105, 144, 147, 148. *Elemente*, I, 80, 87, 305, 317 ; II, 5, 46 ; I, 135.

(291) A, 113.

bre belliqueux » (292). La grande vertu qui s'exerce dans la guerre, c'est, au fond, la charité. Pas seulement le respect d'autrui et le souci de ne lui enlever ni l'honneur ni l'existence. Mais « humilité et oubli de soi-même en face de la liberté d'autrui » (293). Müller trouvait que la guerre était chrétienne, Rühle aperçoit en elle l'expression des plus hautes vertus chrétiennes, l'humilité et l'esprit de sacrifice. Nous sommes bien loin des principes de Clausewitz et des théories où la guerre apparaîtra comme le moyen légitime d'imposer inexorablement sa volonté.

La guerre « véritable » est donc toute imprégnée de sentiments religieux. Là encore, Rühle reprend une idée que Müller avait déjà indiquée. Les *Eléments*, en effet, n'ont d'autre propos que d'imprégner de religion l'Idée de l'Etat et toute la politique. Or la guerre n'est pas une cessation de la vie politique normale, au contraire elle s'insère sans rupture dans la vie normale de l'Etat. Rühle cependant ajoute des précisions pratiques, alors que Müller ne fait qu'établir le principe (294).

Dans ses conclusions, Rühle demande que la guerre soit toujours présente, même en temps de paix. Car les bienfaits de la paix deviennent de véritables fléaux pour peu que s'éteignent le souvenir de la guerre et la foi en sa perpétuelle présence. Que la guerre s'installe donc au milieu de la paix et que la paix ne disparaisse pas de la politique, même si l'Etat est en guerre. Il faut pouvoir passer de l'une à l'autre sans éveiller l'impression qu'un chapitre se clôt et qu'un autre s'ouvre, qu'un statut juridique cesse pour laisser la place à un autre sta-

(292) *Ueber die Beredsamkeit* (rééd. Salz, Munich, 1920), 30. *Elemente*, II, 197, 198 ; I, 317.

(293) *A*, 145.

(294) *Elemente*, I, 326, 173.

tut, tout différent. Rühle, dans ses conclusions, reste étroitement fidèle à Adam Müller. Pour celui-ci l'idée de l'Etat concilie l'esprit de paix et l'instinct guerrier. L'Etat n'est pas seulement une institution pacifique ; il faut que l'idée de la guerre vienne féconder la gestion de l'Etat. En empruntant à Burke une formule bien frappée, Müller définit l'Etat *templum in modum arcis* (295).

Rühle réclame donc une mobilisation permanente. Toutes les forces de l'Etat, dès le temps de paix, seront tendues et prêtes à la guerre. Rühle refuse en conséquence, que l'armée mène, à part de la nation, une existence autonome. Elle n'est point un instrument qu'on va prendre dans un coin, lorsque le besoin s'en fait sentir, et qu'on y replace après usage. Elle doit être nationale, car elle exprime l'un des aspects nécessaires de l'Etat. Et pour que la guerre soit plus facile à supporter, que les Etats l'admettent donc, une fois pour toutes, « dans les calculs sublimes » de la politique comme un élément indispensable, et, « en se soumettant à elle en toute liberté, obligent la guerre à les servir et à se soumettre à eux ». Là encore, Rühle reprend, sans rien en déguiser, une des propositions favorites de Müller. Pour supporter sans dommage une calamité inévitable, il convient de se soumettre librement à elle, et en « l'inoculant à la nation », on finira par la dominer et la dompter. Ce thème de l'inoculation qui apparaît dans les *Eléments* à propos de la législation mosaïque et de l'année sabbatique, intervient encore dans *Frédéric II* à propos de la paix et de la guerre, et trouve sa formule définitive dans un article des *Vermischte Schriften* que Müller fait paraître au moment où Rühle se trouve à Vienne, près

de lui. « Comment peut-on dompter les forces brutales de la nature ? En se soumettant à leurs lois en toute liberté et en pleine conscience, autrement dit avec art ». Müller, qui frôlait là de très près certains préceptes de la sagesse de Goëthe, avait tiré du principe de l'inoculation les conclusions que Rühle reprendra. Puisque la vie de l'Etat reste impensable sans la guerre, et que, si la guerre ne féconde pas la paix, les plus néfastes dissonances se manifestent, il faut que la guerre et la paix se compénètrent. L'armée n'est plus un mal inévitable, mais une expression nécessaire de l'Etat organique. Il faut abattre cette cloison qui dans les Etats allemands sépare l'armée du reste de la population. L'armée sera nationale. Ou mieux l'armée sera toute la nation. Et dans *Frédéric II*, Müller réclame non seulement une préparation de la jeunesse à ses devoirs militaires, mais une véritable levée en masse, une mobilisation constante de toute la jeunesse, accompagnée d'une mobilisation de tous les biens des citoyens et de l'Etat (296). Quant à la formule de Rühle, *friedlicher Krieg, kriegerischer Friede*, elle répète sans y rien changer la conclusion d'un article des *Vermischte Schriften* sur la *Législation et l'Administration* (297). Rühle n'hésite pas à emprunter à Müller ses expressions les plus typiques.

Il y a plus. Dans le corps de la rédaction de 1814 (*Vom Kriege*) et de celle de 1817 (*Aufsätze*) apparaissent des guillemets qui ne figurent point dans le texte du *Deutsches Museum*. Celui-ci, page 161, ouvre bien une citation, mais si timidement qu'on croirait à une faute d'impri-

(296) A, 133, 149. *Elemente*, II, 72-73. *Frédéric II*, 313. *Vermischte Schriften* (Vienne, 1812, 2 vol.), I, 226. *Frédéric II*, 308, 309, 313, 315, 317, 320, 321.

(297) *Vermischte Schriften*, I, 310.

merie. Rühle a donc, à l'appui de son développement, introduit dans le corps de son *Apologie* de larges citations dont il n'indique pas l'auteur. Encore une fois il s'agit d'emprunts à Müller. Et Rühle traite le texte original comme il a traité celui de Kant sans faire preuve d'une scrupuleuse exactitude dans les citations. Il taille, il tronque, il recompose, ne montre guère plus d'égards pour les textes de Müller que pour celui de la *Paix Perpétuelle*, mais ne va pas toutefois jusqu'à en fausser le sens (298).

Sans doute était-il difficile d'inscrire un nom d'auteur sous un texte soumis à pareil traitement. Mais il semble bien que Rühle, en ne signalant même pas dans le *Deutsches Museum* qu'il laissait la parole à autrui, obéit à d'autres mobiles. Müller vient de subir les rigueurs de la censure viennoise. Les *Vermischte Schriften* n'ont

(298) A, 143 : *Das ist der kolossale Rechtsstreit der Nationalfreiheit gegen die Nationalfreiheit* reproduit d'abord *Elemente*, I, 200 (conférence X, Du droit des gens ou de la chrétienté). A ce texte, Rühle amalgame *Elemente*, II, 5 : *Denn wo ist das Gesetz, wie rein es immer sei*, II, 168-169, *Lokalfarbe des Himmels, der Sprache, der Nationalität* (que Rühle germanise en *Eigentümlichkeit*), enfin II, 173, *der Herr über das Schicksal, über Leben und Tod der Nationen*, dont Rühle ne se fait pas faute de bousculer l'ordre.

A, 145 : *Soll unter den Völkern... sie befruchtet, sie segnet, sie begeistert* est emprunté aux *Elemente*, I, 174, 175. Rühle pratique d'ailleurs des modifications *in fine*, remplace *Was haben wir dadurch erreicht* par *Was hätte die Menschheit dadurch erreicht*, germanise enfin un *realisirt* en le remplaçant par *verwirklicht*.

A, 150. *Jeder Tropfen Blut, der den Staat durchfließt* amalgame un passage de Frédéric II (313), auquel correspond d'ailleurs un passage des *Elemente*, I, 9, avec d'autres passages de Frédéric II, 315 (*das Heer nationalisiert, die Nation militarisirt*) et 309 (*Diese Brut des allerschlaффsten, allerentartetsten Privatlebens, welches sich nie über den eigenen Küchenschrank, die eigene Scheune und die Sicherheit der eigenen Haut zu etwas Höherem und Göttlicherem erhoben...*).

Enfin A, 151, est au début entièrement recomposé par Rühle, qui oublie de fermer les guillemets après *ohne die Religion*. A partir de *das gesamte Volksleben* jusqu'à la fin de la citation, le passage est emprunté aux *Elemente*, II, 172, avec une correction de *Nationalleben* en *Volksleben*.

pas tenu compte de corrections réclamées par la censure théologique, et l'empereur lui-même a manifesté un vif dépit de voir sa police spirituelle ainsi bafouée. Müller s'est rendu suspect par des entreprises pédagogiques qui déplaisent à la fois à la préfecture de police et à la direction des cultes. On lui en veut d'être prussien, converti, et de fréquenter le P. Hofbauer. Toutes ces raisons conjuguées font qu'il lui est interdit de publier sans visa préalable. On lui avait refusé l'autorisation de donner un cycle de conférences sur l'Idée de l'Etat et la Monnaie ; les conférences sur l'*Art oratoire* avaient pu obtenir l'autorisation nécessaire. Leur sujet paraissait anodin. Mais la police s'était émue des intentions politiques qui perçaient sous les préoccupations littéraires. Il était donc impossible à Müller de donner, à Vienne, une réédition des théories qu'il avait développées dans les *Eléments* ou dans *Frédéric II*. En mêlant l'*Apologie* de larges extraits de Müller, Rühle trouvait le moyen de jouer un bon tour à la censure viennoise.

Si, par la suite, Rühle ne rend pas à Müller ce qui lui appartient, c'est que le nom de Müller est, aux yeux des autorités berlinoises, une fâcheuse référence. On l'accuse d'avoir déserté la Prusse. On lui tient rigueur de son catholicisme, de sa théorie féodale de l'Etat, de sa campagne contre les réformes d'Hardenberg. Et, quand les *Aufsätze* paraissent, vient de s'allumer à Leipzig la querelle avec Krug à propos du Troisième centenaire de la Réforme.

Il était dit que Rühle verrait inscrire à son actif, comme venant du plus profond de lui-même, des idées et des formules qu'il n'avait fait qu'emprunter.

CONCLUSION

Ainsi Rühle n'est que le rédacteur, le signataire de l'*Apologie*. Müller en reste l'inspirateur et même un peu plus. En bonne justice et par un ironique retour du sort, Müller le lâche, le renégat, le traître, devrait recevoir la couronne de chêne et de laurier que Treitschke, avec enthousiasme, décerne à Rühle, prophète et premier législateur d'une constitution militaire qui devait faire la force et la grandeur de la Prusse.

Mais l'intérêt de l'*Apologie* ne se limite pas à cette amusante erreur du grave Treitschke. Par son retentissement, l'opuscule de Rühle nous permet de mesurer quelle portion des théories de Müller était destinée à trouver audience et durer. Il nous aide aussi à porter un jugement de valeur sur ces théories où se concentrent les motifs essentiels du romantisme allemand.

Le propos de Rühle, comme celui de Müller, ne manque pas de générosité. Malgré les correctifs que put, dans ses dernières œuvres, lui apporter Schiller, en qui Müller apercevait le tribun qui manquait à l'Allemagne, le classicisme weimarien écartait de propos délibéré et rejetait hors du domaine des arts et de la philosophie toute une série de thèmes qui pourtant éveillaient au cœur des Allemands de profondes résonances. Apo-

litique, il négligeait la cité, se construisait un refuge où ne parvenaient plus les rumeurs de ce monde et les remous de son agitation. Il devait fatalement provoquer les protestations du patriotisme que la politique napoléonienne mettait précisément à la plus rude épreuve. C'est un mérite du romantisme allemand, de Rühle et de Müller en particulier, d'avoir annoncé un Avent, d'avoir pressenti un monde nouveau, un art nouveau, une pensée nouvelle où une portion, non dépourvue de noblesse, de nos sentiments et de nos affections, non seulement retrouverait sa place, mais se marierait avec l'ancien idéal. Le classicisme de Weimar affecte de la froideur à l'égard du christianisme et appuie sur la contemplation des chefs d'œuvres antiques son idéal de perfectionnement individuel. Le romantisme essaie de compléter cet idéal en restituant toute leur valeur aux sentiments religieux, à la tradition, à l'histoire, au groupe organique qui, lié déjà par l'unité linguistique, communie par surcroît dans un même passé. Et Rühle hérite de Müller la vision d'un monde continu, où chaque siècle apporte sa contribution au Panthéon du Beau, où rien n'est indifférent, où le simple fait d'exister constitue déjà un critère de beauté et de valeur morale.

Il se compose ainsi un relativisme qui va chercher une confirmation dans une large vision de l'histoire. Mais ce relativisme apparaît en même temps comme « la grande gloire et le grave danger du romantisme allemand » (299).

Génèreusement, mais imprudemment, Rühle, après Müller, essaie de faire s'accorder, sous le couvert du christianisme, des éléments qui sont eux-mêmes en

(299) E. VERMEIL, *La pensée politique de Hegel* (Revue de Métaphysique et de Morale, 1931, p. 479).

contradiction logique et dont l'un jure avec le christianisme. Malgré toute l'habileté de Rühle, ses effets restent peu convaincants, et sa tentative échoue d'étayer de citations bibliques ou évangéliques son apologie de la violence. Ni le Décalogue, ni les préceptes du Nouveau Testament ne s'accommodent de cette relativité que Rühle tient absolument à leur attribuer. L'Etat chrétien sera à la fois un sanctuaire et une forteresse, mais la caserne et l'arsenal y empiètent terriblement sur le temple. L'Europe se regroupe dans une nouvelle *Concordantia catholica*. Mais cette fraternité cessera d'être si elle ose bannir le recours aux armes. Elle vit du fait que la guerre y reste possible. D'ailleurs l'avènement de cette belliqueuse fraternité se trouve rejeté dans un futur dont on ne sait trop s'il est proche ou lointain. La guerre s'impose donc à nous de tout son poids. Et ce qui domine l'*Apologie* de sa masse écrasante, ce qui donne aussi une inquiétante allure au relativisme de Rühle et de Müller, c'est la vision d'une Nation perpétuellement en état de siège, toujours mobilisée et toujours prête à frapper, pliant à une discipline obsidionale toute l'économie, même celle des particuliers, appelant impérieusement à la défense de l'Etat la totalité des ressources matérielles et spirituelles. Tout comme la dernière conférence du *Frédéric II*, l'*Apologie* nous montre quelles profondes racines l'Allemagne actuelle pousse dans le romantisme.

Le grave danger du relativisme historique procède d'une exigence logique que Rühle hérite de Müller et qu'il affirme avec la même force que son initiateur. Pour lui, comme pour Müller, le monde s'ordonne selon un schéma dualiste. Dans le domaine de la logique mathématique, le positif ne peut se penser qu'autant qu'on

admet en même temps que lui un négatif. Les découvertes de la physique et de la physiologie nous révèlent également l'existence de couples antinomiques dont on ne peut disjoindre et penser isolément les composants. En conséquence, Rühle, après Müller, pose comme un axiome que dans le monde moral on doit retrouver et on retrouve en fait la même structure dualiste, les mêmes couples de termes à la fois antinomiques et également légitimes. Dans cette assimilation, Rühle procède à un véritable coup de force et ce coup de force entraîne les pires conséquences. Il ne s'agit plus de prendre parti. La loi morale n'astreint plus à un choix. Le devoir moral consiste au contraire, non seulement à accepter comme légitimes les principes diamétralement opposés, mais à exalter celui d'entre eux qui risque d'être mis en état d'infériorité. Rühle chante les mérites de l'action, qui présuppose un choix ; mais il s'applique à faire de ce choix un péché. Pour pouvoir légitimement subsister, il faut que l'action se restreigne et finisse par s'inscrire dans les limites d'un fatalisme paresseux.

Quand il accepte la guerre comme la punition du meurtre d'Abel, comme une malédiction qui réclame comme sacrifice expiatoire la douleur des justes, de Maistre ne veut pas que la guerre pèse sur le monde comme une nécessité physique. La guerre est là, parce que la volonté des hommes est souillée, et que sciemment, en pleine connaissance de cause, ils ont incliné vers le mal. C'est, nous dit la théologie catholique, dans la volonté qu'il faut chercher la racine du péché. La guerre est parce que les hommes veulent qu'elle soit. La sagesse chrétienne s'accorde ici avec le rationalisme d'un Spinoza ou d'un Kant. Pour Spinoza, la paix n'est point un aspect obligé, l'un des aspects de la vie des

Etats, mais une vertu vaillante qui naît du courage, de la force d'âme — *virtus quæ de fortitudine animi oritur* — bref d'une lutte purificatrice où notre volonté décide sur les données de la raison. Et des démons eux-mêmes, nous dit Kant, pour peu qu'ils participent aux lumières de la raison, décideraient obligatoirement en faveur de la paix.

Nous admettons la bonne foi de Rühle, comme celle de Müller. Mais alors la pire disgrâce les frappe. Leur vision dualiste du monde les réduit à la capitulation la plus terrible : celle de la volonté en face du devoir moral.

Vu : Le 29 Janvier 1937.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

